



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique
pour l'Afrique Centrale



« RENFORCER LES CAPACITÉS MACROÉCONOMIQUES EN AFRIQUE CENTRALE »

RAPPORT DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE
2021 (DU 1^{er} MAI AU 31 OCTOBRE 2020)

Mars 2021

AFRITAC Centre est une initiative du FMI soutenue par les Etats membres et les partenaires au développement suivants :



Burundi



Cameroun



République du Congo



Gabon



Guinée équatoriale



République Centrafricaine



République démocratique du Congo



République démocratique de Sao Tomé-et-Principe



Tchad



Union européenne



République Populaire de Chine



Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

Federal Department of Economic Affairs,
Education and Research EAER
State Secretariat for Economic Affairs SECO

Liste d'acronymes et abréviations

ACBF	<i>African Capacity Building Foundation</i> – Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique
AFD	Agence française de développement
AFR	Département Afrique du Fonds monétaire international
AFRISTAT	Observatoire économique et statistique de l'Afrique subsaharienne
AFRITAC	Centre d'assistance technique pour l'Afrique
AFRITAC Centre ou AFC	Centre régional d'assistance technique pour l'Afrique centrale
AFRITAC Sud ou AFS	Centre régional d'assistance technique pour l'Afrique australe
AT	Assistance technique
BRB	Banque de la République du Burundi
CDMAP	<i>Capacity Development Management and Administration Program</i> – Programme de gestion de d'administration du renforcement des capacités
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CFA	Communauté financière africaine
CNUCED	Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement
COVID-19	<i>Coronavirus disease 2019</i> – Maladie à coronavirus 2019
CUT	Compte unique du trésor
COBAC	Commission bancaire de l'Afrique centrale
D4D	<i>Data for Decisions</i> – Fonds thématique « données pour décider »
DMF	<i>Debt management facility</i> – Mécanisme de gestion de la dette
EAC	<i>East african community</i> – Communauté de l'Afrique de l'Est
ECT	Expert court terme
FMI	Fonds monétaire international
GIZ	<i>Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i> - Coopération allemande
ICAAP	<i>Internal Capital Adequacy Assessment Process</i> – Processus d'évaluation de l'adéquation des fonds propres
IDC	Institut pour le développement des capacités
IFA	Institut de formation pour l'Afrique
IFRS	<i>International Financial Reporting Standards</i> - Normes internationales d'information financière
IPSAS	<i>International Public Sector Accounting Standards</i> -Normes comptables internationales pour le secteur public
MSFP	Manuel des statistiques des finances publiques
NBE	Nomenclature du budget de l'Etat
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMD	Organisation mondiale des douanes
ONC	Offres non compétitives
ONU Femmes	Organisation des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
PCE	Plan comptable de l'Etat
PEFA	<i>Public Expenditure and Financial Accountability</i> – Cadre d'évaluation et de gestion des finances publiques
PIB	Produit intérieur brut
RCA	République Centrafricaine
RDC	République démocratique du Congo
RMTF	<i>Revenue mobilization trust fund</i> – Fonds thématique de mobilisation des recettes
SADC	<i>Southern African Development Community</i> - Communauté de développement d'Afrique australe
SCN	Système de comptabilité nationale
SDMT	Stratégie de la dette à moyen terme
SGDD	Système général de diffusion des données
S.O.	Sans objet
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée

Table des matières

I. Introduction et Contexte	6
Le programme.....	6
L’AFC.....	6
La vision sur laquelle le programme de travail est fondée	6
Le contexte régional.....	7
Le contexte macroéconomique	7
L’objectif fondamental.....	9
Les objectifs stratégiques	10
Les défis et les risques liés à l’exécution du programme de travail.....	10
II. Indicateurs de performance de l’assistance technique du Centre.....	11
III. Performance par domaine	20
A. Administration des revenus.....	20
A.1 Renforcer les principales fonctions des administrations fiscales.....	37
A.2 Renforcer les principales fonctions des administrations douanières	37
B. Gestion des finances publiques.....	37
B.1 Renforcer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	37
B.2 Améliorer la préparation du budget de l’Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	37
B.3 Améliorer l’exécution et le contrôle budgétaire.....	37
B.4 Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers.....	37
C. Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires.....	27
C.1 Renforcer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	37
C.2 Améliorer la préparation du budget de l’Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	37
C.3 Renforcer l’identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	37
D. Statistiques des finances publiques.....	37
D.1 Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision.....	37
E. Statistiques macroéconomiques	37
E.1 Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision.....	37
F. Gestion de la dette publique.....	33
F.1 Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme.....	33
F.2 Mettre en place une infrastructure de marché des titres et développer les capacités pour réaliser des financements à moindre coût	33
F.3 Mettre en place un cadre légal et institutionnel	34

G. Régulation et supervision bancaires.....	35
G.1 Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales	35
G.2 Améliorer l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques présents dans le système bancaire	35

Réussites remarquables

Renforcement de la fonction d'évaluation douanière auprès de l'Office Burundais des Recettes	22
Appui à l'élaboration du projet de loi de finances 2021 en contexte de COVID-19.....	24
Assistance technique sur le contrôle interne comptable de l'Etat (CICE).....	26
Elaboration d'un guide pratique de prévision macrobudgétaire	28
Appropriation de la méthodologie d'élaboration du TOFE format MSFP 2014 par les pays.	30
Production de l'indice des prix à la consommation	32
Elaboration des procédures pour les opérations sur le marché primaire des valeurs du Trésor	34
Amélioration des instruments et des processus de la supervision prudentielle	36

Graphiques

Graphique 1 : Répartition des étapes intermédiaires par domaine (en nombre).....	12
Graphique 2 : Performance globale des étapes intermédiaires	12
Graphique 3 : Performance des étapes intermédiaires par domaine (en nombre)	14
Graphique 4 : Nombre des étapes intermédiaires et taux de réussite par pays	14
Graphique 5 : Performance des étapes intermédiaires par pays (en nombre).....	15
Graphique 6 : Activités par type (en nombre)	15
Graphique 7 : Activités par pays (en nombre).....	16
Graphique 8 : Activités par domaine (en nombre).....	16
Graphique 9 : Ressources par pays (en personnes semaines).....	17
Graphique 10 : Ressources par domaine (en personnes semaines).....	17
Graphique 11 : Répartition des ressources par pays (en pourcentage)	18
Graphique 12 : Répartition des ressources par domaine (en pourcentage).....	18
Graphique 13 : Répartition des ressources selon la fragilité du pays bénéficiaire	19

Annexes

1. Cadres logiques 2020-2022
2. Activités par pays et domaine
3. Ressources par pays et domaine
 - 3.a Suivi des ressources par pays
 - 3.b Suivi des ressources par domaine
 - 3.c Réalisations par pays
 - 3.d Réalisations par domaine
4. Webinaires régionaux
5. Appuis ponctuels
6. Personnel

I. INTRODUCTION ET CONTEXTE

Le programme

1. **Ce rapport présente l'exécution du programme de travail du premier semestre de l'année budgétaire 2021 (du 1^{er} mai au 31 octobre 2020) du Centre Régional d'Assistance Technique du FMI pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre, ou AFC).**
2. **Depuis mars 2020, la pandémie du COVID-19 n'a pas épargné les pays de la sous-région et a contraint le Centre d'adapter les modes de mise en œuvre de ses activités d'assistance technique afin de maintenir son appui aux pays et institutions régionales.** Les restrictions de déplacement qui s'en sont suivies ont empêché l'ensemble des cadres du Centre d'effectuer des missions sur site afin d'appuyer les pays membres et les institutions bénéficiaires dans la mise en œuvre de leurs réformes respectives.
3. **Malgré ces conditions, le Centre a poursuivi activement la délivrance de l'assistance technique dans l'ensemble de ses domaines d'intervention, en adaptant ses modalités opérationnelles de travail.** En effet, l'ensemble des missions d'assistance technique du premier semestre de l'année fiscale 2021 initialement prévues sur site ont donc été remplacées par des missions virtuelles délivrées exclusivement à distance. Ainsi, en dehors de ces missions classiques, le Centre a contribué à la rédaction de notes techniques et à l'organisation de nombreux webinaires à l'aide de divers outils de communication à distance tels que les applications de visioconférence, les réseaux sociaux, la messagerie électronique et les appels téléphoniques. Le Centre a délivré des appuis-conseils aux autorités bénéficiaires dans ses domaines respectifs durant la période du confinement due à la pandémie du COVID-19.

L'AFC

4. **Établi en novembre 2007 à Libreville au Gabon, AFC a pour objectifs d'aider les pays de la région à renforcer leurs capacités de gestion macroéconomique** et de répondre aux besoins d'assistance technique (AT) et de formation en gestion macroéconomique et financière de ses pays membres que sont le *Burundi*, le *Cameroun*, la *République du Congo*, la *République Centrafricaine*, la *République démocratique du Congo*, le *Gabon*, la *Guinée équatoriale*, *Sao Tomé-et-Principe* et le *Tchad*.

La vision sur laquelle le programme de travail est fondée

5. **Le programme de travail repose sur la vision d'AFC d'être le centre d'excellence en matière d'assistance technique et d'amélioration des capacités au niveau de la région.** Le Centre fournit des activités d'assistance technique de haut niveau au bénéfice des autorités des pays et des institutions régionales. AFC veille à la qualité de ses activités par une sélection rigoureuse de ses experts ainsi que par le contrôle systématique à posteriori par les services centraux du FMI. Le Centre est en permanence à l'écoute des besoins spécifiques de ses pays membres et adapte ses activités d'assistance technique en fonction de leurs besoins, et en coopération avec les autres partenaires au développement pour faciliter la synergie et la coordination des efforts.

Le contexte régional

- 6. Pouvoir surmonter les défis du développement économique, y compris par la bonne gestion des ressources naturelles et l'intégration régionale, est prioritaire pour ces pays membres.** À l'exception de la RCA, tous les pays de la CEMAC sont des pays exportateurs de pétrole. Parmi les pays membres, le *Burundi* et la *RDC* sont membres du marché commun de l'Afrique orientale et australe (*COMESA*). Le *Burundi* a rejoint la Communauté de l'Afrique de l'Est (*CAE*), tandis que la *RDC* est membre de la Communauté de développement d'Afrique australe (*SADC*). Pour les six pays membres de la *CEMAC*, le programme de travail tient compte de *l'intégration régionale, ainsi que de la monnaie et de la supervision bancaire commune* à travers la *COBAC*. Enfin, plusieurs pays membres ont fait face à des défis sécuritaires importants ce qui oblige le Centre à une constante souplesse et adaptation de son programme d'intervention.
- 7. L'objectif de renforcement des capacités d'AFC vise à aider les pays membres à adopter et mettre en œuvre des politiques économiques qui favorisent une croissance inclusive.** Bien que le revenu par habitant varie considérablement d'un pays à l'autre, tous sont confrontés à des problèmes majeurs de développement humain. Ainsi, le *Gabon* et la *Guinée équatoriale* ont des niveaux de revenu par habitant nettement plus élevés que la moyenne de la région d'Afrique subsaharienne. La *République du Congo*, la *RCA*, et le *Tchad* en zone *CEMAC* ainsi que le *Burundi*, la *RDC* et *Sao Tomé-et-Principe* sont des pays en situation de fragilité.

Le contexte macroéconomique

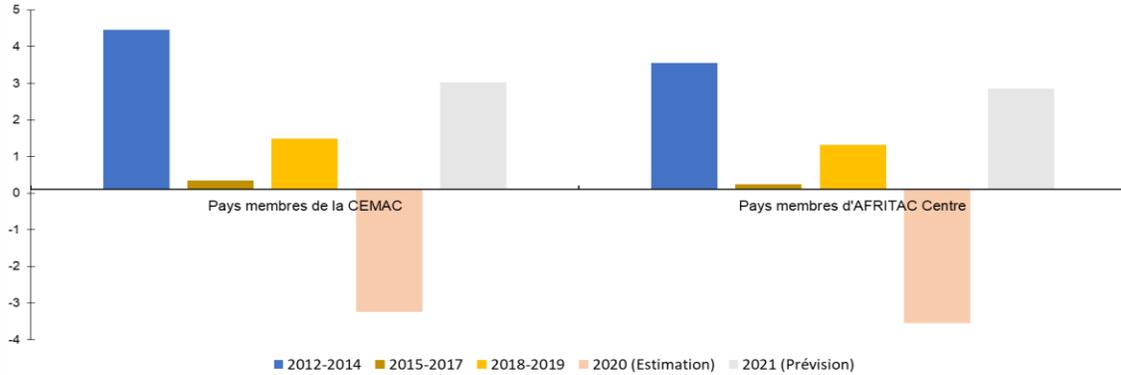
L'Afrique subsaharienne fait face à une crise sanitaire et économique sans précédent qui, en l'espace de quelques mois seulement, a mis en péril des années de progrès durablement acquis sur la voie du développement et bouleversé l'existence et les moyens de subsistance des populations. Les États membres d'AFC ne sont pas en reste. Selon les projections actuelles, l'activité en 2020 devraient subir une contraction exceptionnelle de 3,6%.

Par rapport aux prévisions du mois de juin, la sortie de la crise devrait être retardée en raison de l'évolution de la pandémie, de la baisse des cours des matières premières, des mesures strictes d'endiguement et de l'accès aux financements extérieurs. En outre, un creusement des déficits budgétaires et de la balance des paiements est observable sur l'ensemble des pays membres ainsi que le maintien d'un niveau de la dette publique élevé. En effet, la pandémie frappe la région à un moment où la plupart des pays manquent d'espace budgétaire pour absorber un tel choc, ce qui complique la riposte des pouvoirs publics. Pour 2021, la croissance régionale ne devrait se redresser modestement qu'à 2,9%.

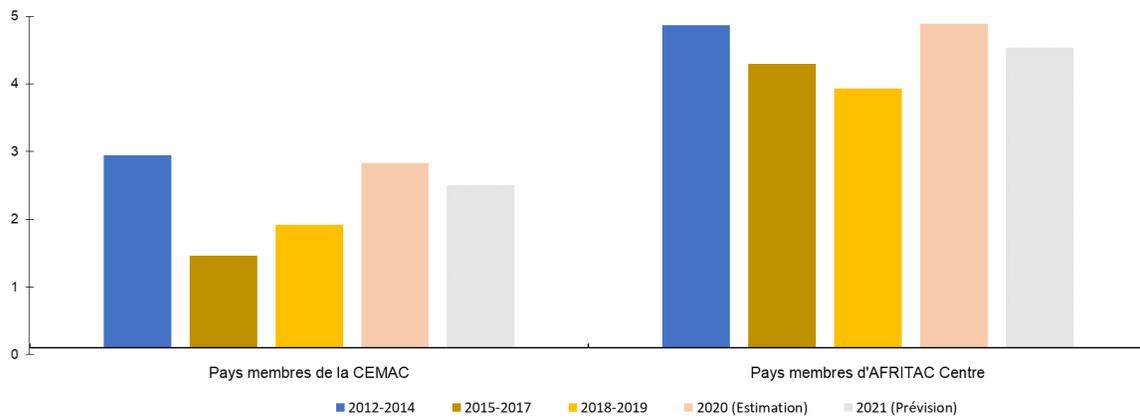
Cette crise frappe la sous-région au moment où tous les pays membres poursuivaient la mise en œuvre des politiques de rationalisation des choix budgétaires en partie grâce aux programmes de réformes économiques avec l'appui du FMI et d'autres partenaires au développement depuis 2017. Ces programmes avaient permis

aux pays membres de commencer à renverser la montée des déficits et d'arrêter la hausse de l'endettement public, ainsi que l'accroissement des vulnérabilités des établissements bancaires et financiers qui ont caractérisé la période précédente de 2015 à 2017 quand le développement économique et social des États membres a été entravé à la suite de la chute vertigineuse précédente des prix des matières premières. Cela avait déjà éloigné les États membres d'une croissance robuste accompagnée d'une situation macroéconomique stable pendant la période allant de 2012 à 2014.

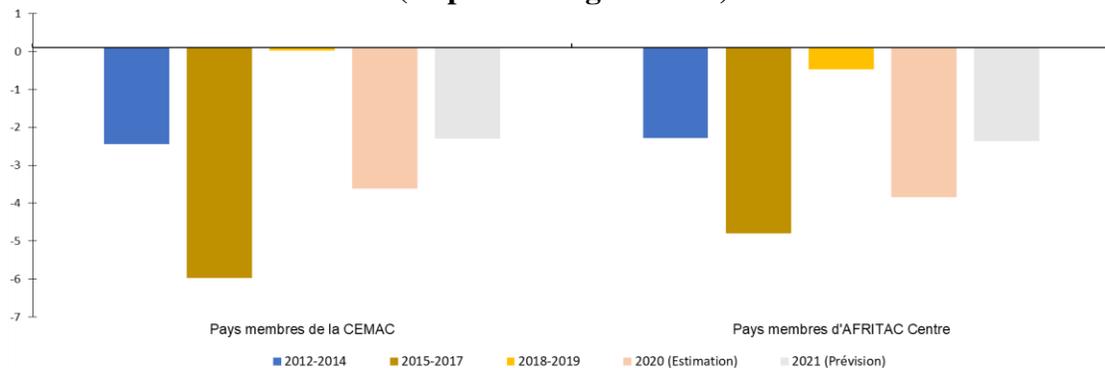
Croissance du PIB (en pourcentage)



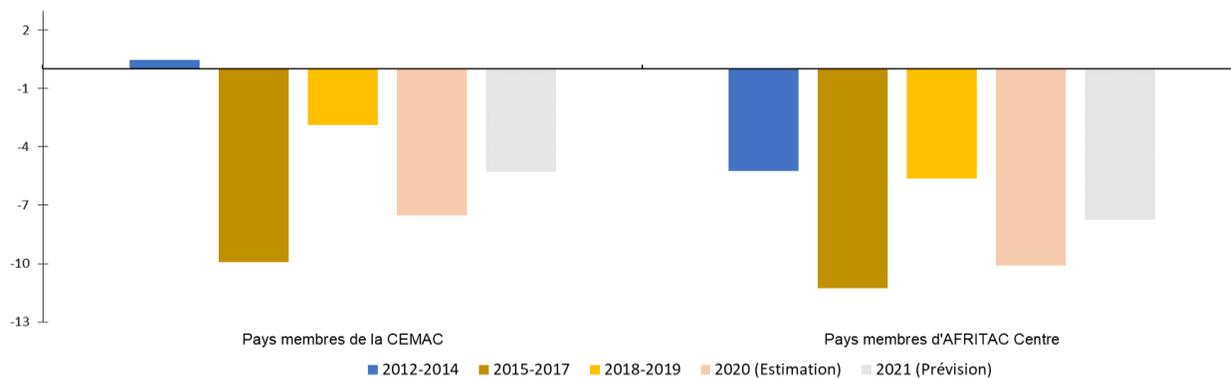
Inflation des prix à la consommation (en pourcentage moyen de la variation annuelle)



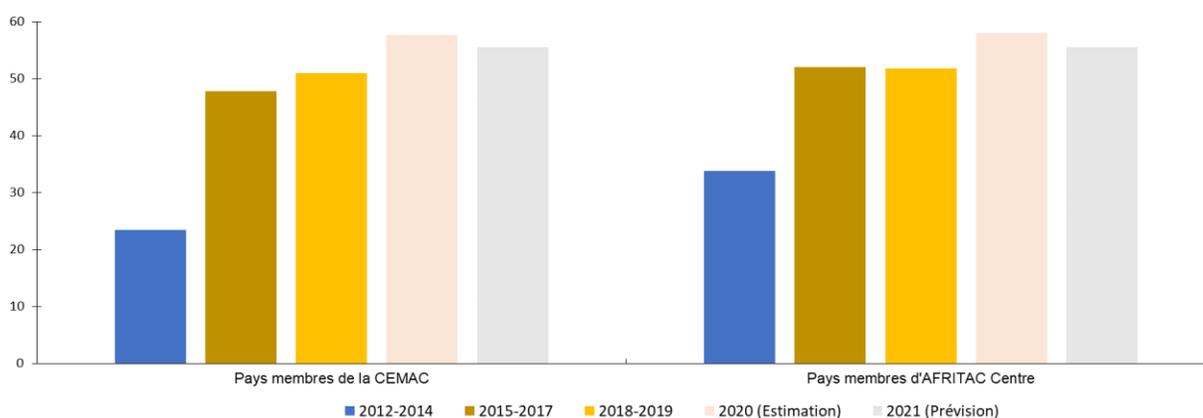
Solde budgétaire global (dons compris) (en pourcentage du PIB)



Solde extérieur courant (dons compris) (en pourcentage du PIB)



Dettes publiques (en pourcentage du PIB)



Source : FMI, base de données du département Afrique et des Perspectives économiques régionales, octobre 2020.

L'objectif fondamental

- 8. L'objectif fondamental du programme de travail est de contribuer au renforcement des capacités institutionnelles, techniques et humaines des pays et des institutions régionales membres d'AFRITAC Centre** pour les aider à faire face aux défis macroéconomiques et pour les accompagner dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).
- 9. Cet objectif s'insère dans le cadre de la stratégie de développement des capacités du département Afrique du FMI.** Le Centre met à profit son expertise dans les questions macroéconomiques et financières ainsi que son envergure régionale pour épauler les États membres dans leurs efforts de renforcement des capacités humaines et institutionnelles. Le programme d'assistance technique prend également en compte les objectifs d'intégration régionale et d'harmonisation des politiques entre les pays membres et trouve son fondement dans les stratégies de renforcement des capacités développées pour chaque pays en consultation avec le département Afrique du FMI.

Les objectifs stratégiques

10. Le programme de travail exécuté au cours de la période sous revue se décline en cohérence avec les objectifs stratégiques retenus dans le cadre du troisième cycle de financement d’AFC couvrant la période novembre 2017- avril 2022 ¹.

Ces objectifs sont les suivants :

- Moderniser les cadres institutionnels et renforcer les principales fonctions des administrations des revenus en vue d'améliorer la mobilisation des recettes douanières et fiscales,
- Améliorer la gestion des finances publiques, y compris le cadre légal, la préparation et le contrôle de l'exécution ainsi que le soutien à la mise en œuvre des directives régionales au niveau des pays,
- Appuyer la réalisation de prévisions budgétaires fiables et régulières, y compris les prévisions de revenus tirés du pétrole et d'autres ressources naturelles en particulier dans les pays en situation de fragilité,
- Renforcer les statistiques macroéconomiques et des finances publiques, contribuer au rattrapage des retards de publication des comptes nationaux, et harmoniser les statistiques régionales,
- Réduire le coût et le risque de la dette publique, développer les marchés financiers locaux et régionaux de la dette intérieure dans le contexte d'une solide gestion de la dette publique et d'un appui aux investissements dans la région²,
- Améliorer la régulation et la supervision des institutions financières, notamment en renforçant la convergence des cadres réglementaires qui leur sont applicables conformément aux normes internationales en la matière ainsi qu'aux bonnes pratiques de la supervision basée sur les risques.

Les défis et les risques liés à l'exécution du programme de travail

11. Les défis et les risques liés à l'exécution du programme de travail ont les composantes principales suivantes : le risque d'instabilité de la situation sécuritaire et sanitaire dans quelques pays membres, un engagement insuffisant à l'égard des réformes, des besoins importants en renforcement des capacités humaines, un taux de rotation élevé des personnels et des limitations techniques (par exemple, l'absence d'infrastructures informatiques et télécoms), l'indisponibilité des équipes nationales et/ou régionales, le désistement après confirmation de participation et l'annulation de certaines activités en raison de changements de priorité, le retard de transmission par les pays des données nécessaires

¹ Document programme pour le troisième cycle de financement 2017-2022 ; Téléchargeable [sur notre site web www.africentre.org](http://www.africentre.org)

² L'exécution du programme de travail en gestion de la dette publique pour le premier semestre de l'année fiscale 2021 est présenté dans ce rapport à titre indicatif en raison du financement de ses activités par le mécanisme *Debt Management Facility* (DMF) du Fonds monétaire international.

aux missions de désignation et de voyage pour leurs participants aux activités régionales ainsi que des ressources financières insuffisantes.

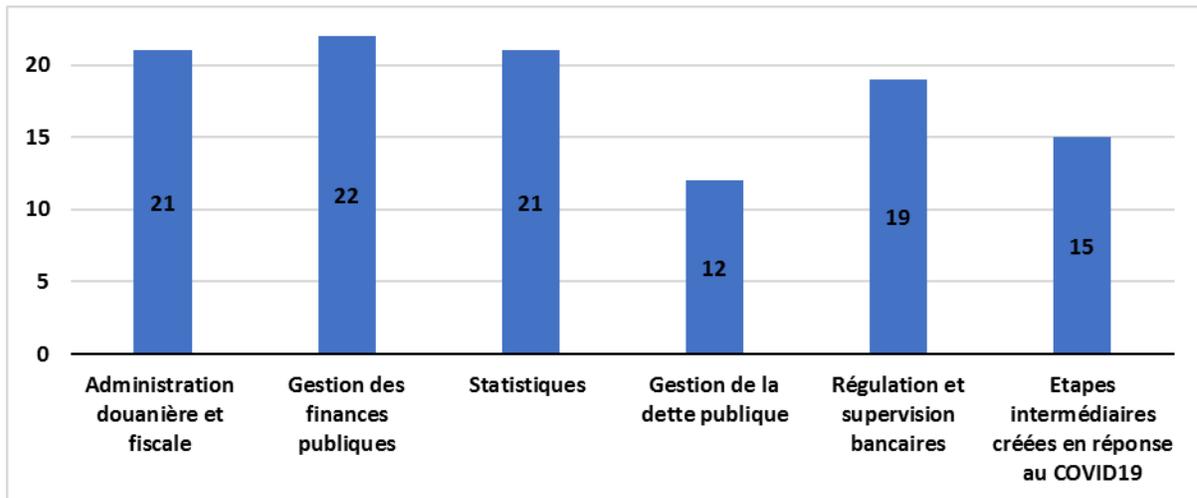
II. INDICATEURS DE PERFORMANCE DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE DU CENTRE

Indicateurs de la gestion axée sur les résultats

12. **L'ensemble des activités du Centre pour le premier semestre de l'année fiscale 2021 sont marquées dans les cadres logiques (annexe 1) du programme de travail pour la phase 3.** Le cadre logique du programme de travail sert de base dans l'orientation, l'organisation et la mise en œuvre des activités d'assistance technique dans les différents domaines d'expertise du Centre. Il fixe les objectifs et les résultats et permet un meilleur suivi des activités à moyen terme.
13. **Les performances décrites ci-dessous concernent uniquement le premier semestre de l'année fiscale 2021.** Les performances ont été obtenues sur la base des informations renseignées par les conseillers résidents dans CDPORT, qui est un outil interne de gestion axée sur les résultats du FMI. L'analyse de la performance de l'assistance technique du Centre se base sur les informations extraites de CDPORT à la date du 31 octobre 2020.
14. **L'outil de gestion axée sur les résultats du FMI (CDPORT) est alimenté avec les jalons intermédiaires de progrès (milestones).** Ces jalons intermédiaires ou (milestones) sont définis par les conseillers, en liaison avec les autorités (lors de l'élaboration des programmes de travail annuels), puis validés par le FMI, sur la base du cadre logique RBM (Catalogue RBM des objectifs stratégiques d'assistance technique). Ces étapes intermédiaires, évaluées par les conseillers résidents, contribuent à la réalisation des objectifs de progrès qui sont déterminés selon le cadre logique décrit dans le RBM Catalogue, dans lequel sont répertoriés les objectifs stratégiques à atteindre par l'assistance technique et permettent d'analyser les performances des activités du Centre.
15. **Pour s'adapter au contexte difficile lié à la pandémie du COVID19, le Centre a dû réorganiser son fonctionnement et hiérarchiser ses priorités en fonction des besoins prioritaires et essentiels, voire urgents de ses pays membres.** Au cours du premier semestre de l'année fiscale 2021, le Centre a contribué et mis en œuvre 95 étapes intermédiaires (graphique 1), dont 15 créées en réponse aux nouvelles requêtes liées au COVID-19 principalement dans le domaine administration douanière et fiscale.

Graphique 1 : Répartition des étapes intermédiaires par domaine (en nombre)

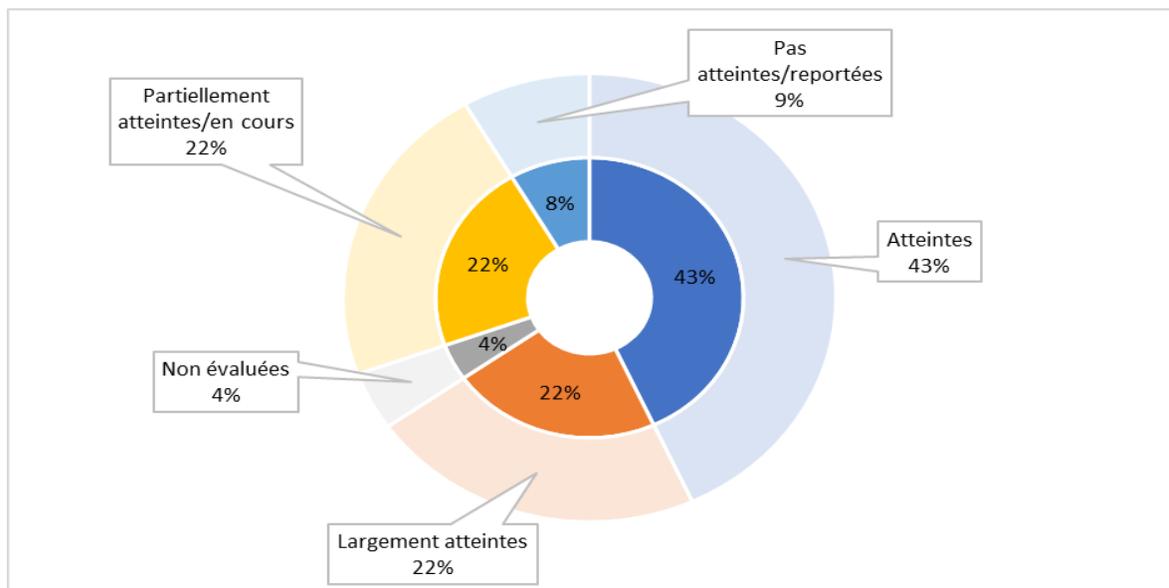
(Sur un total de 95 étapes intermédiaires)



16. A la fin du premier semestre de l'année fiscale 2021, la performance globale du Centre indique que 62 étapes intermédiaires ont été atteintes (dont 21 largement atteintes), soit 65 % (graphique 2).

17. Les 21 étapes intermédiaires qui ont partiellement été atteintes (22 %) s'expliquent par différentes raisons. Au niveau des pays bénéficiaires, la lenteur dans le processus d'adoption des recommandations ou des livrables fournis par l'assistance technique demeure un facteur déterminant dans l'atteinte des objectifs. Au niveau organisationnel, la mise en place du télétravail et l'adaptation à ce nouveau modèle de travail par les autorités bénéficiaires ont contribué à l'extension des délais de mise en œuvre de certaines étapes intermédiaires.

Graphique 2 : Performance globale des étapes intermédiaires (en nombre et pourcentage)



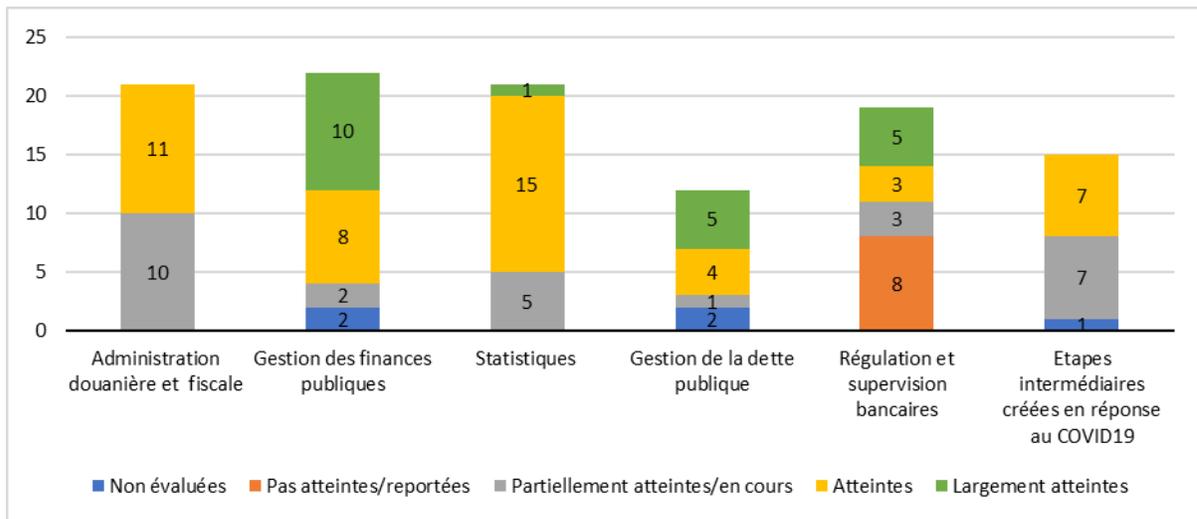
18. Le nombre d'étapes intermédiaires non atteintes (8, soit 8 %) est essentiellement constitué d'étapes intermédiaires dont l'atteinte incombe exclusivement aux autorités bénéficiaires (activités du domaine régulation et la supervision bancaires) et des étapes intermédiaires qui ont été reportées.

19. Le nombre d'étapes intermédiaires non évaluées (4, soit 4 %) est constitué des missions du siège auxquelles un Conseiller du Centre aurait participé, ou des missions ponctuelles ne faisant pas l'objet d'un suivi-évaluation. C'est le cas de certains séminaires régionaux. Les séminaires régionaux sont généralement organisés pour introduire des nouvelles thématiques, recueillir des informations sur les pratiques des pays et le partage d'expériences. Les informations recueillies sont très utiles car elles permettront de définir les projets dans chaque pays.

20. Le graphique 3 présente les performances des étapes intermédiaires par domaine. De manière globale, les performances du centre sont satisfaisantes. Dans la majorité des domaines, le nombre d'étapes intermédiaires atteintes (largement atteintes y compris) dépasse le nombre d'étapes intermédiaires partiellement atteintes ou repoussées. Concernant les activités créées en réponse au COVID-19 dans le domaine de l'administration douanière et fiscale, 7 étapes intermédiaires ont été atteintes. Les étapes intermédiaires non atteintes du secteur de la régulation et la supervision bancaires dépendent principalement des autorités bénéficiaires. Pour ce domaine, les étapes intermédiaires non atteintes ou partiellement atteintes peuvent s'expliquer par plusieurs raisons :

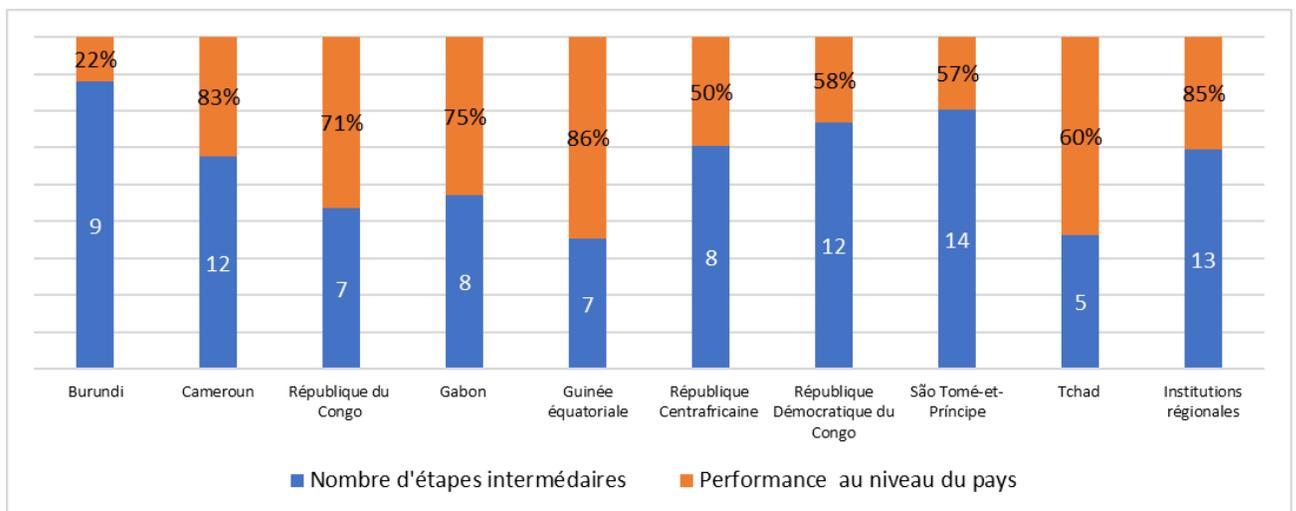
- Les Autorités souffrent d'un manque chronique de ressources disponibles pour mettre en œuvre rapidement les plans d'actions. C'est notamment le cas de la COBAC et de São Tomé-et-Príncipe.
- Les Autorités ont pu réallouer leurs ressources et réajuster leurs priorités de gestion interne au détriment de la finalisation complète et rapide des travaux engagés dans le cadre de l'assistance technique. C'est notamment le cas de la République Démocratique du Congo et du Burundi.
- Les Autorités ont dû faire face à des chocs externes ayant mobilisé leurs ressources. C'est particulièrement le cas de São Tomé-et-Príncipe dont le secteur bancaire a connu des difficultés importantes en 2020.
- Pour tous les pays, les plans d'actions des Autorités ont été significativement perturbés par la survenance et l'évolution de la pandémie du COVID-19 tout au long du premier semestre de l'année fiscale 2021.

Graphique 3 : Performance des étapes intermédiaires par domaine (en nombre)

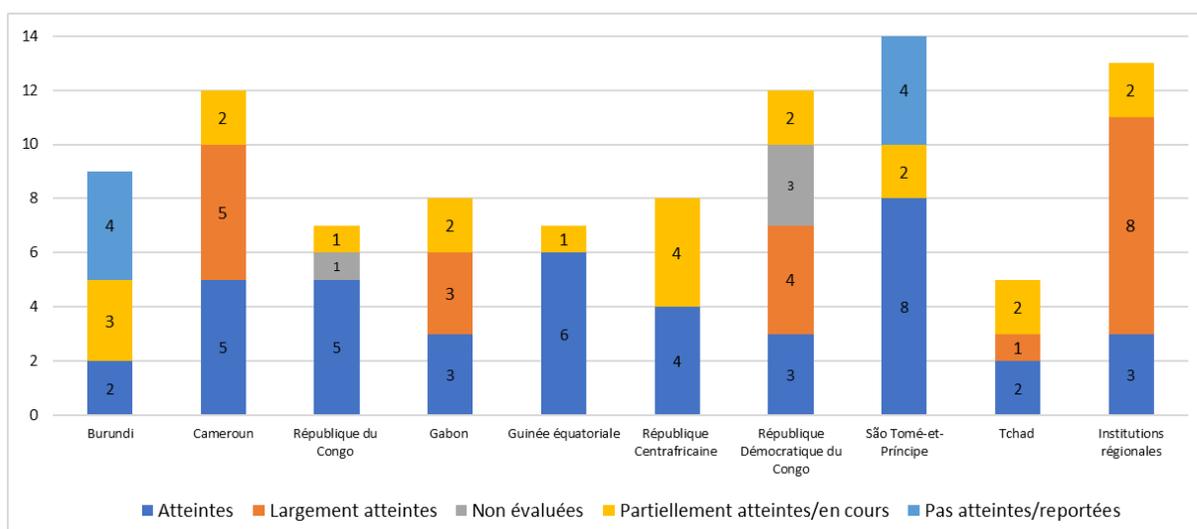


21. Le graphique 4 présente les performances des pays par rapport au nombre d'étapes intermédiaires qui ont été mises en œuvre dans les pays. 86 % des étapes intermédiaires mises en œuvre en Guinée équatoriale ont été atteintes, contre 83 % pour le Cameroun et 75 % pour le Gabon en incluant les étapes intermédiaires largement atteintes.

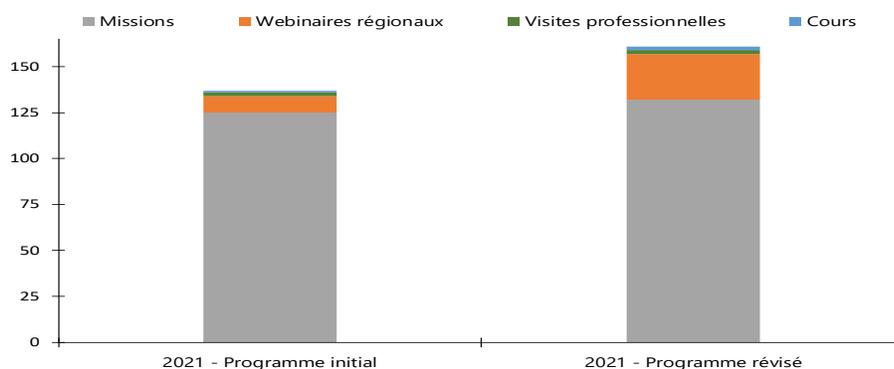
Graphique 4 : Nombre des étapes intermédiaires et taux de réussite par pays (en nombre et en pourcentage)



Le graphique 5 ci-dessous présente de manière détaillée, les performances des étapes intermédiaires par pays.

Graphique 5 : Performance des étapes intermédiaires par pays (en nombre)*Programme de travail 2021 révisé*

22. Durant l'exercice fiscal 2020, le Centre a atteint un haut niveau d'activités en raison de l'accroissement de la demande d'assistance technique par les pays membres et la nécessité de soutien des réformes économiques engagés par certains d'entre eux avec le FMI. Pour l'exercice 2021, le Centre prévoit de maintenir son assistance technique aux pays membres pour ainsi continuer de soutenir les réformes économiques engagées dans ces pays avec l'appui du FMI et des partenaires au développement avec les moyens budgétaires mis à sa disposition notamment dans le cadre de la riposte contre la pandémie de la COVID-19. Ainsi, le Centre poursuivra la réalisation de ses activités dans l'ensemble des domaines d'intervention. Le programme de travail révisé de l'année fiscale 2021 comprend 132 missions, 25 webinaires régionaux, 2 visites professionnelles³ et 2 cours régionaux (graphique 6).

Graphique 6 : Activités par type (en nombre)

Source : AFRITAC Centre

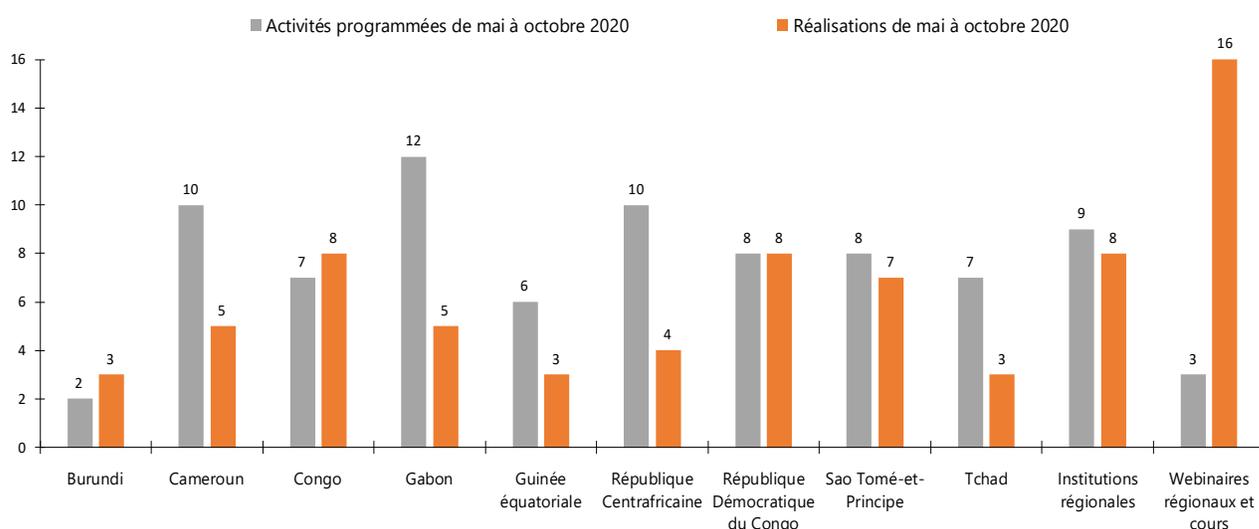
³ Echanges entre cadres des pays membres pour permettre la diffusion de connaissances et pratiques de ceux dont la mise en œuvre des réformes a réussi. Les praticiens apprennent ensemble les uns des autres, partagent leurs expériences et gardent contact pour garantir l'apprentissage à long terme.

Exécution du programme : activités et ressources

Activités

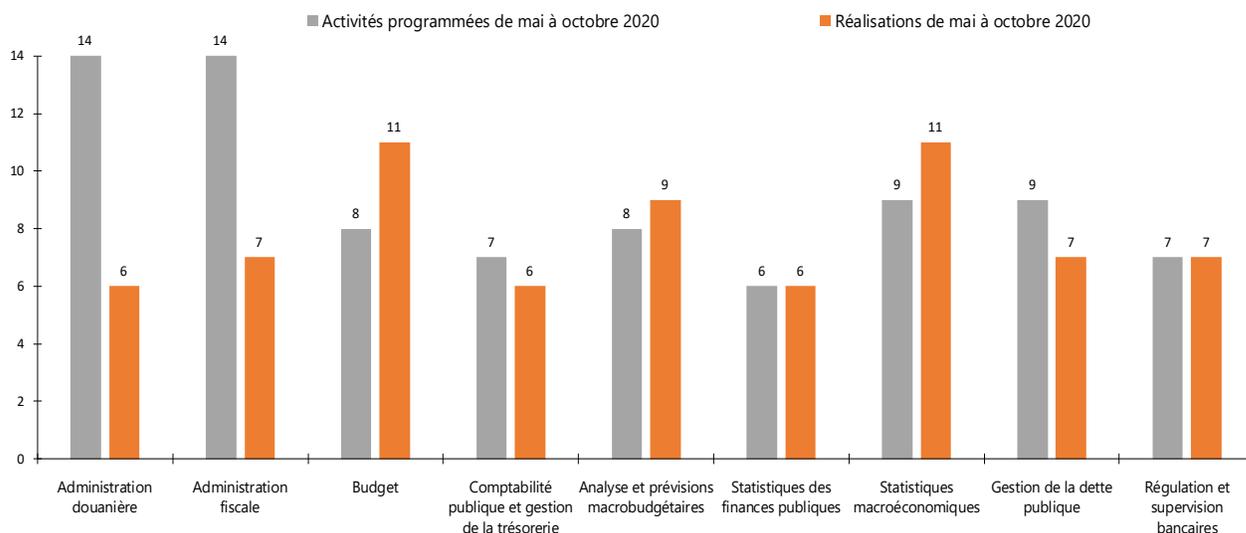
23. Durant le premier semestre de l'année fiscale 2021, le Centre a réalisé 85% des activités prévues de son programme de travail (70 activités réalisées ; annexe 2). Les missions d'assistance technique du Centre ont couvert l'ensemble de ses domaines d'intervention (annexe 2 ; graphiques 7 et 8). Sur le volet des institutions régionales (CEMAC et BEAC), le Centre a réalisé des activités à un niveau plus élevé que les prévisions en raison de demandes nouvelles exprimées par les autorités au cours du premier semestre.

Graphique 7 : Activités par pays (en nombre)



Source : AFRITAC Centre

Graphique 8 : Activités par domaine (en nombre)

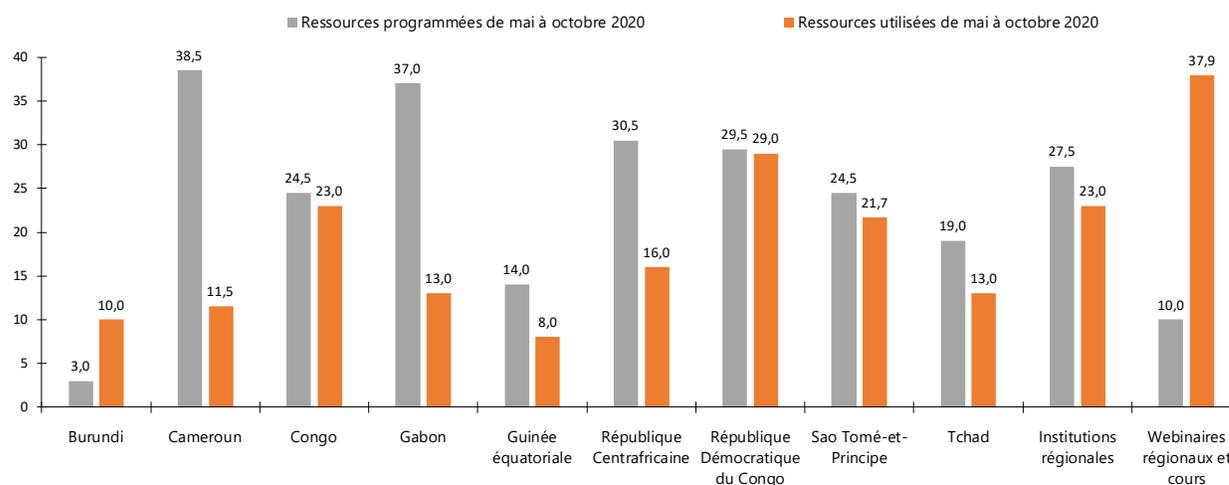


Source : AFRITAC Centre

Ressources

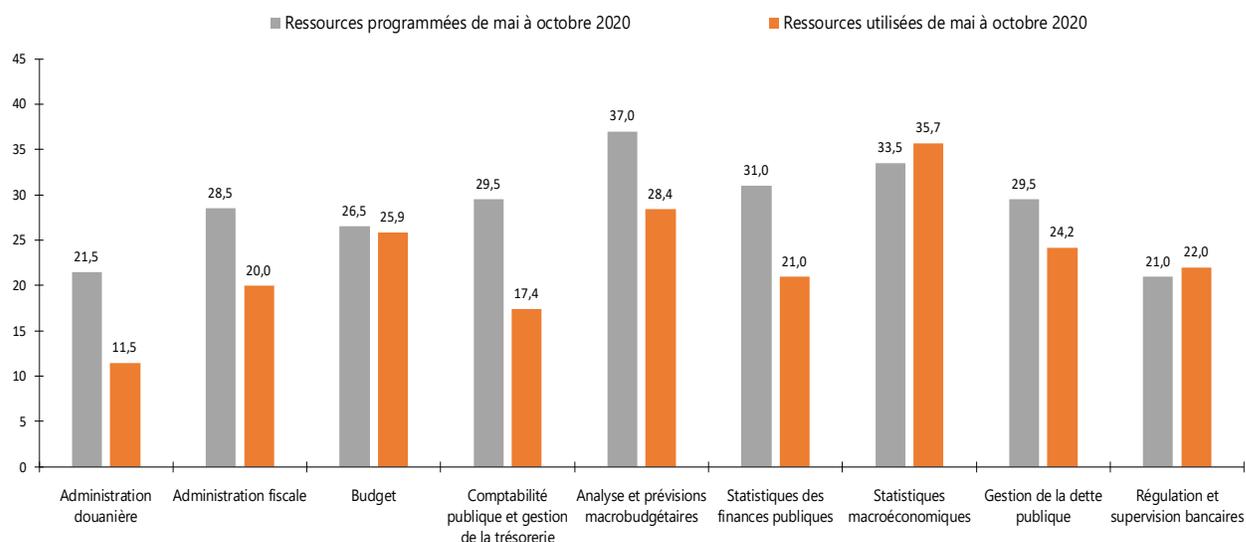
24. Au cours du premier semestre de l'année fiscale 2021, le Centre a consacré 206 personnes semaines (vs 215 en 2020) au renforcement des capacités des administrations des pays membres soit 80% de ses ressources programmées à la mise en œuvre du programme de travail (annexe 3, 3.a, 3.b, 3.c, et 3.d ; graphiques 9 et 10). Les chiffres montrent un niveau d'utilisation des ressources de 86% (vs 82% en 2020) en faveur des pays fragiles et de 52% ceux de la CEMAC.

Graphique 9 : Ressources par pays (en personnes semaines)



Source : AFRITAC Centre

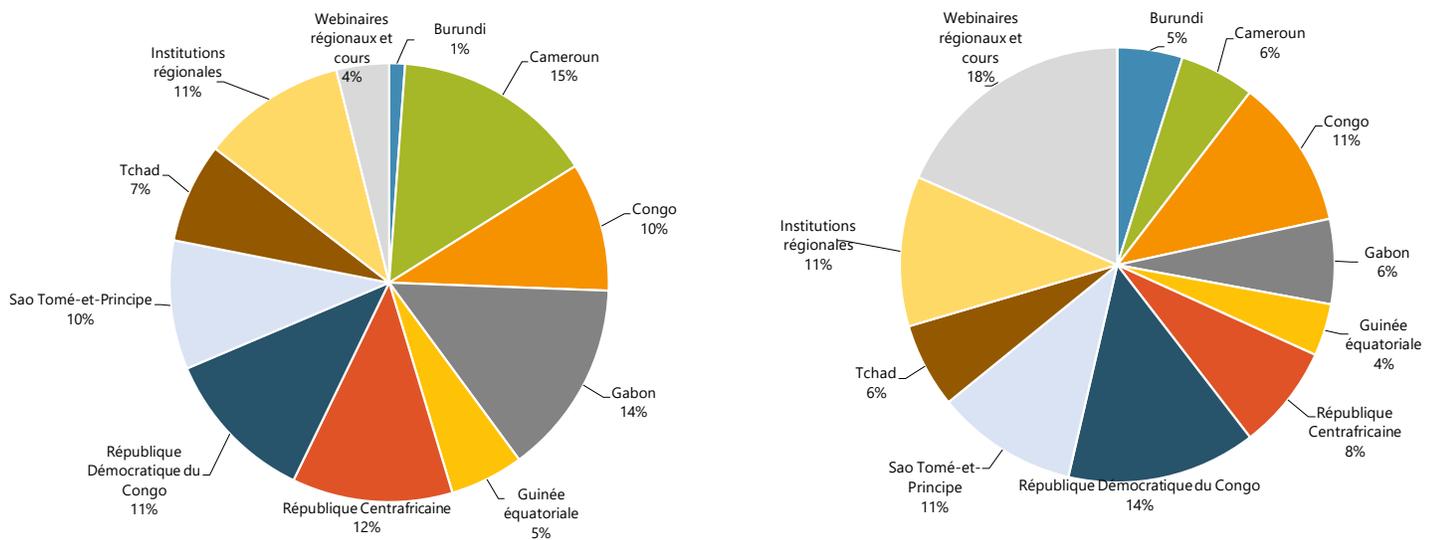
Graphique 10 : Ressources par domaine (en personnes semaines)



Source : AFRITAC Centre

25. Au cours du premier semestre, le Centre a mobilisé une plus grande proportion de ses ressources pour l'organisation d'appuis aux institutions régionales et de webinaires régionaux (annexe 4, graphique 11), notamment dans le domaine des statistiques macroéconomiques. Cette démarche répond aux demandes ponctuelles en lien avec la crise du COVID-19. Concernant la gestion de la trésorerie, une grande partie de ses missions ont été reportées au second semestre à cause de la disponibilité des équipes dans les pays. Durant cette période, le Centre a consacré près de 50% des ressources utilisées à l'appui aux réformes des finances publiques (administration des revenus et gestion des finances publiques), 10 % de ses ressources à la régulation et supervision bancaires, et près d'un tiers au renforcement des statistiques. L'appui à la gestion de la dette publique a nécessité 13% des ressources (graphique 12).

Graphique 11 : Répartition des ressources par pays (en pourcentage)

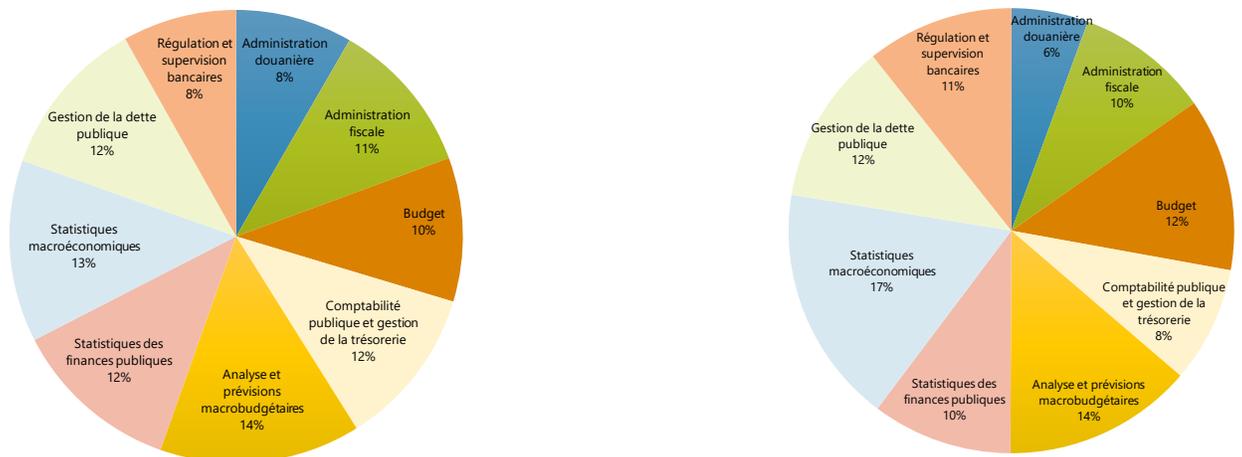


Prévision

Source : AFRITAC Centre

Exécution

Graphique 12 : Répartition des ressources par domaine (en pourcentage)



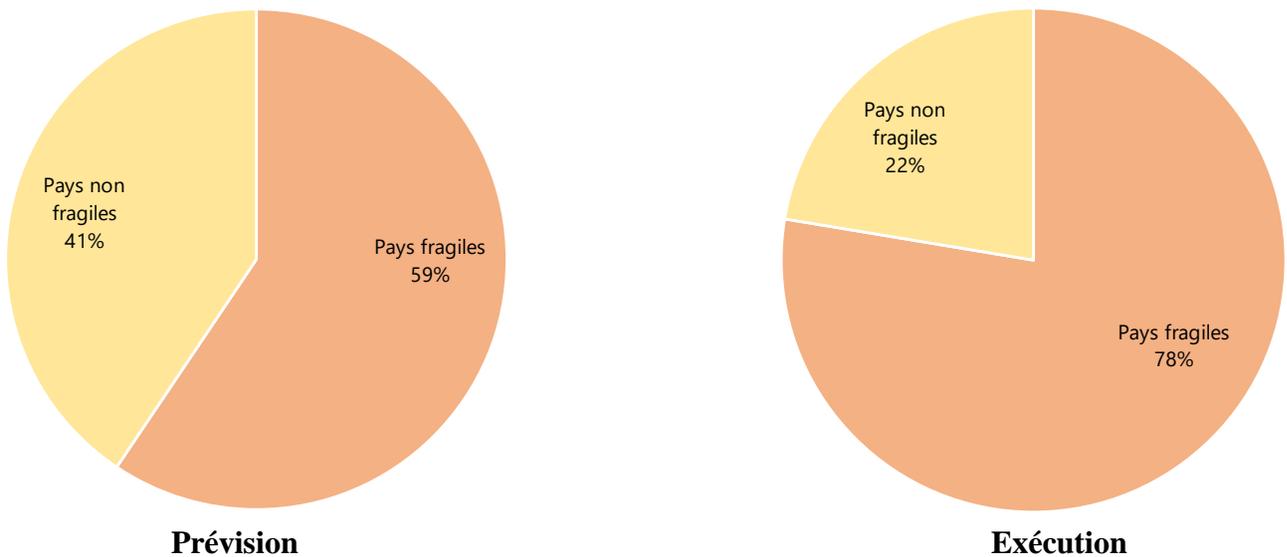
Prévision

Source : AFRITAC Centre

Exécution

26. Au cours du semestre, le Centre a consacré 78% de ses ressources aux pays membres en situation de fragilité (graphique 13). Ainsi, le Centre contribue à la poursuite de la mise en œuvre de l'initiative des États fragiles du FMI et des priorités fixées par le Fonds pour le renforcement des capacités. Plus concrètement, le Centre a multiplié des appuis aux pays notamment dans le cadre de la riposte contre la pandémie de la COVID-19 afin de leur permettre de renforcer leurs capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID-19 ainsi que dans les domaines de la gestion des finances publiques et des statistiques.

Graphique 13 : Répartition des ressources selon la fragilité du pays bénéficiaire⁸ (en pourcentage)



Source : AFRITAC Centre

Appuis ponctuels

27. L'annexe 5 présente de manière succincte les travaux additionnels (suivi des recommandations, appui technique, revue/commentaires sur des projets de textes, etc.) réalisés par les conseillers résidents d'AFC à la demande des pays membres ou des institutions régionales au cours du premier semestre de l'année fiscale 2021. L'objectif étant de présenter les apports du Centre aux pays membres et aux institutions régionales en dehors du cadre « normal » de l'exécution de son programme de travail. A titre d'exemple, le Centre a organisé des webinaires régionaux avec le département des finances publiques du FMI sur les réponses budgétaires au profit de plusieurs pays membres dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la COVID-19.

⁸ Cette répartition ne prend pas en compte la part des ressources utilisées pour les séminaires régionaux et les institutions régionales.

Personnel

28. Au cours du premier semestre, le Centre a accueilli en son sein deux nouveaux conseillers résidents ; l'un pour le domaine de la mobilisation des recettes et l'autre en gestion des finances publiques (volet budget). Le Centre a aussi recruté un nouveau chargé de projets pour l'appuyer dans ses travaux de suivi notamment en matière de gestion axée sur les résultats (annexe 6).

III. PERFORMANCE PAR DOMAINE

29. **Les principaux résultats atteints par domaine au cours du premier semestre de l'année fiscale 2021 (du 1^{er} mai 2020 au 31 octobre 2020) sont décrits dans les sections suivantes.** Ces résultats sont présentés par objectif conformément au cadre de gestion axée sur les résultats du FMI. Pour plus de détails sur la performance des activités menées par le Centre, nous vous invitons à visiter la section « [Actualités](#) » de notre site web.

A. Administration des revenus

Moderniser les administrations des revenus pour une meilleure mobilisation des ressources fiscales

Résultats au 31 octobre 2020

Les activités d'assistance technique délivrées au cours du premier semestre de l'année fiscale 2021 dans le domaine de l'administration des revenus ont contribué à l'atteinte des résultats énumérés dans les lignes qui suivent.

A.1 Renforcer les principales fonctions des administrations fiscales

Les activités de renforcement des capacités délivrées dans le domaine de l'administration fiscale ont contribué aux résultats ci-après :

Résultat escompté : Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués

- Appui à la mise en œuvre de la digitalisation des procédures fiscales au *Cameroun* par la conception d'une stratégie de numérisation pour améliorer la gestion de la conformité visant à sauvegarder les recettes intérieures à court terme et à améliorer la performance des recettes grâce à une meilleure capacité de gestion de la conformité à moyen terme.

Résultat escompté : Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués

Résultat escompté : Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement au respect des règles fiscales

- Identification des mesures à court terme et à moyen terme pour améliorer la conformité fiscale face à des fraudes opportunistes qui peuvent être causées par la crise sanitaire en *République du Congo* et au *Gabon*.

Résultat escompté : Les programmes d’audit et de contrôle garantissent bien l’exactitude des renseignements communiqués

Résultat escompté : Une plus grande proportion de contribuables remplit leurs obligations de déclaration comme l’exige la loi

- Appui à la digitalisation de la déclaration et du paiement de l’impôt pour les petits contribuables avec le téléphone mobile au *Gabon*,
- Appui à la bonne mise en œuvre des mesures prises par le gouvernement et la Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID) en réponse à la crise du COVID-19 et identification des mesures à court terme et à moyen terme pour améliorer la conformité fiscale face à des fraudes opportunistes qui peuvent être causées par la crise sanitaire mondiale en *République du Congo*,
- Revue des programmes de réforme des administrations fiscales (DGDI), notamment la numérisation des processus de base, l’appui à la fiscalisation du secteur informel notamment à travers l’utilisation du téléphone mobile et la conception d’un plan d’actions à court terme post-TADAT axé sur les principales faiblesses en *République du Congo*,
- Conception et proposition de la structure et du contenu du code régional des procédures fiscales de la *CEMAC*.

A.2 Renforcer les principales fonctions des administrations douanières

Les activités de renforcement des capacités délivrées dans le domaine de l’administration douanière ont contribué aux résultats ci-après :

Résultat escompté : Des programmes d’audit et de lutte contre la contrebande assurent l’application des lois douanières

- Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID-19 au profit du *Burundi*, *Cameroun*, de la *République du Congo*, du *Gabon*, de la *Guinée équatoriale*, de la *République Démocratique du Congo* et de *Sao Tomé-et-Principe*.

Résultat escompté : Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations

- Elaboration des procédures d'évaluation conformes aux exigences de l'accord de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et aux meilleures pratiques internationales et préparation d'une stratégie et un plan d'action détaillant les activités à réaliser, les responsabilités et les échéanciers pour la mise en œuvre des procédures révisées au Commissariat des douanes et accises du *Burundi* (**Réussite remarquable 1**).

Réussite remarquable 1

Le Département des Finances Publiques du FMI (FAD) et le Centre Régional d'assistance technique du FMI poursuivent leur assistance auprès de l'Office Burundais des Recettes (OBR) dans le cadre de l'identification des actions et mesures à mettre en œuvre en vue d'améliorer les performances du Commissariat des douanes (CD) pour aboutir à une mobilisation conséquente des recettes douanières. La mission s'inscrit dans une lancée de réformes favorables à l'accroissement durable des recettes douanières en confortant la fonction, essentielle, d'évaluation en douane.

Renforcement de la fonction d'évaluation douanière auprès de l'Office Burundais des Recettes
Pays : Burundi Domaine d'intervention : Administration douanière Date de mise en œuvre : Septembre - Octobre 2020
Objectifs de l'appui : Les objectifs de l'appui étaient de : (i) élaborer des procédures d'évaluation conformes aux normes des meilleures pratiques et répondant aux exigences de l'accord de l'OMC sur l'évaluation ; (ii) préparer une stratégie et un plan d'action détaillant les activités à réaliser, les responsabilités et les délais de mise en œuvre des procédures.
Rôle d'AFC dans l'appui : expertise dans la conception de la stratégie et du plan d'action de renforcement de la fonction d'évaluation validée par l'Administration.
Principaux résultats obtenus : Un projet de document stratégique et un projet de plan d'action ont été préparés pour renforcer le contrôle de la valeur en douane.
Impact du projet : Le contrôle douanier pendant le processus de dédouanement garantit plus efficacement l'exactitude des déclarations.
Facteurs de succès : Soutien des autorités de l'Office Burundais des Recettes et adoption des appuis apportés.
Leçons apprises : Appui dans la concrétisation des priorités du pays facilite l'appropriation des réformes proposées et le succès de la mission

Résultat escompté : Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations

Résultat escompté : Des programmes d'audit et de lutte contre la contrebande assurent l'application des lois douanières

- L'appui à la mise en œuvre des plans de continuation des activités et des mesures de sauvegarde des recettes douanières pour faire face à la crise du COVID-19 en *République du Congo*.

Résultat escompté : Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.

- Renforcement de la maîtrise et du contrôle de la valeur des marchandises en douane au *Burundi*.

Résultat escompté : Des programmes d'audit et de lutte contre la contrebande assurent l'application des lois douanières.

- Amélioration du contrôle et du suivi à destination des marchandises exonérées au *Tchad*.

B. Gestion des finances publiques

Promouvoir une gestion efficace des finances publiques

Résultats au 31 octobre 2020

Les activités de renforcement des capacités délivrées dans le domaine de la gestion des finances publiques ont contribué aux résultats ci-après :

B.1 Renforcer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours du premier semestre de l'année fiscale 2021 sont les suivants :

Résultat escompté : Les capacités institutionnelles et organisationnelles du Ministère des Finances et du Budget sont renforcées et lui permettent de répondre aux défis de sa modernisation et de la mise en œuvre des réformes promues par les directives communautaires telles que transposées dans les lois nationales.

- Proposition des projets de décrets portant organisation et attributions du ministère des finances et du budget, de ses directions générales ainsi que des cadres organiques qui en découlent en *République du Congo*.

B.2 Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours du premier semestre de l'année fiscale 2021 sont les suivants :

- Appui à la mise en place d'une organisation rénovée et efficiente de la comptabilité des matières au *Cameroun*.

Résultat escompté : Le cadre de supervision des entités publiques est amélioré

- Elaboration des outils pour une bonne budgétisation des opérations COVID-19 tant en recettes qu'en dépenses en améliorant la nomenclature budgétaire de 2015 en République démocratique du Congo (**Réussite remarquable 2**).

Réussite remarquable 2

Depuis la survenance de la pandémie de Covid-19 en mars 2020, le Département des finances publiques du Fonds monétaire international a initié une série de notes techniques pour accompagner les pays à apporter une réponse budgétaire appropriée aux diverses sollicitations des plans de riposte. A cet effet, sur requête du Ministre des Finances de la RDC, le Département des finances publiques a offert son assistance technique pour apporter un appui méthodologique dans le cadre de l'élaboration tant de la loi de finances rectificative 2020 que de loi de finances initiale 2021, avec un focus particulier sur la gestion des fonds COVID-19. AFRITAC Centre a été mobilisé à cet effet.

Appui à l'élaboration du projet de loi de finances 2021 en contexte de COVID-19

Pays : République Démocratique du Congo

Domaine d'intervention : Gestion des finances publiques (Budget)

Date de mise en œuvre : Septembre – Octobre 2020

Objectifs de l'appui : Appui méthodologique à l'élaboration du cadrage macroéconomique, renforcement de la fonction macro budgétaire et particulièrement dans la prévision des recettes minières, identification des dépenses COVID-19 et gestion de la trésorerie.

Rôle d'AFC dans l'appui : Une mission du siège dans laquelle AFC a contribué à apporter un appui méthodologique aux autorités pour améliorer l'identification tant des ressources que des dépenses, la budgétisation et la régularisation des dépenses réalisées en urgence pour faire face à la riposte contre la COVID-19.

Principaux résultats obtenus : Le fléchage budgétaire des activités du Programme Multisectoriel d'Urgence d'Atténuation des Impacts de la COVID-19 (PMUAIC) a été réalisé, la nomenclature budgétaire a été améliorée tant en recettes qu'en dépenses. En recettes, les fonds de concours ont été codifiés. En dépenses, la classification administrative a été enrichie par l'introduction d'un chapitre budgétaire à codification unique et harmonisée pour toutes les sections budgétaires intervenant dans la riposte. La codification fonctionnelle a été mise à contribution pour mettre en évidence les grandes fonctions de l'Etat mobilisées pour la riposte, notamment les fonctions santé, protection sociale, affaires économiques et autres. Des outils budgétaires ont été élaborés pour nourrir tant le projet de loi de finances rectificative 2020 que le projet de loi de finances 2021, en vue d'améliorer l'exhaustivité et la transparence budgétaires, notamment sur les opérations COVID-19.

Impact du projet : Globalement ce projet contribuera à améliorer, à terme et progressivement, la crédibilité du budget par la solidité des prévisions budgétaires sur la base d'un modèle macroéconomique solide et des fonctions macro budgétaires renforcées. En particulier, le projet apporte une traçabilité des opérations COVID-19 à travers le véhicule budgétaire et en facilite un reporting suffisamment exhaustif.

Facteurs de succès : AFC a utilisé une approche de co-production avec les autorités des outils pour améliorer la gestion des opérations COVID-19 ; ce qui a contribué à l'appropriation de la méthodologie par les services en charge des questions budgétaires.

Leçons apprises : Les situations d'urgence ne doivent pas être considérées comme un prétexte pour s'exonérer des bonnes pratiques budgétaires. Un bon encadrement budgétaire à travers la mobilisation des outils prévus dans les lois organiques relatives aux lois de finances permet d'éviter des dérives.

- Appui à l'examen du projet de décret d'application de la loi n° 20.004 du 13 janvier 2020, régissant les entreprises publiques et les organismes publics en *République Centrafricaine*,
- Préparation d'un référentiel sur les procédures et les instruments de pilotage de l'exécution du budget, les acteurs et leurs rôles à *Sao Tomé-et-Principe*.

B.3 Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours du premier semestre de l'année fiscale 2021 sont les suivants :

Résultat escompté : Les capacités des pays membres dans le déploiement des réponses budgétaires pour encadrer la mobilisation des ressources et l'exécution des dépenses pour la riposte à la pandémie de COVID-19 sont renforcées

- Préparation d'une note conjointe FAD/ AFC pour les pays de la *région* pour susciter les échanges sur les initiatives en cours dans les pays et les perspectives pour une prise en charge optimale du plan de riposte à la crise du COVID-19. Cette note était la première d'une série contenant des indications pratiques la mise en œuvre des différents outils : décret d'avances, fonds de concours, régie spéciale.

Résultat escompté : Les procédures d'exécution budgétaire sont encadrées et la prévisibilité de l'exécution du budget est améliorée

- Préparation d'un référentiel sur les procédures et les instruments de pilotage de l'exécution du budget, les acteurs et leurs rôles à *Sao Tomé-et-Principe*,
- Proposition d'un projet de décret d'application de la loi organique relative aux lois de finances à *Sao Tomé-et-Principe*.

Résultat escompté : Le contrôle interne budgétaire est renforcé

- Elaboration, mise à disposition et validation d'un projet de cahier des charges fonctionnel – métier pour l'informatisation de la comptabilité des matières au *Cameroun*.

Résultat escompté : La cohérence entre la nomenclature budgétaire et le plan comptable est renforcée et la qualité des restitutions et des rapports sur l'exécution budgétaire est améliorée

- Production de deux cadres techniques de référence améliorés de la Nomenclature du Budget de l'Etat (NBE) et du Plan Comptable de l'Etat (PCE) pour l'exécution et la comptabilisation des opérations budgétaires, financières et comptables de l'Etat au *Tchad*.

B.4 Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours du premier semestre de l'année fiscale 2021 sont les suivants :

Résultat escompté : Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires

- Elaboration des outils du contrôle interne comptable de l'Etat au *Gabon* : le guide de CICE (approche stratégique), instruction relative à la cartographie des risques comptables par cycles et processus comptables (approche opérationnelle) ; et instruction sur la détermination du résultat budgétaire (solde d'exécution budgétaire) et du résultat comptable (**Réussite remarquable 3**),

Réussite remarquable 3

Le changement de dimension de la comptabilité générale de l'Etat conduit à une approche partagée de sa qualité avec les ordonnateurs, à l'origine des opérations, dans le cadre des cycles et processus comptables arrêtés au niveau national. Il induit notamment le déploiement d'un dispositif de contrôle interne comptable de l'Etat, piloté par la DGCP en coordination avec les ordonnateurs, fondé sur la définition habituellement retenue au niveau international : ensemble des procédures et méthodes permettant au responsable d'un service de s'assurer du bon fonctionnement de celui-ci et notamment de la bonne maîtrise des risques (art. 84 LOLFEB et art. 156 du décret RGCP).

Assistance technique sur le contrôle interne comptable de l'Etat (CICE)

Pays : Gabon

Domaine d'intervention : Gestion des finances publiques (Comptabilité publique)

Date de mise en œuvre : Octobre 2020

Objectifs de l'appui : Elaboration d'outils du contrôle interne comptable de l'Etat

Rôle d'AFC dans l'appui : Trois outils de travail ont été élaborés : le guide de CICE (approche stratégique), instruction relative à la cartographie des risques comptables par cycles et processus comptables (approche opérationnelle) ; et instruction sur la détermination du résultat budgétaire (solde d'exécution budgétaire) et du résultat comptable. Ces outils ont été élaborés sous la supervision d'AFRITAC Centre à travers une mission à distance.

Principaux résultats obtenus : Le guide et les deux instructions sont disponibles. Une formation en présentiel à l'exploitation des outils est envisagée pour le premier trimestre 2021.

Impact du projet : Le guide et les instructions décrivent la méthodologie et les procédures de maîtrise des risques comptables en vue de parvenir à la production d'informations financières de qualité et la production d'états financiers certifiables par la Cour des Comptes.

Facteurs de succès : L'engagement des autorités à mettre en place les outils du CICE. La production à la mission de la documentation disponible et le besoin d'amélioration l'approche méthodologique de production des états financiers et la détermination du solde d'exécution budgétaire et du résultat comptable pour l'exercice finissant.

Leçons apprises : L'occasion de la rédaction de ces documents de travail a permis de noter un besoin de formation sur le contrôle interne comptable de l'Etat : les objectifs, la démarche, l'étendue, les modalités et les finalités CICE. Les documents préparés constituent un jalon. AFRITAC Centre continuera d'apporter son assistance dans le domaine en vue d'une meilleure gouvernance du CICE au Gabon.

- Amélioration du système de comptabilité de l'Etat au *Cameroun*,
- Poursuite des travaux de fiabilisation des comptes de la balance au *Congo*,
- Amélioration de la qualité des informations comptables au *Gabon*, en *République Centrafricaine*, en *République démocratique du Congo* et au *Tchad*,
- Formation des cadres de la *région* sur les normes comptables de l'administration publique au cours d'un séminaire régional.

Résultat escompté : La qualité comptable est améliorée grâce au contrôle interne comptable de l'Etat

- Développement et mise à la disposition de trois projets de documents respectivement sur les aspects stratégiques du CICE (cadre de référence), opérationnelles (cartographie des risques comptables) et une instruction sur la détermination des résultats budgétaire et comptable, assortis de méthodologie d'analyse et d'élaboration au *Gabon*.

C. Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires

Améliorer la gestion des finances publiques par des projections budgétaires solides

Résultats au 31 octobre 2020

Les activités d'assistance technique délivrées au cours du premier semestre de l'année fiscale 2021 dans le domaine de l'analyse et des prévisions macroéconomiques et budgétaires ont contribué à l'atteinte des résultats énumérés dans les lignes qui suivent.

C.1 Renforcer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours du premier semestre de l'année fiscale 2021 sont les suivants :

Résultat escompté : Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques

- Appui à la validation des rapports de l'étude sur l'évaluation du programme statistique 2008-2012 et le nouveau programme de statistique sous régional de la *CEMAC*.

C.2 Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours du premier semestre de l'année fiscale 2021 sont les suivants :

Résultat escompté : Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget

- Elaboration d'un guide pratique de prévision macrobudgétaire à *Sao Tomé-et-Principe* (**Réussite remarquable 4**),

Réussite remarquable 4

Les lacunes identifiées, dans le cadre de l'évaluation PEFA d'octobre 2019, sont entre autres : i) la faible capacité de préparation des prévisions macroéconomique et d'élaboration des stratégies budgétaires et fiscales ; et ii) le faible ancrage du budget annuel aux projections des dépenses à moyen terme, aux stratégies nationales de développement et aux plans stratégiques sectoriels.

Elaboration d'un guide pratique de prévision macrobudgétaire
Pays : République Démocratique de Sao Tomé-et-Principe
Domaine d'intervention : Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires
Date de mise en œuvre : Juin – Décembre 2020
Objectifs de l'appui : Disposer d'un Guide Pratique de prévision macrobudgétaire et opérationnaliser l'Unité Macrobudgétaire.
Rôle d'AFC dans l'appui : Le Guide a été élaboré sous la supervision d'AFRITAC Centre à travers une mission à distance (juin 2020), des webinaires mensuels (entre août et novembre 2020) et un atelier de validation à distance (en décembre 2020). Ce Guide s'est enrichi des travaux des précédentes missions d'AFRITAC Centre dans le domaine macrobudgétaire.
Principaux résultats obtenus : Le Guide est disponible et un plan d'action pour son appropriation par les cadres de l'Unité Macrobudgétaire a été élaborée.
Impact du projet : Le guide décrit la méthodologie utilisée pour préparer les projections macroéconomiques et budgétaires à São Tomé et Príncipe. Il servira de document de référence pour le renforcement des capacités nationales dans le domaine de la modélisation macroéconomique et budgétaire.
Facteurs de succès : La préparation de ce guide s'est déroulée dans le cadre d'un processus participatif, impliquant tous les cadres de l'Unité Macrobudgétaire (UMF), provenant de toutes les administrations économiques et financières et de la banque centrale. L'approche méthodologique adoptée a été guidée par les exigences et normes internationales dans ce domaine, à travers : (i) la définition des objectifs poursuivis compte tenu de la structure macroéconomique du pays, (ii) la description des étapes et outils fondamentaux utilisés pour garantir la robustesse du processus de cadre macrobudgétaire prenant en compte la spécificité de STP, et iii) l'analyse la configuration institutionnelle ainsi que ses axes de renforcement.
Leçons apprises : La rédaction des guides, notes techniques et notes méthodologiques devrait être inscrite en bonne place au rang des modalités d'intervention du Centre, soit en amont pour aborder une nouvelle problématique, soit en aval pour capitaliser les acquis des interventions passées. Elle peut être facilement effectuée à distance.

- Mise à jour des fichiers du modèle de prévisions macroéconomiques de la *République du Congo*,
- Préparation d'une ébauche d'une note de cadrage macroéconomique pluriannuel 2020-2023 basée sur les données disponibles en *République Centrafricaine*,

- Elaboration d'une version actualisée du Guide d'utilisation du modèle de prévisions macroéconomiques de la *République du Congo*,
- Actualisation et renforcement de l'outil informatique servant à l'élaboration d'une première mouture du cadre budgétaire à moyen terme (CBMT) pour les années 2021-2023 en *République Centrafricaine* ainsi que la finalisation du manuel méthodologique d'utilisation de ce dernier,
- Rédaction d'un manuel méthodologique pour l'élaboration des prévisions macrobudgétaires à *Sao Tomé-et-Principe*.

Résultat escompté : Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget

- Formation à distance des cadres de la *région* sur des aspects thématiques et méthodologiques de suivi de la conjoncture et des prévisions macroéconomiques et budgétaires au cours d'un séminaire régional conjoint avec *AFRISTAT* et la *CEMAC*.

C.3 Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours du premier semestre de l'année fiscale 2021 sont les suivants :

Résultat escompté : Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques

- Revue et recommandations d'amélioration des rapports sur les risques budgétaires de la *République du Congo*, du *Gabon*, de la *RCA* et du *Tchad*.

D. Statistiques des finances publiques

Favoriser des politiques fiscales et budgétaires cohérentes par des statistiques financières harmonisées

Résultats au 31 octobre 2020

Les activités d'assistance technique délivrées au cours du premier semestre de l'année fiscale 2021 dans le domaine des statistiques des finances publiques ont contribué à l'atteinte des résultats énumérés dans les lignes qui suivent.

D.1 Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours du premier semestre de l'année fiscale 2021 sont les suivants :

Résultat escompté : Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement

- Appropriation de plus en plus soutenue de la méthodologie d'élaboration du TOFE format MSFP 2014 par la *République du Congo*, le *Gabon* et la *Guinée équatoriale* (**Réussite remarquable 5**),

Réussite remarquable 5

La compilation et le reporting des statistiques des finances publiques (TOFE annuel) par les pays (d'eux-mêmes) pour une première fois, au Département des Statistiques du FMI (STA), réalisés pendant la période de Covid-19, avec un appui minimum du Centre.

Appropriation de la méthodologie d'élaboration du TOFE format MSFP 2014 par les pays.

Pays : République du Congo, Gabon, Guinée équatoriale

Domaine d'intervention : Statistiques des Finances Publiques (Tableau des Opérations Financières de l'Etat – TOFE).

Date de mise en œuvre : mars – décembre 2020

Objectifs de l'appui : Adhésion au eGDDS (Système Général de Diffusion des Données – « *Enhanced General Data Dissemination System* », une initiative du FMI pour encourager les pays-membres à rapporter les statistiques d'eux-mêmes). Selon ce système, les pays sont censés rapporter les données statistiques d'eux-mêmes, après quoi les experts du FMI en charge jugent du niveau de conformité de celles-ci aux normes (qualité) édictées par les plus récents manuels méthodologiques. Dans le cas des statistiques du TOFE, il s'agit en même temps du *Manuel de statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014)* et de la Directive no. 05/11-UEAC-190-CM-22 portant TOFE (la directive « TOFE » pour les pays-membres du block économique de l'Afrique Centrale - CEMAC).

Rôle d'AFC dans l'appui : L'appui technique fourni aux pays dans le domaine des statistiques des finances publiques durant les quatre (4) dernières années a permis aux experts nationaux en charge de la compilation du TOFE à acquérir non seulement de la maîtrise de la nouvelle méthodologie, mais aussi à s'approprier du rôle du reporting annuel d'eux-mêmes. Ceci, en répondant favorablement au circulaire annuel du Département des Statistiques du FMI de demande de données.

Principaux résultats obtenus : Amélioration de la qualité des données statistiques du TOFE et conformité aux normes eGDDS, ainsi que l'appropriation, par les autorités nationales, de leur part de responsabilité du reporting des données statistiques au FMI, en vue de la dissémination de celles-ci au niveau mondial.

Impact du projet : Le Centre consacrera de moins en moins, ses efforts à l'accompagnement dans la compilation des statistiques du jour au jour, mais plutôt à l'apprentissage de la méthodologie de compilation plus avancée, notamment l'extension graduelle de la couverture des données statistiques au-delà l'actuelle administration centrale budgétaire, aux unités extrabudgétaires, à la sécurité sociale, aux collectivités locales, voire à tout le secteur public.

Facteurs de succès : (i) Maîtrise des experts nationaux acquise grâce aux séminaires régionaux annuels/missions d'assistance sur terrain, de la méthodologie du *MSFP 2014* ; (ii) Besoin en données statistiques exhaustives et produites en temps voulu ou dans les délais prescrits, par la hiérarchie des pays lors des négociations avec différents partenaires financiers, dont le FMI.

Leçons apprises : Cette réussite par les trois (3) pays servira de modèle au reste de pays membres d'AFC pour les encourager à se conformer et adhérer au système eGDDS, comme ils participent tous aux mêmes formations régionales et bénéficient du même nombre de missions d'assistance technique.

- Elaboration des TOFEs des années 2017 et 2018 en *République Démocratique du Congo*,
- Elaboration du TOFE de l'année 2019 en *République Centrafricaine*,
- Webinaire *régional* sur le traitement, et procédure d'enregistrement des interventions (liées à la réponse contre le COVID-19) des administrations publiques dans les statistiques de finances publiques,
- Webinaire *régional* sur l'enregistrement des transactions des EPNs (Etablissements Publics Nationaux) dans les statistiques des finances publiques (TOFE),
- Suivi des recommandations sur la mise en place du comité TOFE permanent et la production d'un TOFE de l'administration centrale budgétaire 2019 à *Sao Tomé-et-Principe*,
- Collecte et retraitement des données-source et élaboration d'un projet de série statistique (TOFEs pour la période 2012-2019) au *Tchad*.

E. Statistiques macroéconomiques

Appuyer l'élaboration de statistiques macroéconomiques fiables

Résultats au 31 octobre 2020

Les activités d'assistance technique délivrées au cours du premier semestre de l'année fiscale 2021 dans le domaine des statistiques macroéconomiques ont contribué à l'atteinte des résultats énumérés dans les lignes qui suivent.

E.1 Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours du premier semestre de l'année fiscale 2021 sont les suivants :

- Appui aux travaux de la nouvelle année de base 2016, migration vers le SCN 2008 et concours à la mise en place des CNT rebasés à l'ISTEEBU du *Burundi*.

Résultat escompté : Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public

- Appui aux travaux de publication des résultats de la nouvelle année de base 2016 selon le SCN 2008 au *Cameroun*,
- Elaboration des comptes annuels de 2019 et de la note méthodologique des comptes nationaux annuels et préparation des notes de publication de la série des comptes nationaux de 2005 à 2019 en *République Démocratique du Congo*,

- Appui à la continuité des activités de production de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) compte tenu des défis liés à la COVID-19 au profit de l'ensemble des pays membres d'AFRITAC Centre (**Réussite remarquable 6**).

Réussite remarquable 6

Les pays membres d'AFRITAC Centre sont confrontés aux défis liés à la poursuite régulière de la collecte des données nécessaires à la production de l'indice des prix à la consommation en période de crise du COVID-19.

Production de l'indice des prix à la consommation
Pays : Tous les pays membres d'AFRITAC Centre Domaine d'intervention : Statistiques des prix Date de mise en œuvre : Septembre 2020
Objectifs de l'appui : renforcer les capacités des cadres à maintenir la continuité des activités de production de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC). Rôle d'AFC dans l'appui : AFRITAC Centre a organisé un webinaire pour appuyer les pays membres dans la poursuite de travaux sur l'IPC malgré la situation liée au COVID-19. Principaux résultats obtenus : La collecte régulière des prix dans les différentes villes et régions s'est révélée particulièrement difficile pendant la période de confinement liée au COVID-19. Ainsi, il était extrêmement important de trouver des solutions pratiques et ensuite former les experts en charge de l'IPS dans tous les pays afin de leur permettre de maintenir la continuité des activités de production et de publication de l'IPC—un indicateur très important pour la prise de décision—dans tous les pays membres d'AFC. Impact du projet : Tous les pays membres d'AFRITAC Centre ont pu maintenir la publication de l'IPC et un réseau des experts de l'IPC a été créé pour permettre aux cadres de partager leurs expériences liées au COVID-19. Facteurs de succès : La bonne volonté politique et la détermination des cadres à relever les défis liés au COVID-19. Leçons apprises : Les cadres des pays membres d'AFRITAC sont parvenus à s'adapter et à mettre en œuvre les solutions pratiques—adaptées aux besoins et réalités de chaque pays—permettant de répondre aux nouveaux défis liés au COVID-19.

Résultat escompté : Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.

- Appui à l'élaboration des comptes nationaux annuels de 2008 à 2019 à *Sao Tomé-et-Principe*.

Résultat escompté : Il existe suffisamment de données sources pour l'établissement des comptes nationaux (DQAF 3.1)

- Renforcement des capacités des cadres dans la maîtrise des techniques d'élaboration des comptes nationaux trimestriels en *Guinée-équatoriale*.

F. Gestion de la dette publique

Contribuer à une meilleure gestion de la dette publique

Résultats au 31 octobre 2020

Les activités d'assistance technique délivrées au cours du premier semestre de l'année fiscale 2021 dans le domaine de la gestion de la dette publique ont contribué à l'atteinte des résultats énumérés dans les lignes qui suivent.

F.1 Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours du premier semestre de l'année fiscale 2021 sont les suivants :

Résultat escompté : Une stratégie de gestion de la dette à moyen terme est préparée, documentée et publiée

- Amélioration du contenu du document de stratégie de dette préparé par le *Cameroun*,

Résultat escompté : Amélioration des capacités du personnel à formuler et à mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme.

- Au moins cinq cadres au *Cameroun* peuvent manipuler sans assistance l'outil analytique de préparation de la stratégie de dette à moyen terme (SDMT),
- Au moins deux cadres de la Direction générale de la dette publique de la République Démocratique du Congo, sont capables de manipuler l'outil analytique utilisé pour la préparation de la SDMT,
- Une dizaine de cadres en Guinée Équatoriale ont été formés sur le calcul des principaux agrégats et indicateurs utilisés en gestion de la dette.

Résultat escompté : Un plan annuel de financement est publié et est cohérent avec la stratégie de gestion de la dette à moyen terme

- Le plan de financement de 2021 élaboré par le *Cameroun* est plus cohérent avec les orientations de la stratégie de dette retenue.

F.2 Mettre en place une infrastructure de marché des titres et développer les capacités pour réaliser des financements à moindre coût

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours du premier semestre de l'année fiscale 2021 sont les suivants :

Résultat escompté : Financement via les instruments de marché

- La stratégie de lancement des émissions, en *République Démocratique du Congo*, des titres publics indexés au taux de change entre le dollar américain et le franc congolais a été préparée.

Résultat escompté : Un marché primaire efficace, avec émission via des procédures de marché

- La BEAC, les Trésors Publics et les spécialistes en valeur du Trésor ont adopté les procédures pour les opérations sur le marché primaire des valeurs du Trésor de la CEMAC (**Réussite remarquable 7**).

Réussite remarquable 7

Dans le cadre des efforts pour dynamiser le marché régional des titres publics, les autorités régionales de la CEMAC ont adopté en décembre 2019 un nouveau Règlement des valeurs du Trésor qui contient des nouvelles procédures d'émission pour lesquelles les modalités d'application doivent être définies.

Elaboration des procédures pour les opérations sur le marché primaire des valeurs du Trésor
Institution : Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC)
Domaine d'intervention : Développement du marché des titres publics
Date de mise en œuvre : Mars- Novembre 2020
Objectifs de l'appui : Définir les modes opératoires des nouvelles modalités d'émission du Règlement des valeurs du Trésor des Etats de la CEMAC
Rôle d'AFC dans l'appui : Faisant suite à l'adoption en décembre 2019 par les autorités régionales d'un nouveau Règlement des valeurs du Trésor, une mission a été organisée en mars-avril 2020 pour élaborer les protocoles qui seront suivis pour la réalisation des nouvelles modalités d'émission des valeurs du Trésor. La définition des protocoles a été enrichie par la participation d'AFC à la définition des innovations incluses dans le Règlement.
Principaux résultats obtenus : Adoption par la BEAC, les Trésors Publics et les spécialistes en valeur du Trésor, des modes opératoires des nouvelles procédures d'émission des valeurs du Trésor.
Impact du projet : Les modes opératoires serviront de référence pour la mise à jour des systèmes électroniques utilisés pour la gestion des opérations d'émission des valeurs du Trésor. Ils serviront également de guide pour le renforcement des capacités des cadres de la BEAC et des Trésors publics à la maîtrise des nouvelles procédures d'émission.
Facteurs de succès : L'engagement de la BEAC à dynamiser le marché régional des titres publics.
Leçons apprises : La capacité à tenir compte des contraintes des différents intervenants au marché (Trésors publics, BEAC et Spécialistes des valeurs du Trésor) dans la formulation des conseils aux autorités.

F.3 Mettre en place un cadre légal et institutionnel

Sur cet objectif, le principal résultat atteints au cours du premier semestre de l'année fiscale 2021 est le suivant :

Résultat escompté : Amélioration des capacités en matière de questions législatives et institutionnelles dans le domaine de la gestion de la dette.

- Formation d'une dizaine de cadres, en *Guinée équatoriale*, sur les questions de gouvernance en matière de gestion de la dette publique et des interrelations entre la gestion de la dette et la gestion de la trésorerie, la politique budgétaire et la politique monétaire.

G. Régulation et supervision bancaires

Renforcer la stabilité financière par un cadre robuste de réglementation et de supervision bancaires

Résultats au 31 octobre 2020

Les activités d'assistance technique délivrées au cours du premier semestre de l'année fiscale 2021 dans le domaine de la régulation et de la supervision bancaires ont contribué à l'atteinte des résultats énumérés dans les lignes qui suivent.

G.1 Renforcer la surveillance du secteur financier en mettant à niveau le cadre réglementaire conformément aux normes internationales

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours du premier semestre de l'année fiscale 2021 sont les suivants :

Résultat escompté : Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour identifier, mesurer, suivre et contrôler les risques financiers en temps voulu et évaluent leur niveau de fonds propres par rapport à leur profil de risque

- Révision de l'instruction n° 24 de la *Banque Centrale du Congo (BCC)*, relative à l'émission de monnaie électronique et aux établissements de monnaie électronique, en vue d'élaborer un cadre adapté à la régulation et la supervision des services de paiement et des établissements de paiement.

G.2 Améliorer l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques présents dans le système bancaire

Sur cet objectif, les principaux résultats atteints au cours du premier semestre de l'année fiscale 2021 sont les suivants :

Résultat escompté : Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d'un contrôle basé sur les risques

- Révision du modèle SYSCO 2 de notation des établissements de crédit, pour le mettre en phase avec les normes et les bonnes pratiques internationales de la supervision basée sur les risques, à la *COBAC (Commission Bancaire d'Afrique Centrale)*,

- Proposition d'un nouveau modèle de notation des établissements de microfinance comportant des critères d'évaluation quantitatifs et qualitatifs de leur profil de risque, adapté du modèle SYSCO 2 précédemment révisé, selon l'approche de la supervision basée sur les risques à la *Commission Bancaire d'Afrique Centrale (Réussite remarquable 8)*.

Réussite remarquable 8

La Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC) poursuit la mise en œuvre opérationnelle de la supervision basée sur les risques.

Amélioration des instruments et des processus de la supervision prudentielle

Institution : Commission Bancaire d'Afrique Centrale (COBAC)

Domaine d'intervention : Régulation et supervision bancaires

Date de mise en œuvre : Mai - Novembre 2020

Objectifs de l'appui : L'AFRITAC Centre est intervenu pour appuyer les équipes-projets du Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (SG-COBAC) dans la mise en œuvre du plan stratégique relatif à la supervision basée sur les risques, avec l'objectif d'améliorer la détection précoce des difficultés bancaires et de mieux les caractériser, afin de permettre à la COBAC d'intervenir plus tôt pour y remédier, en vue de renforcer la stabilité financière ainsi que la capacité des établissements de crédit et de microfinance à accompagner le développement économique de la sous-région.

Rôle d'AFC dans l'appui : En réponse aux besoins d'assistance technique exprimés par le SG-COBAC portant sur des thématiques opérationnelles très spécifiques, l'AFRITAC Centre a réalisé une série de six missions d'assistance technique, au cours de la période de mai à novembre 2020. Les ateliers de travail d'une semaine chacun ont été organisés virtuellement par visioconférence, en raison des restrictions de déplacements consécutives à la survenance de la pandémie depuis le mois de mars 2020. Un intense travail de préparation et de rédaction de « livrables » adaptés sur mesure, par l'AFRITAC Centre, a permis de maximiser la valeur ajoutée des échanges interactifs des ateliers de travail.

Principaux résultats obtenus : Cette série de missions a permis de progresser significativement dans la mise en œuvre du plan stratégique du SG-COBAC, au travers de cinq réalisations présentant un lien logique entre elles : (i) la révision complète du modèle de notation SYSCO des établissements de crédit, selon l'approche basée sur les risques, afin de mieux évaluer leur profil de risque ; (ii) l'adaptation de ce modèle révisé aux établissements de microfinance, afin de pouvoir désormais évaluer leur profil de risque selon une approche également structurée et homogène ; (iii) la définition d'un ensemble d'indicateurs d'alerte de la dégradation de la situation et des risques des établissements de crédit, afin de réagir promptement aux évolutions préoccupantes ; (iv) l'évolution du format des notes de la COBAC, en vue d'orienter davantage la détermination des priorités de la politique de supervision prudentielle selon l'approche basée sur les risques ; (v) la révision des modes opératoires du traitement des infractions réglementaires et de la gestion des procédures disciplinaires, en vue d'accroître l'efficacité de la réaction de la COBAC aux situations de non-conformité à la réglementation prudentielle.

Impact du projet : Les travaux effectués permettront au SG-COBAC d'orienter la réalisation des projets du plan stratégique sur des bases pertinentes et adaptées et de la poursuivre en interne, avec l'appui complémentaire de l'AFRITAC Centre au besoin. A terme, la COBAC sera en mesure d'agir plus efficacement et décider des mesures prudentielles adaptées afin de résoudre les difficultés bancaires, notamment après la pandémie.

Facteurs de succès : Dans le contexte de la pandémie, imposant de travailler à distance, l'AFRITAC Centre s'est adapté pour répondre aux multiples besoins d'un appui pratique très ciblé exprimés par la COBAC. La disponibilité d'experts court-terme qualifiés et du conseiller résident a permis de faire preuve

d'agilité et dans le planning des missions et d'engagement dans la production de « livrables » répondant aux attentes. La participation active des managers et des équipes du SG-COBAC a contribué à la valeur ajoutée des ateliers de travail, malgré la connexion parfois perfectible.

Leçons apprises :

La réalisation à distance de missions d'assistance technique à caractère très opérationnel est possible, à condition de les organiser rigoureusement à l'avance, en liaison avec les Autorités, et de disposer du temps suffisant pour préparer les « livrables » à l'avance.

Résultat escompté : Les superviseurs traitent en temps opportun les pratiques ou activités dangereuses et non sûres qui pourraient présenter des risques pour les banques ou le système bancaire

- Révision des processus de (i) traitement des infractions à la réglementation prudentielle et de (ii) sanction des établissements assujettis, à la *Commission Bancaire d'Afrique Centrale (COBAC)* dans la perspective de la révision envisageable du règlement CEMAC n° 02/14 relatif au traitement des établissements de crédit en difficulté.

Résultat escompté : Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d'un contrôle basé sur les risques

- Révision des indicateurs automatisés de surveillance et d'alerte sur la situation des établissements de crédit assujettis, en vue de développer l'intervention précoce pour le traitement des difficultés bancaires, à la *Commission Bancaire d'Afrique Centrale (COBAC)*.

Résultat escompté : Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour identifier, mesurer, suivre et contrôler les risques financiers en temps voulu et évaluent leur niveau de fonds propres par rapport à leur profil de risque

- Rédaction des deux premières parties du projet d'un nouveau manuel général de supervision bancaire, relatives au contrôle sur pièces et au contrôle sur place des établissements de crédit, à la *Banque Centrale de Sao Tomé-et-Principe*.



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique
pour l'Afrique Centrale



Annexe 1

CADRES LOGIQUES
Années Fiscales 2020, 2021 et 2022

Renforcer les capacités macroéconomiques en Afrique Centrale

Cadres logiques du Centre Régional d'assistance technique pour l'Afrique centrale (AFRITAC Centre) (Années fiscales 2020, 2021 et 2022)

Comment ont-été élaborés les cadres logiques du Centre ?

Les cadres logiques présentés en annexe du rapport au Comité d'orientation ont été préparés par les conseillers résidents du Centre sur la base du Catalogue de gestion axée sur les résultats du Fonds Monétaire International. Les cadres ont été préparés en concertation avec le FMI dans les 7 domaines d'intervention du Centre, à savoir :

- Administration des revenus
- Gestion des finances publiques
- Analyse et prévision macroéconomiques et budgétaires
- Statistiques des finances publiques
- Statistiques macroéconomiques
- Gestion de la dette publique¹
- Régulation et supervision bancaires

Les cadres logiques ont été envoyés aux Etats membres et aux institutions bénéficiaires pour commentaires et suggestions et seront annexés au rapport d'exécution du Centre.

Que contiennent les cadres logiques ?

Les cadres logiques présentent l'ensemble de la chaîne de résultats du Centre à savoir les objectifs, les résultats escomptés et ses indicateurs, les étapes intermédiaires ainsi que les risques inhérents à la réalisation des objectifs. Des colonnes spécifiant les dates de réalisations prévues et les dates de réalisation effectives des étapes intermédiaires ont été ajoutées et permettent de connaître les échéances précises de réalisation. Cette année, le Centre présente des cadres logiques qui couvrent les années fiscales 2020, 21 et 22. Cette approche permet une visibilité à plus long terme des objectifs stratégiques du Centre ainsi qu'une meilleure planification de ses activités.

Comment fonctionne le système de notation ?

Les conseillers résidents notent les étapes intermédiaires et les résultats escomptés en utilisant une échelle de notation de 1 à 4 suivis d'un code couleur correspondant (1 : Pas atteint ; 2 : Partiellement atteint ; 3 : Atteint ; 4: Largement atteint). Les notations ont pour objectif de mesurer les progrès atteints dans la réalisation des activités d'assistance technique du Centre. Au cours de cette année fiscale, le Centre a également noté les résultats escomptés afin de mesurer les progrès dans l'atteinte des objectifs stratégiques.

Le contenu des cadres logiques est-il définitif ?

Le contenu des cadres logiques n'est pas figé et peut évoluer en fonction des besoins et des priorités des Etats membres et des institutions bénéficiaires. Il peut également évoluer en fonction de la situation sécuritaire du pays et de la possibilité pour le Centre de conduire ses activités d'assistance technique de manière optimale. Il est cependant fortement recommandé, après l'approbation des cadres logiques par le Comité d'orientation du Centre, de ne pas toucher au contenu des cadres logiques de l'année fiscale prochaine, afin de faciliter le suivi et l'évaluation des activités d'assistance technique du Centre.

¹ le cadre logique du domaine de la gestion de la dette publique est présenté à titre indicatif en raison du financement de ce domaine par le mécanisme de gestion de la dette (DMF) à partir de l'année fiscale 2021.

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Tous les pays membres	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Des programmes d'audit et de lutte contre la contrebande assurent l'application des lois douanières	2		Efficacité accrue de la lutte contre la fraude et la contrebande	La modernisation du cadre de gouvernance des administrations fiscales et douanières	3		30/04/2020	23/01/2020	Séminaire régional	s.o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Conditions extérieures & climat : FAIBLE Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
						Gestion et contrôle des exemptions et régimes suspensifs			30/04/2021				
						Implémentation de solutions de numérisation			30/04/2022				
Burundi (BDI)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	2		L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement.	Mise en œuvre d'un programme d'assistance technique pluriannuelle dans le but de renforcer la valeur en douane	3		30/04/2020	10/10/2020	Mission d'assistance technique & apprentissage par les pairs	s.o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Conditions extérieures & climat : ÉLEVÉ Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
						Renforcement des procédures d'évaluation en douane	3		30/04/2021	10/10/2021			
						Améliorer les exonérations douanières et élaborer des plans d'action pour faire face aux risques identifiés			30/04/2022				
						Partage des meilleures pratiques sur la sélectivité du contrôle basé sur le risque en Côte d'Ivoire (Apprentissage par les pairs)			30/04/2021				
		Des programmes d'audit et de lutte contre la contrebande assurent l'application de la législation douanière	1		Une part plus importante du commerce contrôlée par un programme d'audit post- apurement	Mesures de sauvegarde et de sécurisation pour répondre à Covid-19	2		17/12/2020	10/10/2020			
République centrafricaine (CAF)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	2		L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement	Mise en œuvre d'une nouvelle procédure pour renforcer la procédure d'évaluation en douane	3		30/04/2020	31/03/2020	Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Conditions extérieures & climat : ÉLEVÉ Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
						Implémentation de solutions de numérisation			30/04/2022				
						Mission de suivi pour la mise en oeuvre d'une nouvelle procédure pour renforcer la procédure d'évaluation en douane			30/04/2021				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
CEMAC — Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CE6)	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus	Lois fiscales et douanières modernisées, simplifiées et mieux alignées	3		Dispositions de fond des lois fiscales et douanières alignées sur les normes et protocoles modernes et largement diffusées	Textes d'application du Code régional des douanes sont validés par les pays membres (Partie II)	3		31/12/2019	16/12/2019	Mission d'assistance technique	CEMAC	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Conditions extérieures & climat : MOYEN Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
						Participation au Comité de suivi chargé de la préparation des textes d'application et du projet de code CEMAC en cours d'adoption.	4		30/04/2020	03/05/2019			
						Rédaction de huit dispositions douanières du code régional révisé (Partie V)	4		30/04/2020	31/05/2019			
						Mise en place d'un nouveau code des douanes CEMAC (mission partie I)			30/04/2021				
						Participation d'un expert du FMI au Comité de la CEMAC pour fournir des orientations et des conseils afin d'aider à l'adoption de la réglementation douanière (mission partie I)			30/04/2021				
						Participation d'un expert du FMI au Comité de la CEMAC pour fournir des orientations et des conseils afin d'aider à l'adoption de la réglementation douanière (mission partie II)			30/04/2021				
						Mise en place d'un nouveau code des douanes CEMAC (mission partie II)			30/04/2021				
						Mise en place d'un nouveau code des douanes CEMAC (mission partie III)			30/04/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3 : Atteint 2 : Partiellement atteint 1 : Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Cameroun (CMR)		Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations de déclaration et de paiement	3		Meilleur alignement des procédures douanières avec les normes internationales	Gestion coordonnée des frontières			30/04/2022		Mission d'assistance technique	BAD	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Conditions extérieures & climat : FAIBLE Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
						Identification des conditions préalables à la mise en place d' un plan pluriannuel d'assistance technique de renforcement de la valeur en douane	3		31/12/2019	30/08/2019			
		Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	3		L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement	Mission d'assistance technique pour la mise en œuvre d'un projet pluriannuel pour une meilleure maîtrise de l'évaluation et du contrôle douanier (phase I)			31/12/2021				
						Mission d'assistance technique pour la mise en œuvre d'un projet pluriannuel pour une meilleure maîtrise de l'évaluation et du contrôle douanier (phase II)			30/04/2022				
		Des programmes d'audit et de lutte contre la contrebande assurent l'application des lois douanières	2		Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des marchandises exonérées est renforcé	Mesures de sauvegarde et de recouvrement pour répondre a la crise du COVID 19	3		30/12/2020	08/05/2020			
						Élaboration d'un plan d'action pour mieux contrôler les exemptions et les régimes dérogatoires			31/12/2021				
République démocratique du Congo (COD)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Des programmes d'audit et de lutte contre la contrebande assurent l'application des lois douanières	2		Une plus grande part du commerce est contrôlée par un programme d'audit après dédouanement	Mise en oeuvre d'un plan d'action pour mieux contrôler les exemptions et les régimes dérogatoires			30/04/2021		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : MOYEN Conditions extérieures & climat : ÉLEVÉ Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
						Mission de suivi sur le controle des exemptions et des régimes suspensifs			30/04/2022				
						Mesures de sauvegarde et de recouvrement pour répondre a la crise du COVID 19	2		30/12/2020	03/07/2020			
		Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	2		L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement	Amélioration de la capacité du bureau d'évaluation en douane pour soutenir la gestion de l'analyse des risques	2		30/04/2020	30/08/2019			
						Développement d'une méthodologie post-contrôle pour maîtriser les risques identifiés lors des contrôles de la valeur en douane			30/04/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3 : Atteint 2 : Partiellement atteint 1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Guinée équatoriale (GNQ)	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus	Application d'un nouvel impôt ou d'une législation modernisée	2		Un impôt nouveau/modernisé est appliqué à la date prévue.	Les procédures douanières sont adoptées			30/12/2020		Mission d'assistance technique & apprentissage par les pairs	s.o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Conditions extérieures & climat : s.o. Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
						Mise en place des nouvelles procédures douanières sont adoptées			30/04/2021				
	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	2		Application plus effective des procédures d'évaluation en douane et d'établissement de l'origine des marchandises	Identification de mesures concrètes pour renforcer l'évaluation en douane			30/04/2021				
						Aide à la mise en place d'un bureau d'évaluation en douane pour renforcer le processus d'évaluation en douane			30/04/2022				
					Mesures de sauvegarde et de recouvrement pour répondre à la crise du COVID 19	3		30/12/2020	12/06/2020				
São Tomé-et- Príncipe (STP)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	2		L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement	Des outils techniques pour maîtriser l'évaluation en douane et un plan d'action pour contrôler la déclaration en douane qui compromettent l'évaluation en douane sont développés	3		30/04/2020	30/08/2019	Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Conditions extérieures & climat : MOYEN Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
						Aide à la mise en place d'un bureau d'évaluation en douane			30/04/2022				
						Mesures de sauvegarde et de recouvrement pour répondre à la crise du COVID 19	3		30/12/2020	19/06/2020			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3 : Atteint 2 : Partiellement atteint 1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Tchad (TCD)	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus	Des programmes d'audit et de lutte contre la contrebande assurent l'application des lois douanières	2		Amélioration de l'efficacité de la lutte contre la fraude et la contrebande	Supports didactiques pour renforcer le contrôle de l'évaluation en douane et le contrôle des exonérations et la sécurisation de la collecte des recettes par le biais des systèmes bancaires	3		30/04/2020	30/08/2019	Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Conditions extérieures & climat : s.o. Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
						Élaboration de supports didactiques pour surveiller les exonérations douanières afin de sécuriser la perception des recettes (Partie I)			30/04/2021				
						Mesures de sauvegarde et de recouvrement pour répondre à la crise du COVID 19			30/12/2020				
						Élaboration de supports didactiques pour surveiller les exonérations douanières afin de sécuriser la perception des recettes (Partie II)			30/04/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION FISCALE
(En date du 3 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/ institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés et notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires et notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Tous les pays membres	Le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus est modernisé	Amélioration de la capacité de réforme grâce à une stratégie de réforme claire et adaptée	3		Mise en place des principaux indicateurs de performance, faisant l'objet de contrôles et de rapports réguliers	Mise en place des principaux indicateurs de performance de l'administration fiscale au moyen de ISORA			30/06/2021		Séminaire régional	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/situation extérieures : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Amélioration des capacités managériales dans l'administration fiscale			30/04/2021				
						Amélioration du cadre de gouvernance des administrations fiscales et douanières	3		31/01/2020	17/01/2020			
						Mise en œuvre de la numérisation et du paiement mobile fiscal			30/04/2022				
	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Renforcement de l'intégrité de la base et du registre des contribuables	2		Les données des contribuables sont fiables, sécurisées dans une base de données centrale (TADAT POA8-23)	Modernisation du numéro d'identification du contribuable			30/04/2022				
Burundi (BDI)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués	1		Une gamme appropriée de contrôles fiscaux est utilisée pour détecter et dissuader les déclarations inexactes	Des contrôles conjoints sont menés par les services de la douane et des impôts			30/04/2021		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Climat/situation extérieures : ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Les états financiers sont disponibles auprès de l'administration fiscale et la valeur importée sont croisés pour permettre l'identification des contribuables sous-déclarant des déclarations fiscales	1		30/04/2020	30/04/2020			
						Amélioration de l'administration performante de la TVA	1		30/04/2020	30/04/2020			
						Amélioration de l'administration performante de la TVA			30/04/2021				
						Renforcement des fichiers des contribuables et élaboration du programme des contrôles fiscaux bases sur l'analyse des risques			30/04/2021				
						Les questions liées à l'audit sont davantage utilisées pour dissuader la fraude ou les retours inexacts			30/04/2021				
						Mission de suivi sur l'administration performante de la TVA			29/04/2022				
						Implementing digitalized procedures and tax mobile payment	2		4/30/2022	11/6/2020			
						Mesures de sauvegarde et de sécurité pour faire face au Covid-19	2		10/30/2020	11/6/2020			
							Des entreprises respectent leurs obligations de paiement conformément aux règles fiscales	2		Amélioration de la gestion des arriérés d'impôts (TADAT DA5-15)			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION FISCALE
(En date du 3 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3 : Atteint 2 : Partiellement atteint 1 : Pas atteint

Pays/ institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés et notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires et notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République centrafricaine (CAF)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement au respect des règles fiscales	2		Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Identification de mesures concrètes pour renforcer la mobilisation des recettes fiscales	3		30/04/2020	30/10/2019	Mission d'assistance technique	UE	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Climat/situation extérieures : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
					Une gamme appropriée de contrôles fiscaux est utilisée pour détecter et dissuader les déclarations inexactes	Évaluer le système informatique et surveiller chaque capacité à prendre en charge des solutions numérisées	3		30/04/2021	12/16/2020			
		Respect des obligations de paiement par une plus grande part des contribuables	2		Amélioration de la gestion des arriérés d'impôts (TADAT DA5-15)	Mettre en œuvre des procédures numérisées	2		30/04/2022	12/16/2020			
						Recouvrement de 20% des arriérés d'impôts	2		30/04/2019	30/10/2019			
				Modernisation des procédures fiscales pour récupérer plus efficacement les arriérés d'impôts			30/04/2022						
Cameroun (CMR)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués	3		Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Assistance de la direction générale des impôts pour la mise en place des actions concrètes pour renforcer la mobilisation des recettes	3		30/04/2020	30/03/2020	Mission d'assistance technique	GIZ & BAD	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/situation extérieures : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
					Appui à la mise en place du télé travail pour permettre aux agents de travailler de la maison	2		30/04/2021	5/29/2020				
					Une gamme appropriée de contrôles fiscaux sont utilisés pour détecter et dissuader les déclarations inexactes	Mettre en œuvre des procédures numérisées	2		30/04/2022	5/29/2020			
	Des entreprises respectent leur obligation de paiement conformément aux règles fiscales	2		Amélioration de la gestion des arriérés (TADAT POA8-24)	Les remboursements de la TVA sont gérés suivant une analyse basée sur les risques				30/04/2021		Mission d'assistance technique	GIZ & BAD	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/situation extérieures : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
					Amélioration de la gestion des arriérés fiscaux				30/04/2021				
					Mesures de sécurité et de sauvegarde pour répondre à la COVID 19	3		5/29/2020	5/29/2020				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION FISCALE
(En date du 3 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/ institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés et notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires et notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République démocratique du Congo (COD)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des entreprises respectent leurs obligations de paiement conformément aux règles fiscales	2		La gestion des remboursements des crédits TVA s'améliore (TADAT POA5-15)	Amélioration de la gestion performante de la TVA	3		30/04/2020	28/06/2019	Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/situation extérieures : FAIBLE Autres risques : FAIBLE Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Elaboration d' une stratégie de recouvrement des arriérés fiscaux	2		30/04/2020	31/10/2019			
					Plan Stratégique pour renforcer la mobilisation des recettes			30/04/2021					
					Renforcer les programmes de croisement des données pour élaborer un plan d'action d'audit			30/04/2022					
	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement au respect des règles fiscales	2		Les recouplements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Mise en œuvre de la numérisation et du paiement mobile fiscal (partie I)			30/04/2021					
					Mise en œuvre de la numérisation et du paiement mobile fiscal (partie II)			30/04/2022					
Le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus est modernisé	L'organisation mise en place répond à une meilleure mise en œuvre de la stratégie et des réformes	2		Renforcement de l'organisation sur la base des lignes fonctionnelles et de la segmentation des entreprises.	Un plan d'action pour maîtriser le portefeuille des bureaux des contribuables des moyennes entreprises est développé	3		30/12/2019	28/06/2019				
					Création de nouveaux réseaux de moyennes entreprises			30/04/2021					
République du Congo (COG)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués	2		Les recouplements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Amélioration des contrôles sur la base des recouplements effectués	3		30/04/2020	31/07/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/situation extérieures : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Amélioration de la gestion performante de la TVA	3		30/04/2020	31/07/2019			
						Identification de mesures de sécurité et de sauvegarde pour répondre au COVID 19	3		30/07/2020	15/06/2020			
						Mission conjointe FAD et AFC sur la conception d'un plan stratégique de renforcement des capacités pour accroître la mobilisation des revenus	3		30/04/2021	17/07/2020			
						Mise en œuvre de la numérisation et du paiement mobile fiscal (partie I)	2		30/04/2021	18/07/2020			
						Mise en œuvre de la numérisation et du paiement mobile fiscal (partie II)			30/04/2022				
	Des entreprises respectent leurs obligations de paiement conformément aux règles fiscales	2		Amélioration du délai de recouvrement (TADAT POA4-10)	95% des grands contribuables respectent leurs obligations	2		30/04/2020	31/03/2020				
					80% des contribuables moyens respectent leurs obligations	2		30/04/2020	31/07/2019				
					Implémentation de solutions numériques (e-déclaration et e-paiement)			30/04/2022					
Le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus est modernisé	Les lois fiscales et / ou douanières sont mises à jour, simplifiées et mieux alignées	2		Les dispositions de fond des lois fiscales et douanières sont alignées sur les normes modernes	Procédures fiscales simplifiées			30/04/2021					

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION FISCALE
(En date du 3 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3 : Atteint 2 : Partiellement atteint 1 : Pas atteint

Pays/ institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés et notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires et notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Gabon (GAB)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement au respect des règles fiscales	2		Amélioration du délai de recouvrement (TADAT POA4-10)	90% des grands contribuables respectent leurs obligations	3		30/04/2020	29/11/2019	Mission d'assistance technique	Coopération française (AFD) et BAD	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/situation extérieures : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						85% des contribuables moyens respectent leurs obligations	4		30/04/2020	29/11/2019			
						Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	3		30/04/2020	31/07/2019			
						Amélioration de la performance de la TVA	3		30/04/2020	29/11/2019			
						Mesures de sécurité et de protection pour répondre à la COVID 19	2		11/09/2020	09/12/2020			
Gabon (GAB)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués	2		Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Mise en œuvre de la numérisation et du paiement mobile fiscal (partie I)	2		30/04/2021	09/12/2020	Mission d'assistance technique	Coopération française (AFD) et BAD	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/situation extérieures : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Mise en œuvre de la numérisation et du paiement mobile fiscal (partie II)			30/04/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION FISCALE
(En date du 3 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3 : Atteint 2 : Partiellement atteint 1 : Pas atteint

Pays/ institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés et notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires et notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Guinée équatoriale (GNQ)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Renforcement de l'intégrité de la base et du registre des contribuables	2		Les données des contribuables sont fiables, sécurisées dans une base de données centrale (TADAT POA8-23)	Digitalisation du numéro d'identifiant fiscal			30/04/2021		Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Climat/situation extérieures : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
		Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués	2			Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Apprentissage par les pairs à Cabo Verde sur l'organisation et la conduite des contrôles fiscaux			30/04/2022			
		Le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus est modernisé	L'organisation mise en place répond à une meilleure mise en œuvre de la stratégie et des réformes	2		Renforcement de l'organisation sur la base des lignes fonctionnelles et de la segmentation des entreprises.	Simplification et modernisation des procédures fiscales			30/04/2022			
São Tomé-et- Príncipe (STP)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués	2		Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Modernisation de l'organisation structurelle de l'administration fiscale			30/04/2022		Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/situation extérieures : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
		Des entreprises respectent leurs obligations de paiement conformément aux règles fiscales	2			Amélioration de la gestion des arriérés d'impôts	Implémentation de l'administration de la TVA	2		30/04/2020			
					Une gamme appropriée de contrôles fiscaux sont utilisés pour détecter et dissuader les déclarations inexactes	Renforcement des capacités en administration de la TVA			31/12/2020				
						Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques			30/04/2021				
					Implémentation du Plan Stratégique pour renforcer la gestion des arriérés fiscaux	3		30/08/2019	30/08/2019				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : ADMINISTRATION FISCALE
(En date du 3 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3 : Atteint 2 : Partiellement atteint 1 : Pas atteint

Pays/ institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés et notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires et notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opérateurs	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Tchad (TCD)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des entreprises respectent leurs obligations de paiement conformément aux règles fiscales	2		Amélioration de la gestion des arriérés d'impôts (TADAT POAS-15)	10% des impôts sont effectivement collectés	2		30/04/2020	29/11/2019	Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Climat/situation extérieures : ÉLEVÉ Autres risques : Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) :
						Renforcement du recouvrement d'arriérés fiscaux par l'analyse des risques	2		30/04/2020	29/11/2019			
		Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués	2		Une gamme appropriée de contrôles fiscaux sont utilisés pour détecter et dissuader les déclarations inexactes	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés chez les contribuables moyens	2		30/04/2020	31/10/2019			
						Mission de suivi pour le renforcement du bureau des contribuables moyens			30/04/2021				
				Des programmes de contrôles fiscaux pour identifier les principaux risques émergents			30/04/2022						

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Tous les pays membres	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Amélioration de la crédibilité de la planification et la budgétisation des investissements publics	2		Inclusion des projections à moyen terme pour les investissements (PEFA PI-11.3, CTFP 2.1.4)	Formation de 25 cadres du Ministère du budget et des ministères sectoriels au nouvel outil de gestion des investissements publics (conjoint avec AFW1)	4		30/06/2019	28/06/2019	Séminaire régional	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
					Part des opérations de l'administration centrale non comptabilisées dans les états financiers (PEFA PI.6)	La budgétisation sensible au genre (Séminaire régional d' AFC et AFW1)			30/01/2022				
	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Inclusion dans le budget d'informations sur les ressources et les résultats par projet	2		Disponibilité d'informations sur la performance relative à la prestation de services (PEFA PI-8, CTFP 2.3.2)	Les fonctionnaires du Ministère du budget des pays membres d' AFC sont formés sur le thème "des établissements publics nationaux et les recettes affectées"	1		30/04/2020	31/03/2020			
						Forum régional des hauts fonctionnaires du budget des États membres de l' AFC (FOHBAC) sur le thème « macroprocessus budgétaires et informatisations »			30/04/2021				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3 : Atteint 2 : Partiellement atteint 1 : Pas atteint

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Tous les pays membres	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	3		Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Formation de 15 cadres sur l'analyse de la politique budgétaire (avec ICD et ATI)	4		30/04/2020	28/02/2020	Cours de formation et séminaire régional	AFRISTAT, CEMAC, BEAC, BAD, CEA-BSRAC, UEMOA	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Formation de 2 cadres de chaque pays membres d'AFC sur les techniques de prévisions macroéconomiques (en collaboration avec AFRISTAT et la Commission de la CEMAC)	4		31/05/2019	10/05/2019			
						Formation de 2 cadres de chaque pays membres d'AFC sur les techniques de prévisions macroéconomiques (en collaboration avec AFRISTAT et la Commission de la CEMAC)	1		30/11/2019	02/12/2019			
						Formation de 36 cadres sur les dispositifs de prévisions des recettes budgétaires	4		31/08/2019	09/08/2019			
						Formation 36 cadres sur les dispositifs de prévisions et de programmation des dépenses publiques			30/04/2021				
						2 cadres de chaque pays membre de l'AFC sont formés aux prévisions macrobudgétaires (Séminaire régional conjoint avec AFRISTAT et la Commission de la CEMAC)	4		30/06/2020	26/06/2020			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint													
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Tous les pays membres	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	2		Réforme de la structure organisationnelle	Recettes affectée aux Organismes publics et dépenses fiscales (conjoint avec AFW1)			30/01/2021				
	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	2		Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Formation de 30 cadres sur l'articulation entre le cadre budgétaire à moyen terme et les risques budgétaires			31/08/2021				Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : s. o. Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						30 personnels des pays membres d'AFC sont formés sur le reporting des risques budgétaires			31/01/2022	Séminaire régional	s. o.		
	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	2		Rapidité du transfert des recettes recouvrées vers le Trésor (PEFA PI-20.2)	Séminaire régional sur l'amélioration de la qualité comptable			30/04/2021				
						Séminaire sur l'élaboration des états financiers			30/04/2022				
Séminaire régional sur l'audit interne de la comptabilité								30/04/2022					
Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	2			Audit de la comptabilité interne			30/04/2022					

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Burundi (BDI)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié	2		Exhaustivité des documents de budget (PEFA PI-5)	Amélioration de la documentation du budget (partie I)			30/04/2021		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : TRÈS ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel techniques : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Climat/conditions extérieures : ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Évaluation du risque Commentaires (le cas échéant) : s. o.
						Identification des besoins d'assistance technique sur le contrôle et l'exécution du budget (Mission exploratoire)			31/12/2021				
						Amélioration de la documentation du budget (partie II)			30/04/2022				
		Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	2		Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme	Identification des besoins d'assistance technique sur le processus et les outils de préparation du budget (Mission exploratoire)			31/12/2020				
Renforcement des processus et outils macrobudgétaires à moyen terme						30/04/2022							

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint													
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République centrafricaine (RCA)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	2		Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Un rapprochement de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale est effectué toutes les semaines au moins au niveau agrégé et généralement à une semaine de la fin de chaque mois au niveau détaillé	2		30/04/2020	25/10/2019	Mission d'assistance		Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : s. o. Autres risques : s. o. Évaluation du risque Commentaires (le cas échéant): Climat politique fragile
						Rapprochement quotidien de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale	2		30/04/2020	25/10/2019			
						Rapprochement quotidien de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale			30/04/2021				
						Atelier national sur l'audit des comptes internes			30/04/2022				
						Fermeture des comptes dormants ouverts dans les banques commerciales	3		30/04/2020	29/02/2020			
						Réconciliation mensuelle de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale	3		30/04/2020	29/02/2020			
						Fermeture des comptes ouverts dans les banques commerciales durant la pandémie du COVID 19			30/10/2020				
						Réconciliation de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale sur une base hebdomadaire			28/02/2021				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République centrafricaine (RCA)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	2		Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Les comptes d'attentes sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.			28/02/2021		technique, Atelier national	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : s. o. Autres risques : s. o. Évaluation du risque Commentaires (le cas échéant): Climat politique fragile
						Les comptes d'avance sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.			28/02/2021				
						La réconciliation des comptes bancaires est régulière et se fait au moins mensuellement, et les écarts sont contrôlés et validés au moins hebdomadairement							

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République centrafricaine (RCA)	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	2		Niveau de consolidation des soldes de trésorerie par le Trésor (PEFA PI-21.1)	Plan exhaustif identifiant les exigences techniques et politiques, et organisant le séquençage de la migration ordonnée des soldes de trésorerie des banques commerciales au moyen de dispositions transitoires	3		28/02/2020	30/03/2020	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Évaluation du risque Commentaires (le cas échéant): s. o.
						Une prévision des flux de trésorerie est préparée pour chaque exercice budgétaire et mise à jour tous les mois sur la base des entrées et sorties effectives de trésorerie	3		30/04/2020	30/03/2020			
						Une prévision des flux de trésorerie est préparée pour chaque exercice budgétaire et mise à jour tous les mois sur la base des entrées et sorties effectives de trésorerie			30/04/2021				
						Une prévision des flux de trésorerie est préparée pour chaque exercice budgétaire et mise à jour tous les mois sur la base des entrées et sorties effectives de trésorerie			30/04/2022				
						Fermeture des comptes ouverts dans les banques commerciales durant la pandémie du COVID 19			28/02/2021				
						Engagement et prévisions des flux de trésorerie sont corrélés et contrôlés régulièrement et permet le financement du budget			30/04/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République centrafricaine (RCA)	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Renforcement de l'exécution et de la surveillance du budget	2		Prévisibilité de l'affectation des ressources en cours d'exercice (PEFA PI-21)	Préparation de l'ordre de plafonnement périodique des dépenses du ministère des Finances	2		31/12/2020		Mission d'assistance technique et Apprentissage par les pairs	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Suivi de la supervision des organismes publics			30/04/2022				
						Suivi de la mise en oeuvre du plan d'engagement			30/04/2022				
						Redaction d'un décret pour la supervision des organismes publics			30/04/2021				
						Apprentissage par les pairs au bénéfice de 5 cadres de la RCA au Burkina Faso sur la déconcentration de l'ordonnancement			30/08/2021				
						Relier le plan d'engagement des dépenses publiques au module informatique de l'exécution du budget	2		30/04/2021				
	Connecter le plan d'engagement budgétaire au module informatique d'exécution budgétaire	3		31/12/2019	30/04/2020								
Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	3		Plans d'action stratégiques et/ou opérationnels de gestion des finances publiques	Opérationnalisation et suivi des travaux de l'unité/ comité macrobudgétaire et de ses besoins en renforcement des capacités			31/12/2020					

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République centrafricaine (RCA)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	2		Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	L'outil de prévision macrobudgétaire est renforcé avec des modules complémentaires			30/06/2021		Mission d'assistance technique, atelier national, et apprentissage par les pairs	Banque Mondiale, Expertise France, Union Européenne, Pole PNUD Dakar, GIZ	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Élaboration d'un outil de prévision des recettes fiscales			30/04/2022				
						Élaboration de scénarios de prévision budgétaire basés sur différentes hypothèses macroéconomiques			31/12/2021				
		Intégration d'un cadre budgétaire à moyen terme plus crédible au processus du budget annuel	3		Perspectives à moyen terme du cadre budgétaire (PEFA PI-16, CTFP 2.1.3)	Élaboration d'un cadre budgétaire à moyen terme	4		30/04/2020	31/08/2019			
		Un guide d'utilisation pour l'élaboration d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme est élaboré				2		30/06/2020	28/05/2020				
		Un guide pratique pour le développement du MTFP/MTEF est rédigé				3		30/06/2020	29/05/2020				
		Amélioration de la crédibilité, de la planification et de la budgétisation des investissements publics				2		Inclusion des projections à moyen terme pour les investissements (PEFA PI-11.3, FTC 2.1.4)	Atelier de formation sur les projections des investissements publics pluriannuels				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint													
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République centrafricaine (CAF)	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	2		Niveau de consolidation des soldes de trésorerie par le Trésor (PEFA PI-21.1)	Les comptes inactifs détenus par les agences du gouvernement dans des banques commerciales sont clôturés et leurs soldes sont rapatriés dans le CUT	3		30/12/2019	30/04/2020		s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	2		Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Formation des acteurs nationaux sur l'identification et la gestion des risques budgétaires	2		30/04/2020	02/12/2019	Mission d'assistance technique, Atelier national et apprentissage par les pairs	GIZ	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen
						Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques			31/12/2020				
						Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques et des risques liés aux entreprises publiques			30/04/2022				
						Un premier projet de rapport annuel sur les risques fiscaux est élaboré	3		31/08/2020	30/09/2020			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint													
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
CEMAC — Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CE6)	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Adoption d'un cadre juridique plus complet couvrant toutes les étapes du cycle de la gestion des finances publiques	2		Législation exhaustive sur la gestion des finances publiques (FTC 2.2.1)	Rédaction d'un projet de directive sur le cadre juridique de la comptabilité des matières	4		30/04/2020	30/08/2020	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel techniques : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : FAIBLE Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Atelier de validation de la directive régionale (compte matériel)	4		30/04/2021	30/08/2020			
						Adoption de la directive régionale sur la comptabilité matière par les commissaires de la CEMAC	4		31/12/2021	08/09/2020			
						Transposition aux lois nationales des États membres des directives de la CEMAC			30/04/2022				
						Transposition aux lois nationales des États membres des directives régionales sur les comptes de stock par les pays de la CEMAC (revue qualité)			30/04/2022				
	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget			Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Le modèle macroéconomique de la Commission de la CEMAC est opérationnel			30/04/2021		Mission d'assistance technique, Séminaire régional et interregional	Banque Mondiale, GIZ, Union Européenne, BAD, Expertise France, Pole PNUD Dakar	
						Les équipes du siège de la CEMAC et des pays de la CEMAC sont formées à l'utilisation du modèle à des fins de surveillance multilatérale			30/04/2022				
						Au moins 4 pays de la CEMAC ont élaboré leur rapport de surveillance multilatéral annuel			30/04/2021				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint													
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
CEMAC — Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CE6)	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	2		Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Inclusion du bilan des risques budgétaires dans les documents de surveillance multilatérale (dont risques macroéconomiques)			31/12/2021		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : FAIBLE Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
		Amélioration de la présentation et de l'analyse de la viabilité budgétaire à long terme	2		Diffusion de l'analyse de viabilité budgétaire à long terme (CTFP 3.1.3)	Au moins 2 pays sont capables d'élaborer leur programme de convergence triennal en utilisant le nouveau format			30/04/2022				
Cameroun (CMR)	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Amélioration de la précision et de la coordination des prévisions des flux de trésorerie pour l'administration centrale	2		Ponctualité et précision des prévisions et du suivi de la trésorerie (PEFA PI-21.2)	Tous les soldes bancaires et de trésorerie sont consolidés sur une base quotidienne	3		30/04/2020	20/01/2020	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : FAIBLE Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Consolidation de tous les soldes de banque et de caisse sur base journalière est renforcé			28/02/2021				
						Une prévision des flux de trésorerie est préparée pour l'exercice budgétaire et mise à jour tous les mois sur la base des entrées et sorties effectives de trésorerie			28/02/2021				
						Engagement et prévisions des flux de trésorerie sont corrélés et contrôlés régulièrement et permet le financement du budget			28/02/2021				
						Aucun compte ouvert dans les banques commerciales			31/01/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3 : Atteint 2 : Partiellement atteint 1 : Pas atteint

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Cameroun (CMR)	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Renforcement de l'exécution et de la surveillance du budget	2		Efficacité des contrôles internes des dépenses non salariales (PEFA PI-25)	Finalisation d'un cadre de contrôle interne des dépenses non salariales (comptabilité matières)	4		30/04/2020	30/06/2020	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Mettre en place le cadre du réseau des comptables matières	4		30/04/2021	30/07/2020			
						Préparation du cahier des charges pour la mise en place du module informatique de la comptabilité matière	3		30/04/2022	A compléter			
	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	2		Réforme de la structure organisationnelle	Un nouveau comité macrobudgétaire est mis sur pied avec un plan de travail assorti de mécanismes de coordination impliquant les ministères des Finances et de l'Économie, et la banque centrale	2		31/12/2019	02/12/2019			Appui politique : Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Adéquation des ressources : Climat/conditions extérieur(es) : Autres risques : Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint													
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Cameroun (CMR)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Inclusion d'informations sur les ressources et les résultats par programme dans la documentation du budget	2		Disponibilité des informations sur la performance pour la prestation des services (PEFA PI-8)	Préparation d un guide de budgétisation sensible au genre			30/04/2021		Formation et Mission d'assistance technique	GIZ, Union Européenne, ONU Femmes	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Produire une annexe à la loi de finances sur la budgétisation sensible au genre			28/02/2022				
Cameroun (CMR)	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	2		Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques	2		30/04/2020	02/12/2019	Mission d'assistance technique, Atelier national et apprentissage par les pairs	GIZ	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN
						Formation des acteurs nationaux sur l'identification et la gestion des risques budgétaires			30/04/2021				
						Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques et des risques liés aux entreprises publiques			30/04/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Cameroun	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	2		Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Création d'un organe ou d'une unité chargée de vérifier l'intégrité des données financières est en place et est opérationnelles			30/04/2021		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN
						Les comptes d'attentes sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.			30/04/2022				
						Un manuel des processus de comptabilité matière pour soutenir le développement d'un logiciel est élaboré	4		31/03/2020	31/01/2020			
						Élaboration d'un manuel pratique sur l'inventaire et la comptabilité des actifs non financiers	4		30/06/2020	30/06/2020			
						Elaboration d'un cahier des charges fonctionnel de comptabilité des matières			30/06/2020				
						Elaboration d'une nomenclature détaillée de l'inventaire des actifs non-financiers			30/09/2021				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint													
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République démocratique du Congo (RDC)	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	3		Réforme de la structure organisationnelle	Les nouvelles fonctions budgétaires en tant que gestion de la performance sont intégrées dans l'organisation du bureau du budget			01/12/2021		Mission d'assistance technique	Banque Mondiale, GIZ, Union Européenne	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) :
						Réforme de la structure organisationnelle (contrôle qualité de la nouvelle organisation de la direction budgétaire)			30/04/2022				
République démocratique du Congo (RDC)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Inclusion dans le budget d'informations sur les ressources et les résultats par projet	2		Disponibilité des informations sur la performance pour la prestation des services (PEFA PI-8, CTFP 2.3.2)	Revue de la qualité de 10 projets annuels de performance préparés par les services nationaux	4		30/04/2020	28/02/2020	Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	Banque Mondiale, GIZ, Union Européenne	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) :
						Préparation du budget-programme et validation de ses guides d'exécution	4		30/04/2020	30/07/2019			
						Apprentissage par les pairs sur la présentation du budget programme (Cameroun)			30/04/2021				
						Un nouveau cadre de gestion des investissements publics est élaboré pour 5 ministères prioritaires			30/04/2022				
						Amélioration de la gestion des dépenses COVID-19			10/09/2020	31/10/2020			
						Suivi de la mise en oeuvre du budget programme			30/04/2022				
		Renforcement du modèle macrobudgétaire global	4		31/12/2019	10/08/2018							
Le modèle macrobudgétaire est renforcé avec le développement de nouveaux modules			30/04/2021										
		Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	2		Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)							Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.	

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3 : Atteint 2 : Partiellement atteint 1 : Pas atteint

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République démocratique du Congo (RDC)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	2		Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Rapprochement trimestriel des comptes d'attente	1		30/04/2020	30/04/2020	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Rapprochement trimestriel des comptes d'avance pour les marchés publics			14/12/2021				
						Une unité ou une équipe chargée de vérifier la qualité de la balance est mise en place et est opérationnelle			14/12/2021				
						Un rapprochement de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale est effectué toutes les semaines au moins au niveau agrégé et généralement à une semaine de la fin de chaque mois au niveau détaillé			30/04/2021				
						Le projet d'enregistrement des procédures manuelles sur les recettes et dépenses budgétaires est examiné			30/12/2020				
						La réconciliation des comptes bancaires est régulière et se fait au moins hebdomadairement, et les écarts sont contrôlés et validés afin de renforcer la fiabilité et l'intégrité des états financiers			30/07/2021				
République démocratique du Congo (RDC)	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	3		Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Formation des acteurs nationaux sur l'identification et la gestion des risques budgétaires	4		30/04/2020	06/02/2020	Mission d'assistance technique, Atelier national et apprentissage par les pairs	GIZ	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN
						Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques			31/12/2020				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint													
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République démocratique du Congo (RDC)	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	3		Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques et des risques liés aux entreprises publiques			30/04/2022		Mission d'assistance technique, Atelier national et apprentissage par les pairs	GIZ	
République du Congo (COG)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié	2		Exhaustivité des documents de budget (PEFA PI-5)	Sensibilisation au cadre d'investissement public pluriannuel (AECF)	2		31/12/2020	29/11/2019	Mission d'assistance technique & Apprentissage par les pairs	Banque Mondiale, Expertise France, PNUD	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : Engagement faible du top management du Trésor.
						Apprentissage par les pairs sur la gestion des investissements publics pluriannuels (Burkina Faso)			20/01/2021				
						Mise en place du nouveau cadre de gestion des investissements publics pluriannuels (AECF) pour 5 autres ministères prioritaires			30/04/2022				
						Le nouveau cadre de gestion des investissements publics pluriannuels (AECF) pour 5 autres ministères prioritaires est disponible	2		30/04/2020	30/11/2019			
	Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	3		Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Le modèle macrobudgétaire est renforcé avec le développement de nouveaux modules			31/12/2020					
					Développement d'outils de prévision des recettes budgétaires			30/04/2022					
					Un guide d'utilisation du modèle macrofiscal est élaboré	3		30/09/2020	05/06/2020				
					Élaboration de scénarios de prévision budgétaire basés sur différentes hypothèses macroéconomiques			31/12/2020					

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République du Congo (COG)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Intégration d'un cadre budgétaire à moyen terme plus crédible au processus du budget annuel	3		Perspective à moyen terme dans le cadre budgétaire (PEFA PI-16, CTFP 2.1.3)	Les personnels sont formés sur les outils techniques et méthodologiques pour le développement d'un cadre budgétaire à moyen terme	3		30/04/2020	19/07/2019	Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	2	align="center">	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Régularisation annuelle des comptes d'avance	2		30/09/2019	06/09/2019	Mission d'assistance technique	align="center">s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation (le cas échéant) : s. o.
						Création d'une piste d'audit			15/10/2020				
						Tous les comptes bancaires actifs du gouvernement central sont rapprochés chaque semaine			30/09/2020				
						Les comptes d'attentes sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.			30/09/2020				
						Les comptes d'avance sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.			30/09/2020				
						La réconciliation des comptes bancaires est régulière et se fait au moins hebdomadairement			30/09/2021				
Les comptes d'attentes sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.			30/09/2021										

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint													
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République du Congo (COG)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	2		Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Les comptes d'avance sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.			30/09/2021		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation (le cas échéant): s. o.
	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques.	3		Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques	3		31/12/2019	30/09/2019			
						Les comptes d'avance sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.			30/09/2021				
						Un deuxième projet de rapport annuel sur les risques fiscaux est élaboré	3		30/09/2020	30/09/2020			
	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	3		Plans d'action stratégiques et/ou opérationnels de gestion des finances publiques	Opérationnalisation de l'unité/le comité macrobudgétaire			31/12/2020				
Améliorer l'organisation structurelle du ministère des finances								03/08/2020	30/09/2020				
Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	2		Niveau de consolidation des soldes de trésorerie par le Trésor (PEFA PI-21.1)	Clôture des comptes inactifs dans les banques commerciales			30/04/2022					

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Gabon (GAB)	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	2		Niveau de consolidation des soldes de trésorerie par le Trésor (PEFA PI-21.1)	Rapprochement quotidien de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale	4		30/04/2020	31/12/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : Autres risques : Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
						Clôture des comptes inactifs dans les banques commerciales	4		30/04/2020	31/12/2019			
						Des prévisions de trésorerie sont établies pour l'exercice et sont annexées à la loi de finances puis mises à jour mensuellement en fonction des entrées et sorties réelles de trésorerie			30/10/2020				
						La consolidation quotidienne de tous les soldes bancaires et de trésorerie est améliorée			30/10/2021				
						Les prévisions de trésorerie de l'exercice sont établies et annexées au projet de loi de finances puis mises à jour mensuellement en fonction des entrées et sorties réelles de trésorerie			30/10/2021				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint													
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Gabon (GAB)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié	2		Présentation de la part des recettes, des dépenses et du financement des entités de l'administration centrale sur une base brute (unité budgétaire) (CTFP 2.1.1)	Apprentissage par les pairs de 5 cadres du Gabon en Cote d'Ivoire sur la tutelle financière des établissements publics nationaux	4		30/06/2019	30/06/2019	Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	ONU Femmes, Banque Mondiale, Expertise France	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Ad'0quation des ressources: MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Diagnostic des recettes affectées aux établissements publics nationaux	4		30/06/2019	30/06/2019			
						Conception d'une stratégie et d'une feuille de route pour la tutelle des établissements publics nationaux			30/04/2022				
						Mécanisme de suivi des établissements publics nationaux est opérationnel			30/04/2022				
						L'Unité de suivi des établissements publics nationaux est en place			30/04/2022				
	Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	3		Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Amélioration du modèle macrobudgétaire global (MEGA)	4		30/04/2020	30/04/2020	Mission d'assistance technique, atelier national et apprentissage par les pairs	s. o.	ppui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Ad'0quation des ressources: MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.	
					Apprentissage par les pairs au bénéfice de 6 cadres du Gabon au Sénégal sur les dispositifs de cadrage macrobudgétaire	4		30/04/2020	06/12/2019				
					Renforcement du dispositif de suivi de la conjoncture	3		30/04/2020	30/04/2020				
	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	2		Efficacité des contrôles internes des dépenses non salariales (PEFA PI-25)	Mise en place d'un système informatique de contrôle de l'exécution des outils budgétaires	4		30/04/2021		Mission d'assistance technique	s. o.	ppui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Ad'0quation des ressources: MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.	
					Mise en place d'outils de contrôle de l'exécution du budget	4		30/04/2020	31/12/2019				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Gabon (GAB)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	2		Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Régularisation trimestrielle des comptes d'avance	2		31/10/2019	30/09/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : FAIBLE Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Création d'une piste d'audit			15/10/2020				
						Manuel sur le contrôle comptable interne et instruction relative au risque comptable	4		15/10/2020	10/10/2020			
						Les rapports financiers du gouvernement central ont préparés chaque année et sont comparables au budget approuvé			30/10/2020				
						La réconciliation des comptes bancaires est régulière et se fait au moins hebdomadairement, et les écarts sont contrôlés et validés en temps opportun			31/05/2021				
						Les comptes d'attentes sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.			31/05/2021				
						Les comptes d'avance sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.			31/05/2021				
						Les rapports financiers du gouvernement central ont préparés chaque année et sont comparables au budget approuvé			31/05/2021				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Gabon (GAB)	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	3		Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques	4		30/04/2020	16/09/2019	Mission d'assistance technique, atelier national et apprentissage par les pairs	GIZ	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : FAIBLE Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques et des risques liés aux entreprises publiques			31/12/2021				
						Identification et surveillance continues des risques macrofiscaux			31/12/2020				
						Formation des acteurs nationaux sur l'identification et la gestion des risques budgétaires	4		30/04/2020	16/09/2019			
						Un deuxième projet de rapport annuel sur les risques fiscaux est élaboré	3		01/10/2020	30/09/2020			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Guinée équatoriale (GNQ)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié	2		Exhaustivité des documents de budget (PEFA PI-5)	Appui à l'autorité nationale pour la mise en oeuvre d'un cadre légal de gestion des finances publiques			30/04/2022		Mission d'assistance technique	Banque Mondiale	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
		Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	2		Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Un outil de prévision macrobudgétaire simple est développé et utilisé pour élaborer le cadre budgétaire à moyen terme			31/12/2021				
						Les participants sont formés aux outils techniques et méthodologiques pour développer le cadre budgétaire à moyen terme			31/12/2020				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Guinée équatoriale (GNQ)	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	2		Plans d'action stratégiques et/ou opérationnels de gestion des finances publiques	Opérationnalisation de l'unité/le comité macrobudgétaire			31/12/2020		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	2		Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Un organe, une unité ou une équipe est chargé(e) de vérifier l'intégrité des données financières est mis(e) sur pied et rendu(e) opérationnel(le)			30/04/2022				Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : s. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
São Tomé-et-Príncipe (STP)	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Amélioration de l'évaluation, de la sélection et de la mise en œuvre des investissements publics	2		Évaluation, sélection, détermination des coûts et suivi des projets d'investissement public (PEFA PI-11)	Conception d'un cadre pluriannuel d'investissements publics			30/04/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint														
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs						
São Tomé-et-Principe (STP)	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Renforcement de l'exécution et de la surveillance du budget	2		Prévisibilité de l'affectation des ressources en cours d'exercice (PEFA PI-21)	Formation de 15 agents au plan d'engagement des dépenses	4		03/04/2020	20/01/2020	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.	
						Elaboration des plans d'engagements des dépenses pour 5 ministères			30/04/2022					
						Poursuite de la mise en oeuvre du plan d'engagement (rédaction des réglementations)			30/04/2021					
						Mise en œuvre dans le système IT du plan d'engagement des dépenses			30/04/2022					
	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Amélioration de la précision et de la coordination des prévisions des flux de trésorerie pour l'administration centrale	2		Ponctualité et précision des prévisions et du suivi de la trésorerie (PEFA PI-21.2)	Mises à jour trimestrielle des prévisions annuelles de flux de trésorerie			30/03/2021					Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Mises à jour mensuelles des prévisions annuelles de flux de trésorerie			15/03/2021					
						Mises à jour hebdomadaires des prévisions annuelles de flux de trésorerie			15/03/2021					
						La consolidation quotidienne de tous les soldes bancaires et de trésorerie est améliorée			28/02/2022					

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
São Tomé-et-Principe (STP)	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	3		Réforme de la structure organisationnelle	Un nouveau comité macrobudgétaire est mis sur pied avec un plan de travail assorti de mécanismes de coordination impliquant les ministères des Finances et de l'Économie, et la banque centrale	4		30/04/2020	02/12/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Opérationnalisation de l'unité/le comité macrobudgétaire	3		30/04/2020	10/01/2020			
						Un cadre juridique pour l'exécution du budget est mis en place			30/06/2020	30/06/2020			
						Suivi des travaux de l'unité macro-budgétaire / comité et des besoins en capacités			30/04/2021				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint													
Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
São Tomé-et-Principe (STP)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Intégration d'un cadre budgétaire à moyen terme plus crédible au processus du budget annuel	2		Perspective à moyen terme dans le cadre budgétaire (PEFA PI-16, CTFP 2.1.3)	Développement d'un cadre global des dépenses à moyen terme cohérent avec le cadre budgétaire à moyen terme			30/04/2022		Mission d'assistance technique et Atelier national	s.o	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
		Amélioration de la crédibilité de la planification et la budgétisation des investissements publics	2		Inclusion des projections à moyen terme pour les investissements (PEFA PI-11.3, CTFP 2.1.4)	Formation de 15 acteurs de la gestion des investissements à la programmation et à la gestion des investissements publics			30/04/2021				
		Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	3		Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Un outil de prévision macrobudgétaire est développé et utilisé pour élaborer le cadre budgétaire à moyen terme			30/04/2021				
						Un manuel méthodologique pour l'élaboration des prévisions macrobudgétaire est rédigé			31/08/2020				
			2			Un guide d'utilisation pour l'élaboration d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme est élaboré			30/04/2020	17/01/2020			
						Les personnels de l'Unité macrobudgétaire est formé à l'élaboration des prévisions			31/08/2020				
						Élaboration de scénarios de prévision budgétaire basés sur différentes hypothèses macroéconomiques			30/04/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Tchad (TCD)	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	2		Niveau de consolidation des soldes de trésorerie par le Trésor (PEFA PI-21.1)	Rapprochement quotidien de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale			30/04/2021		Mission d'assistance	s.o	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Plan exhaustif identifiant les exigences techniques et politiques, et organisant le séquençage de la migration ordonnée des soldes de trésorerie des banques commerciales au moyen de dispositions transitoires			30/04/2022				
						Clôture des comptes inactifs dans les banques commerciales			30/04/2022				
						Inventaire complet de tous les comptes bancaires existants ouverts dans les banques commerciales			30/04/2021				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Tchad (TCD)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié	2		Exhaustivité de la documentation du budget (PEFA PI-5)	Préparation du budget 2020 selon la nouvelle classification budgétaire	4		30/04/2020	31/10/2019	Mission d'assistance technique, atelier national, et formation	Union Européenne, Banque Mondiale, Pôle PNUD Dakar, GIZ, ICD	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Adoption du texte de loi sur la nouvelle classification budgétaire de l'Etat	4		31/12/2019	31/03/2019			
						Un nouveau cadre budgétaire est disponible dans le système d'information	2		31/12/2019	29/08/2017			
						Conception d'un cadre juridique sur le contrôle des établissements publics nationaux			31/12/2022				
						Concevoir un cadre juridique sur la surveillance des organismes publics			30/04/2022				
						Suivi de la mise en œuvre de la nouvelle classification budgétaire			30/04/2020				
		Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	3		Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Les cadres sont formés sur la programmation et les politiques financières	4		30/04/2020	17/01/2020			
						Le modèle macrobudgétaire est renforcé avec le développement de nouveaux modules	4		30/04/2020	24/01/2020			
						Élaboration de l'outil de prévision des recettes budgétaires			30/04/2022				
						Le module de prévision des revenus pétroliers est renforcé			30/04/2021				
		Amélioration de la crédibilité de la planification et la budgétisation des investissements publics	2		Inclusion des projections à moyen terme pour les investissements (PEFA PI-11.3, FTC 2.1.4)	Atelier sur les projections pluriannuelles des investissements publics			30/04/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Tchad (TCD)	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	3		Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	État des risques budgétaires inclus dans la documentation budgétaire qui intègre les risques macroéconomiques	4		30/04/2020	31/08/2019	Mission d'assistance technique, atelier national, et formation	Union Européenne, Banque Mondiale, Pôle PNUD Dakar, GIZ, ICD	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Un deuxième projet de rapport annuel sur les risques fiscaux est élaboré	3		01/10/2020	30/09/2020			
	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	2		Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Un manuel de processus comptable est élaboré	2		30/04/2020	28/02/2020	Mission d'assistance technique	s.o	
						Un manuel de spécifications est élaboré pour soutenir le développement de logiciels de comptabilité			31/12/2020				
						Une cartographie des outils à concevoir pour la mise en œuvre de la comptabilité d'exercice est élaborée	3		30/04/2020	28/02/2020			
						Les comptes d'attentes sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.			30/11/2020				
						Les comptes d'avance sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale			30/11/2020				
						Elaboration d'un manuel pratique sur le codage des procédures comptables	4		30/10/2020	02/10/2020			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : ◆ 4: Largement atteint ◆ 3: Atteint ◆ 2: Partiellement atteint ◆ 1: Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
AFRITAC CENTRE (AFC)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les établir (DQAF 0.2).	2	◆	Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	5 compilateurs de SFP formés au calcul de données sources conformes aux MSFP	3	◆	30/04/2020	30/04/2020	Séminaire régional	s.o.	Appui politique : Moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : faible Autres risques : réduits Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : faible
						5 compilateurs de SFP formés au calcul de données sources conformes aux MSFP			30/04/2021				
						5 compilateurs de SFP formés au calcul de données sources conformes aux MSFP			30/04/2022				
		Les données sont établies en utilisant la couverture et le champ d'application du dernier manuel/guide (DQAF 2.2)	2	◆	Le champ d'application institutionnel comprend toutes les unités d'importance significative des administrations centrales	Le champ d'application institutionnel des SFP comprend toutes les unités d'importance significative des administrations centrales budgétaires (ACB)	3	◆	30/04/2020	30/04/2020			
						ACB plus unités de sécurité sociale			30/04/2021				
						Ensemble des unités ACB, sécurité sociale et collectivités locales			30/04/2022				
		Les données sont établies en utilisant la ventilation sectorielle du dernier manuel/guide (DQAF 2.3)	2	◆	Les secteurs institutionnels sont définis conformément aux principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Le champ d'application institutionnel des SFP comprend toutes les unités importantes du sous-secteur des ACB	2	◆	30/04/2020	30/04/2020			
						Le champ d'application institutionnel des SFP comprend toutes les unités importantes du sous-secteur des ACB, plus la sécurité sociale			30/04/2021				
						Le champ d'application institutionnel des SFP comprend toutes les unités des sous-secteurs des ACB, sécurité sociale et collectivités locales			30/04/2022				
		Les données sont établies en utilisant la classification du dernier manuel/guide (DQAF 2.3)	2	◆	Les opérations portant sur les avoirs et engagements financiers sont classées conformément aux principes directeurs des MSFP 2001/2014.	5 compilateurs de SFP formés au calcul de données sources conformes aux MSFP			31/10/2019	31/10/2018			
Les encours de dette sont classés selon les principes directeurs du Guide des statistiques du secteur public (GSDSP) 2011.	La classification utilisée pour l'établissement des données de dette publique est conforme aux principes du GSDSP 2013							30/04/2022					

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Burundi (BDI)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	2		Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Les données sources des SFP annuelles sont recueillies et/ou calculées à temps	2		30/04/2020	30/04/2020	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : s.o. Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
					Les données sources des SFP annuelles sont disponibles en temps utile.								
					Les données sources des SFP infra-annuelles sont disponibles en temps utile.				30/04/2022				
		Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	2		Une nouvelle série de SFP pour les administrations centrales (ou le secteur public) et/ou leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Les données de la dette publique des administrations centrales (exercices budgétaires [EB] 2011-16) sont conformes aux principes directeurs du GSDSP	1		30/04/2020	30/04/2020			
					Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2011.	La série de données établie pour les EB 2017-2019 est publiée dans l'Annuaire statistique des finances publiques	3		30/04/2020	31/12/2019			
			Les données sont établies en utilisant les concepts et les définitions du dernier manuel/guide (DQAF 2.1)	2		Une trajectoire et un calendrier d'adoption des principes directeurs des MSFP 2001/2014 ont été établis et entérinés par les hauts responsables	Application intégrale du plan d'adoption du MSFP 2014			30/04/2022			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République centrafricaine (R.C.A)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	3		Le nombre des agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie MSFP 2014	3		30/04/2020	30/04/2020	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : très élevé Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
						(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données	2		30/04/2021	7/31/2020			
		Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	3		Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre la classification selon les principes directeurs des MSFP 2001/MSFP 2014	Les données sources annuelles pour l'exercice 2019 sont collectées, analysées, ajustées et validées pour être utilisées dans la compilation des SFP.	3		01/05/2021	7/31/2021			
						Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes d'établissement de données non monétaires	3		30/04/2020	04/12/2019			
						Les données sources des SFP sont disponibles en temps utile				30/04/2021			
						Une nouvelle série de SFP relatives aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Les données relatives aux SFP annuelles des administrations centrales (Situation des opérations des administrations publiques — EB 2011–16) sont établies conformément à la présentation du MSFP 2014 (et à la directive TOFE de la CEMAC) et diffusées.	3		30/04/2020			
				Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	3								
				Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales est établie et diffusée	Données sur la dette publique des administrations centrales (EB 2011–16) conformes aux principes directeurs du GSDSP 2011.	3		30/04/2020	31/12/2019				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : ◆ 4 : Largement atteint ◆ 3 : Atteint ◆ 2 : Partiellement atteint ◆ 1 : Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Cameroun (CMR)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	2	◆	Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2011.	Les données relatives aux SFP annuelles des administrations centrales (Situation des opérations des administrations publiques — EB 2011–14) sont établies selon la présentation du MSFP 2014 (et la directive TOFE de la CEMAC) et diffusées.	2	◆	4/30/2020	11/17/2017	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : très élevé Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
					5 compilateurs des SFP formés au calcul des données sources conformément au MSFP	3	◆	30/04/2020	30/04/2020				
					Une nouvelle série de SFP relatives aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	5 compilateurs des SFP formés au calcul des données sources conformément au MSFP			30/04/2021				
					5 compilateurs des SFP formés au calcul des données sources conformément au MSFP			30/04/2022					
	Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	2	◆	Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre la classification selon les principes directeurs des MSFP 2001/2014 et du GSDSP 2011	Les données sources des SFP annuelles de l'ACB sont recueillies et/ou calculées en temps utile	3	◆	30/04/2020	30/11/2019				
				Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Les données sources des SFP à haute fréquence sont disponibles en temps utile			30/04/2022					
				Les données sources des SFP annuelles sont disponibles en temps utile	Les données sources des SFP à haute fréquence sont recueillies et/ou calculées en temps utile								
	Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	3	◆	Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014	3	◆	30/04/2020	4/30/2020				
(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données							4/30/2021						

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République démocratique du Congo (RDC)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	3		Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2011.	Les TOFE des administrations centrales pour les exercices 2011 à 2016 sont disponibles.	3		4/30/2020	06/12/2019	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : moyen Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
					Une nouvelle série de SFP relatives aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Les TOFE des administrations centrales pour les exercices 2017 à 2019 sont disponibles.			30/04/2021				
		Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	2		Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre la classification selon les principes directeurs des MSFP 2001/2014 et du GSDSP 2011	Les équipes des SFP recherchent constamment les omissions dans les données sur les charges en appliquant les méthodes d'intégrité des données sources	3		30/04/2020	31/03/2020			
					Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Les données sources des SFP annuelles sont recueillies et/ou calculées en temps utile			30/04/2021				
		Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	2		Les données sources des SFP annuelles sont disponibles en temps utile.	Les données sources des SFP à haute fréquence sont recueillies et/ou calculées en temps utile			30/04/2022				
					(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014	(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données	3		30/04/2020	30/04/2020			
									4/30/2021				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : ◆ 4 : Largement atteint ◆ 3 : Atteint ◆ 2 : Partiellement atteint ◆ 1 : Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République du Congo (COG)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Les données sources conviennent pour l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	3	◆	Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Un tableau de passage actualisé entre la nouvelle classification du plan comptable national (harmonisée avec la classification budgétaire) et le MSFP 2014 est disponible			30/04/2021		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : élevé Contexte/climat extérieur : faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
					Les données sources de SFP sont disponibles en temps utile	Les données sources des SFP annuelles sont produites en temps utile	3	◆	30/04/2021	8/31/2020			
					Les données sources de SFP à haute fréquence sont produites en temps utile				30/04/2022				
					Une nouvelle série de SFP relatives aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Les données relatives aux SFP annuelles des administrations centrales (situation des opérations des administrations publiques et bilan financier – EB 2013-16) sont établies selon la présentation du MSFP 2014 (et la directive TOFE de la CEMAC) et diffusées.	4	◆	4/30/2020	30/09/2019			
	Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	3	◆	Les TOFE pour les années (2017-2019) pour le gouvernement budgétaire central sont disponibles.		3	◆	4/30/2021	8/31/2020				
				Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2011									
	Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	3	◆	Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014	3	◆	4/30/2020	30/04/2020				
					(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données	3	◆	4/30/2021	8/31/2020				
Participation au SGDD	Le pays membre commence à participer au système général de diffusion numérique (e-SGDD) (ou actualise intégralement ses métadonnées SGDD)	3	◆	Les métadonnées e-SGDD sont achevées pour au moins quatre grandes catégories de données	Les données annuelles du secteur public sont publiées régulièrement, y compris toutes les métadonnées			30/04/2022			Appui politique : Elevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : moyen Contexte/climat extérieur : faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.		

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : ◆ 4 : Largement atteint ◆ 3 : Atteint ◆ 2 : Partiellement atteint ◆ 1 : Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Gabon (GAB)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	3	◆	Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Les données sources des SFP annuelles sont recueillies et/ou calculées en temps utile	3	◆	30/04/2020	30/06/2019	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : faible Contexte/climat extérieur : faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
					Les données sources des SFP annuelles sont disponibles en temps utile	Les données sources des SFP à haute fréquence sont recueillies et/ou calculées en temps utile			30/04/2022				
		Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	3	◆	Une nouvelle série de SFP relatives aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Les TOFE de l'Administration Centrale Budgetaire pour les exercices 2017 à 2019 ont été produits et publiés localement ainsi que sur la plateforme annuelle (en ligne) du FMI.	4	◆	30/04/2021	10/31/2020			
					Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2011								
	Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	3	◆	Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014	3	◆	4/30/2020	30/04/2020				
					(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données	3	◆	4/30/2021	10/31/2020				
Participation au SGDD	Le pays membre commence à participer au système général de diffusion numérique (e-SGDD) (ou actualisé intégralement ses métadonnées SGDD)	3	◆	Les métadonnées e-SGDD sont achevées pour au moins quatre grandes catégories de données	Les données annuelles sont publiées régulièrement, y compris toutes les métadonnées			30/04/2022		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.	

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES

(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Guinée Équatoriale (GNQ)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	2		Une nouvelle série de SFP relatives aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Données sur l'endettement des administrations centrales conformes aux principes directeurs du GSDSP 2011 (pour les données couvrant les EB 2011-16).	1		30/04/2020	06/12/2019	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : très élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
		Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	2		Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre la classification selon les principes directeurs des MSFP 2001/2014 et du GSDSP 2011	Les données sources sont améliorées pour couvrir la balance de vérification du Trésor conformément aux principes figurant dans la directive de la CEMAC			30/04/2021				
	Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	2		Les données sources des SFP annuelles sont produites en temps utile	Les données sources des SFP annuelles sont produites en temps utile	3		30/04/2020	31/07/2019				
	Les données sources des SFP annuelles sont disponibles en temps utile			Les données sources des SFP annuelles sont disponibles en temps utile	Les données sources des SFP à haute fréquence sont recueillies et/ou calculées en temps utile			30/04/2022					
	Renforcement des moyens humains des services par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	2		(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014		3		4/30/2020	30/04/2020				
				Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données			4/30/2022					

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : ◆ 4: Largement atteint ◆ 3: Atteint ◆ 2: Partiellement atteint ◆ 1: Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
São Tomé-et-Príncipe (STP)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	L'environnement juridique et institutionnel favorise l'établissement des statistiques macroéconomiques et financières; leur pertinence et utilité pratique font l'objet d'un suivi; des processus de gestion sont en place pour surveiller leur qualité; et les pratiques en matière d'intégrité, de transparence et d'éthique sont conformes aux normes statistiques (DQAF 0.1, 0.3, 0.4, 1.1, 1.2 et 1.3)	2	◆	Une loi appropriée sur les statistiques permet à l'agence qui est chargée de recueillir des données sources de protéger les informations confidentielles au moyen d'obligations et de sanctions (0.1)	Un manuel de procédure est rédigé et distribué aux fournisseurs de données sources et à l'équipe chargée d'établir les SFP.	3	◆	4/29/2020	30/09/2019	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Elevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Elevé Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
					La responsabilité institutionnelle du recueil, du traitement et de la diffusion de ces statistiques est clairement attribuée, tandis que le partage des données et la coordination entre les agences qui les produisent sont adéquats (0.1.1 et 0.1.2)	Nomination d'une équipe dédiée aux statistiques des finances publiques	3	◆	30/04/2020	30/09/2019			
						(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014	3	◆	4/30/2020	30/04/2020			
						(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données	3	◆	4/30/2021	9/30/2020			
		Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	2	◆	Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre la classification selon les principes directeurs des MSFP 2001/2014 et du GSDSP 2011	Un tableau de passage entre les nomenclatures du plan comptable national et les classifications du MSFP 2014 est établi	3	◆	30/04/2021	9/30/2020			
					Les données sources sont complètes pour permettre la compilation des SFP pour l'administration centrale budgétaire	Une ventilation sectorielle appropriée est effectuée et toutes les unités institutionnelles faisant partie des administrations centrales sont répertoriées pour assurer la couverture exhaustive des données	2	◆	30/04/2020	30/04/2019			
					Les données sources fournissent suffisamment de détails pour permettre la consolidation des SFP pour les différents niveaux de l'administration publique (ou publique)	Amélioration des relations entre les compilateurs et les pourvoyeurs de données sources	3	◆	31/10/2019	30/09/2019			
					Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales								
		Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	2	◆	Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	5 agents (1 spécialiste de la dette, 3 de la Comptabilité Publique et 1 des Statistiques Monétaires de la Banque Centrale) sont formés aux concepts et principes du MSPF 2014.	3	◆	4/30/2021	9/30/2020			
						(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014	3	◆	4/30/2020	30/04/2020			
(5) Les agents en charge des SFPs sont formés aux méthodes de diffusion des données	3					◆	4/30/2021	9/30/2020					

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : ◆ 4 : Largement atteint ◆ 3 : Atteint ◆ 2 : Partiellement atteint ◆ 1 : Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Tchad (TCD)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	2	◆	Une nouvelle série de SFP relative aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Le TOFE des administrations centrales pour les EB 2011–16 est établi conformément aux recommandations du MSFP 2014	3	◆	30/04/2020	30/04/2020	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Elevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Elevé Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
						Les agents chargés des SFPs collectent les données sources de toutes les unités de l'Administration Centrale Budgetaire et un TOFE (série de 2011–16) à couverture identique est établi conformément à la présentation du MSFP 2014 (et à la Directive TOFE de la CEMAC).	2	◆	30/04/2021	7/31/2020			
						Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2011			30/04/2022				
						Les agents chargés des SFP établissent des statistiques d'endettement des administrations centrales conformes au GSDSP 2012 (pour les EB 2011–16).							
	Les données sources conviennent pour l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	2	◆	Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre la classification selon les principes directeurs des MSFP 2001/2014 et du GSDSP 2011	Le service chargé des SFP établit une classification des fonctions des administrations publiques (COFOG) à partir de la classification actuelle	1	◆	30/04/2020	31/03/2020				
					Les données sources des SFP annuelles sont produites en temps utile	2	◆	30/04/2021	7/31/2020				
					Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales								
					Les données sources des SFP à haute fréquence sont rproduites en temps utile			30/04/2022					
Renforcement des moyens humains des services par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	2	◆	Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014	3	◆	30/04/2020	30/04/2020					
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données	3	◆	4/30/2021	7/31/2020					

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Tous les pays membres	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Les données sont établies suivants les concepts et les définitions du dernier manuel/guide (DQAF 2.1).	3		Le cadre général, les concepts et les définitions suivent globalement le SCN 2008	Séminaire régional sur le changement de l'année de base du PIB et la migration au Système de comptabilité nationale (SCN) 2008.	4		30/04/2020	19/07/2019	Séminaire régional	s.o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : s.o Adéquation des ressources : FAIBLE Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Les comptes nationaux trimestriels (CNT) sont consistants avec le compte national annuel	4		08/02/2019	08/02/2019			
						Séminaire régional sur les « indicateurs de haute fréquence et les comptes nationaux trimestriels »			30/07/2021				
Burundi (BDI)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Des données ont été établies et diffusées plus fréquemment en interne ou auprès du public (DQAF 4.1.1)	2		Comptes nationaux établis et diffusés trimestriellement ou annuellement.	Les comptes nationaux trimestriels (CNT) sont établis selon l'approche de la demande.			30/04/2022		Mission d'assistance technique	Banque Mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : Moyen Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Des comptes nationaux trimestriels établis selon l'approche de production sont disponibles	2		30/04/2020	31/12/2019			
						Les CNT corrigés des variations saisonnières sont établis.			30/04/2022				
						Des comptes nationaux trimestriels conformes au SCN sont disponibles			31/12/2021				
		Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	2		De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Les plus récentes sources de données disponibles (recensements, enquêtes, données administratives) sont prises en compte dans l'opération d'étalonnage.			31/12/2021				
L'estimation des comptes nationaux sont disponibles pour l'année 2020				30/04/2022									

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Burundi (BDI)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public	2		De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Des comptes nationaux trimestriels établis selon les approches de production et de dépenses sont disponibles			30/04/2021		Mission d'assistance technique	Banque Mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : Moyen Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						La version préliminaire du tableau des équilibres ressources et emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.	2		31/12/2020	31/12/2020			
						La version finale des TRE et le nouveau niveau de PIB pour la nouvelle année de base sont disponibles.			31/12/2021				
						La série des comptes nationaux rebasés pour la période 2005-2020 est disponible			30/04/2022				
						Des comptes nationaux trimestriels cohérents avec les comptes nationaux annuels sont disponibles			30/04/2022				
	Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, les méthodes d'établissement et la diffusion (DQAF 0.2)	2		Le nombre d'agents formés à l'établissement et la diffusion des statistiques est adéquat	Trois agents sont en mesure d'analyser les données de consommation finale des administrations publiques et les données de consommation des ménages.	2		31/12/2019	31/08/2019				
					Deux agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels corrigés des variations saisonnières			30/04/2021					
					Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels corrigés des variations saisonnières	2		31/12/2019	31/08/2019				
					Trois agents sont capables d'analyser les indicateurs à haute fréquence nécessaires pour établir les comptes nationaux trimestriels.			31/12/2021					
					Deux agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels corrigés des variations saisonnières			31/12/2021					

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint														
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs						
République centrafricaine (RCA)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi ou diffusé en interne ou auprès du public.	2		De nouvelles statistiques de comptabilité nationale conformes au SCN 2008 sont disponibles.	Les comptes nationaux trimestriels sont introduits selon l'approche de production	2		30/04/2020	17/01/2020	Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.	
						Les comptes nationaux trimestriels sont produits selon l'approche de production			30/04/2021					
						La version préliminaire du tableau des équilibres ressources et emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.			30/04/2022					
						La version finale des TRE et le niveau du PIB pour la nouvelle année de base sont disponibles.			30/04/2022					
						La série des comptes nationaux rebasés pour la période 2005-2020 est disponible			30/04/2022					
						Des comptes nationaux trimestriels établis selon les approches de production et de dépenses sont disponibles			30/04/2022					
		Les ressources consacrées à l'établissement et à la diffusion des statistiques macroéconomiques et financières sont suffisantes (DQAF 0.2).	2		Le nombre d'agents chargés de l'établissement et de la diffusion de ces statistiques est suffisant, tout comme les compétences qu'ils possèdent.	Trois agents sont capables d'établir les comptes nationaux annuels	3		30/04/2020	17/01/2020				
						Le nombre et la qualité des ordinateurs et des logiciels sont suffisants à des fins d'établissement et de diffusion des statistiques.	Deux agents sont en mesure d'établir des comptes nationaux trimestriels	2		31/12/2020				16/04/2020
							Trois agents sont en mesure d'analyser les données sur la consommation finale	2		31/12/2019				16/08/2019
							Trois agents sont en mesure de participer activement à l'établissement des TRE pour la nouvelle année de base.			31/12/2021				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4 : Largement atteint 3 : Atteint 2 : Partiellement atteint 1 : Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République centrafricaine (RCA)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Données mises à disposition en interne et auprès du public de façon plus ponctuelle (réduction des retards) (DQAF 4.1.2).	3		La diffusion des comptes nationaux se fait selon les normes pertinentes : en l'espace d'un trimestre pour les comptes nationaux trimestriels (pour la NSDD) et dans un délai de six à neuf mois pour les comptes annuels, après la fin de la période de référence (pour le SGDD).	Trois comptes nationaux sont formés sur les nouveautés du SCN 2008	3		31/12/2019	30/08/2019		Banque mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Les comptes nationaux sont disponibles pour l'année 2018	3		30/04/2020	31/07/2019			
						Les comptes trimestriels nationaux sont publiés sur une base régulière			30/04/2020				
Cameroun (CMR)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	L'établissement de données se fait à l'aide des techniques statistiques appropriées, notamment la gestion des sources de données et/ou l'évaluation et la validation des données et des résultats statistiques intermédiaires (DQAF 3.3 et/ou 3.4).	3		Des techniques particulières d'établissement sont utilisées, à savoir : • techniques d'analyse comparative appropriées pour garantir la cohérence entre estimations annuelles et trimestrielles • ajustements saisonniers à l'aide des techniques appropriées • Établissement de séries temporelles (estimations) particulières	Les comptes nationaux trimestriels corrigés des variations saisonnières et du nombre de jours ouvrables sont disponibles et diffusés.			30/04/2021		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : s.o. Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Actualisation de l'année de base du PIB (de 2005 à 2016) : le TRE est utilisé pour changer l'année de base des comptes nationaux	4		30/04/2020	23/01/2020			
		Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	3		De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles	La version préliminaire du tableau des ressources et des emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.	4		31/12/2019	06/12/2019			
						La version finale des TRE et le niveau de PIB pour la nouvelle année de base 2016 sont disponibles.	3		30/06/2020	31/05/2020			
						Le SUT final et le nouveau niveau du PIB pour la nouvelle année de référence 2016 sont disponibles	3		6/30/2020	5/31/2020			
		Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public			De nouvelles statistiques de comptabilité nationale conformes au SCN 2008 sont disponibles.	Des comptes nationaux trimestriels cohérents avec les comptes nationaux annuels sont disponibles.			30/04/2021				
						La série des comptes nationaux rebasés pour la période 2005-2020 conforme au SCN 2008 est disponible.			30/04/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4 : Largement atteint 3 : Atteint 2 : Partiellement atteint 1 : Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République démocratique du Congo (RDC)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	2		De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	La série des comptes nationaux selon le SCN 1993 allant jusqu'à 2018 est disponible	3		31/12/2019	31/08/2019	Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	Banque Mondiale et BAD	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : s.o. Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						La version finale des TRE et le niveau de PIB pour la nouvelle année de base sont disponibles.			30/04/2022				
						Des comptes nationaux trimestriels établis selon les approches de production et de dépenses sont disponibles			30/04/2021				
						La version préliminaire du tableau des ressources et des emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.	2		30/04/2020	23/01/2020			
		Il existe suffisamment de données sources pour l'établissement des comptes nationaux (DQAF 3.1).	2		Les données sources nécessaires à l'établissement des estimations annuelles sont exhaustives, raisonnablement conformes aux exigences en matière de définition, champ d'application, classification, évaluation et date d'enregistrement et disponibles en temps opportun.	Les données des entreprises sont intégrées aux estimations des CNA.	2		31/12/2019	02/08/2019			
						Des discussions ont été amorcées avec la Banque Centrale pour discuter des besoins en données en relation avec la balance des paiements	3		31/12/2019	02/08/2019			
Données mises à disposition en interne et auprès du public de façon plus ponctuelle (réduction des retards) (DQAF 4.1.2).	2		La diffusion des comptes nationaux se fait selon les normes pertinentes : en l'espace d'un trimestre pour les comptes nationaux trimestriels (pour la NSDD) et dans un délai de six à neuf mois pour les comptes annuels, après la fin de la période de référence (pour le SGDD).	Les comptes trimestriels nationaux sont publiés sur une base régulière					30/04/2021				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République démocratique du Congo (RDC)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, les méthodes d'établissement et la diffusion (DQAF 0.2)	2		Le nombre d'agents formés à l'établissement et la diffusion des statistiques est adéquat	Apprentissage par les pairs (au Burkina Faso) sur les comptes nationaux trimestriels corrélant avec les comptes annuels	3		30/12/2020	31/10/2019	Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	Banque Mondiale et BAD	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : s.o. Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
République du Congo (COG)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public	2		De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Les résultats des enquêtes et des recensements les plus récents sont pris en compte dans les travaux de changements de l'année de base des CAN			31/12/2021				Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE
					CNA annuels disponibles jusqu'en 2018 et préparation au changement de base des comptes nationaux et au passage au SCN 2008.	3		31/12/2019	31/05/2019				
					La série rétropolée des CNA pour 2005-2018 est disponible	4		30/04/2020	23/01/2020				
					Les comptes nationaux trimestriels sont introduits selon les approches de production et de dépense.			30/04/2022					
					Les estimations des comptes nationaux pour la période 2017-2020 sont disponibles			30/04/2022					
					Les comptes nationaux trimestriels sont produits selon l'approche de production			30/04/2021					
					La version préliminaire du tableau des ressources et des emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.			31/12/2021					
					La version finale des TRE et le niveau du PIB pour la nouvelle année de base sont disponibles.			30/04/2022					

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République du Congo (COG)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Les ressources consacrées à l'établissement et à la diffusion des statistiques macroéconomiques et financières sont suffisantes (DQAF 0.2)	2		Les locaux et l'équipement disponibles sont satisfaisants à des fins d'établissement et de diffusion des données.	Les indicateurs à haute fréquence nécessaires pour établir les comptes nationaux trimestriels sont développés	3		31/12/2019	30/09/2019	Mission d'assistance technique	Banque Mondiale	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE
		Les données sources sont adéquates pour l'établissement des comptes nationaux (DQAF 3.1).	3		Les données sources nécessaires à l'établissement des estimations annuelles sont exhaustives, raisonnablement conformes aux exigences en matière de définition, champ d'application, classification, évaluation et date d'enregistrement et disponibles en temps opportun.	Les estimations des comptes nationaux pour la période 2001-2020 sont disponibles	3		31/12/2019	31/12/2019			
						Il existe un plan d'amélioration de la couverture des statistiques macroéconomiques.	2		30/04/2020	23/01/2020			
						Le plan d'action pour le passage au SCN 2008 et le changement de l'année de base sont mis en place			31/12/2020				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Gabon (GAB)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Données mises à disposition en interne et auprès du public de façon plus ponctuelle (réduction des retards) (DQAF 4.1.2).	2		La diffusion des comptes nationaux se fait selon les normes pertinentes : en l'espace d'un trimestre pour les comptes nationaux trimestriels (pour la NSDD) et dans un délai de six à neuf mois pour les comptes annuels, après la fin de la période de référence (pour le SGDD).	Les séries 2001-2017 sont disponibles	3		31/12/2019	31/07/2019	Mission d'assistance technique	FAO et Banque Mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Les comptes nationaux trimestriels sont introduits selon l'approche de production.	2		30/12/2020	31/07/2019			
						CNA annuels disponibles jusqu'en 2018 et préparation au changement de base des comptes nationaux et au passage au SCN 2008.			30/04/2021				
					Le plan d'action pour le passage au SCN 2008 et le changement de l'année de base est mis en place	3		31/12/2020	16/04/2020				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Gabon (GAB)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi ou diffusé en interne ou auprès du public.	2		De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Les comptes nationaux trimestriels sont introduits selon l'approche de production.	2		30/04/2020		Mission d'assistance technique	FAO et Banque Mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						La version préliminaire du Tableau des Ressources et des Emplois pour la nouvelle année de base est disponible			31/12/2021				
						Les plus récentes sources de données disponibles (recensements, enquêtes, données administratives) sont prises en compte dans les travaux de changement de l'année de base.			30/04/2022				
						La version préliminaire du tableau des ressources et des emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.			30/04/2022				
						Des comptes nationaux trimestriels sont introduits selon l'approche de production			30/04/2021				
						Des comptes nationaux trimestriels établis selon les approches de production et de dépenses sont disponibles.			30/04/2022				
		Les ressources consacrées à l'établissement et à la diffusion des statistiques macroéconomiques et financières sont suffisantes (DQAF 0.2).	2		Le nombre d'agents chargés de l'établissement et de la diffusion de ces statistiques est suffisant, tout comme les compétences qu'ils possèdent.	Six agents sont en mesure d'établir les CNA.	2		30/04/2020	16/04/2020			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Gabon (GAB)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, les méthodes d'établissement et la diffusion (DQAF 0.2).	2		Le nombre d'agents formés pour établir et diffuser ces statistiques est adéquat.	Quatre agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon l'approche de production.			30/04/2021		Mission d'assistance technique	FAO et Banque Mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
					Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon les approches de production et de dépenses.			30/04/2022					
Guinée équatoriale (GNQ)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	2		De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Les résultats des enquêtes et des recensements les plus récents sont pris en compte dans les travaux de changements de l'année de base des CAN			30/04/2022		Mission d'assistance technique	Banque Mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o.
						Les résultats des enquêtes et des recensements les plus récents sont pris en compte dans les travaux de changements de l'année de base des CAN			31/12/2021				
						La série de CAN allant jusqu' à 2019 est disponible et le plan des travaux de changement de base et au passage au SCN 2008 est mis en place.	3		30/04/2021	10/1/2020			
		Les données sources nécessaires à l'établissement des estimations annuelles sont exhaustives, raisonnablement conformes aux exigences en matière de définition, champ d'application, classification, évaluation et date d'enregistrement et disponibles en temps opportun.	2		Les indicateurs de haute fréquence requis pour le développement des comptes nationaux trimestriels sont mis en place	2		31/12/2020	10/1/2020				
		Les résultats des enquêtes et des recensements les plus récents sont analysés et resumés à des fins de comptabilités nationales					30/04/2022						
		Trois agents formés aux indicateurs de haute fréquence					30/04/2021						

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Guinée équatoriale (GNQ)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, des méthodes d'établissement et la diffusion (DQAF 0.2).	2		Le nombre d'agents formés à l'établissement et la diffusion des statistiques est adéquat.	Deux agents sont en mesure de compiler les CAN	3		31/12/2020	10/30/2020		Banque Mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o.
						Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon l'approche de production.	3		31/12/2020	10/30/2020			
São Tomé-et-Principe (STP)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	2		De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Les résultats des enquêtes et des recensements les plus récents sont pris en compte dans les travaux de changements de l'année de base des CAN			30/04/2022		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						La série des comptes nationaux allant jusqu'à 2020 est disponible et établie conformément au SNA 2008.			30/04/2022				
						La version finale du Tableau des Ressources et des emplois pour la nouvelle année de base est disponible			30/04/2022				
						La version préliminaire du Tableau des Ressources et des Emplois pour la nouvelle année de base est disponible			31/12/2021				
						Les comptes nationaux annuels sont produits selon les approches de production et de dépenses	3		30/04/2021	9/1/2020			
						Les comptes nationaux trimestriels sont compilés selon les approches de production et de dépenses			31/12/2021				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
São Tomé-et-Príncipe (STP)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Il existe suffisamment de données sources pour l'établissement des comptes nationaux (DQAF 3.1).	2		Les données sources nécessaires à l'établissement des estimations annuelles sont exhaustives, raisonnablement conformes aux exigences en matière de définition, champ d'application, classification, évaluation et date d'enregistrement (références d'au moins 5 ans recommandées) et disponibles en temps opportun. Au besoin, les données supplémentaires requises pour l'établissement des tableaux ressources-emplois sont disponibles.	les indicateurs à haute fréquence nécessaires pour établir les comptes nationaux trimestriels sont développés			31/12/2020		Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	s.o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
					Le nombre d'agents formés à l'établissement et la diffusion des statistiques est adéquat.	Deux agents sont en mesure d'établir les CNA.	2		31/12/2019	31/10/2019			
		Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, des méthodes d'établissement et la diffusion (DQAF 0.2).	2			Trois agents de plus sont en mesure d'établir les CNA.	1		12/31/2020	9/30/2020			
						Apprentissage par les pairs (au Burkina Faso) sur les comptes nationaux trimestriels corrélant avec les comptes annuels			31/12/2020				
					Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon l'approche de production.			31/12/2020					

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Tchad (TCD)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Les ressources consacrées à l'établissement et à la diffusion des statistiques macroéconomiques et financières sont suffisantes (DQAF 0.2).	2		Le nombre d'agents chargés de l'établissement et de la diffusion de ces statistiques est suffisant, tout comme les compétences qu'ils possèdent.	Six agents sont en mesure d'établir les CNA.	2		12/31/2019	29/11/2019	Mission d'assistance technique	Banque Mondiale, AFRISTAT	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
Tchad (TCD)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	2		De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Les comptes nationaux annuels sont mis à jour et le plan pour le rebasage des comptes nationaux est en place	3		31/12/2019	30/11/2019			Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
					La version préliminaire du tableau des ressources et des emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.			31/12/2020					
					La version finale des TRE et le niveau du PIB pour la nouvelle année de base sont disponibles.			31/12/2021					
					Des comptes nationaux trimestriels établis selon les approches de production et de dépenses sont disponibles.			30/04/2022			Mission d'assistance technique	Banque Mondiale, AFRISTAT	
					Le rebasage des CAN jusqu'à 2020 et consistant avec le SNA 2008 est disponible			30/04/2022					

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021 & 2022 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Tchad (TCD)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Il existe suffisamment de données sources pour l'établissement des comptes nationaux (DQAF 3.1).	2		Les données sources nécessaires à l'établissement des estimations annuelles sont exhaustives, raisonnablement conformes aux exigences en matière de définition, champ d'application, classification, évaluation et date d'enregistrement (références d'au moins 5 ans recommandées) et disponibles en temps opportun. Au besoin, les données supplémentaires requises pour l'établissement des tableaux ressources-emplois sont disponibles.	Les résultats de la consommation finale des ménages sont analysés et intégrés dans les travaux de rebasage			31/12/2021				Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
Tchad (TCD)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, les méthodes d'établissement et la diffusion (DQAF 0.2).	2		Le nombre d'agents formés pour établir et diffuser ces statistiques est adéquat.	Trois agents sont formés aux indicateurs de haute fréquence			30/04/2021		Mission d'assistance technique	Banque Mondiale, AFRISTAT	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon l'approche de production.			31/12/2020				
						Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon les approches de production et de dépenses.			30/04/2021				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : ◆ 4 : Largement atteint ◇ 3 : Atteint ◇ 2 : Partiellement atteint ◆ 1 : Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
B.E.A.C	Établir une infrastructure de marché et une capacité de financement à moindre coût.	Un marché primaire efficace, avec émission via des mécanismes de marché			Publication de politiques et procédures pour le marché primaire.	Les procédures pour les opérations sur le marché primaire sont adoptées et publiées	3	◆	30/04/2021	30/04/2021	Séminaire régional	s.o.	Appui politique : Moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adequation des ressources : Élevé Contexte/climat extérieur : faible Autres risques : réduits Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : faible
						Les projets de procédures pour les opérations du marché primaire sont développés	3	◆	30/04/2021				
						Les résultats des enchères sont publiés dans les 4 heures après l'heure limite de soumission			31/12/2021				
						Les autorités préparent des modèles pour l'annonce des avis et des résultats d'émission			31/12/2021				
		Amélioration des capacités du personnel en matière de financement sur les marchés intérieur et international			Le personnel fait preuve de compétence lors des présentations; discussions; ou exercices pratiques	Le personnel est formé aux mécanismes de rachat et d'échange, et aux techniques d'atténuation du risque de refinancement			30/04/2022				
République centrafricaine (R.C.A)	Établir un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette	Amélioration de la coordination avec la politique budgétaire.			Des projections ponctuelles du service de la dette sont préparées pour les autorités budgétaires	Les écarts entre les prévisions du service de la dette et les résultats sont inférieurs à 20%			31/01/2023		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Élevé Adequation des ressources : Élevé Contexte/climat extérieur : Élevé Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
						Des lacunes dans les pratiques de prévision du service de la dette des autorités sont identifiées			30/04/2021				
	Formuler et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Un plan d'emprunt annuel est publié et est cohérent avec la stratégie de gestion de la dette à moyen terme			Plan d'emprunt interne élaboré sur la base de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Le personnel est formé à l'approche de préparation d'un plan d'emprunt annuel simple			31/12/2021				
	Établir des procédures et processus appropriés pour l'enregistrement, le reporting et le suivi précis de la dette	Amélioration des capacités du personnel en matière d'enregistrement, de notification et de suivi de la dette			Le personnel fait preuve de compétence dans l'enregistrement, la communication et le suivi de la dette (présentations, discussions, exercices pratiques)	Le personnel a amélioré ses compétences dans l'interprétation des fiches de conditions de prêt pour un enregistrement correct et dans l'interprétation des statistiques de la dette pour un bon rapport			30/04/2022				
							Projet de bulletin détaillé de la dette détaillé est préparé			30/04/2022			
	La dette est régulièrement déclarée au public et au Parlement				Publication régulière couvrant la dette du gouvernement central, les opérations liées à la dette et les garanties.	Le bulletin de la dette est publié			30/06/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : ◆ 4: Largement atteint ◆ 3 : Atteint ◆ 2 : Partiellement atteint ◆ 1 : Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Cameroun (CMR)	Formuler et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Amélioration des capacités du personnel dans la formulation et la mise en œuvre de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme			Le personnel fait preuve de compétence lors des présentations; discussions; ou exercices pratiques	Personnel formé à la formulation et à la mise en œuvre de stratégies de gestion de la dette	4	◆	30/04/2021	21/08/2020	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Moyen Adéquation des ressources : Moyen Contexte/climat extérieur : Élevé Autres risques : rs/o
		Un plan d'emprunt annuel est publié et est cohérent avec la stratégie de gestion de la dette à moyen terme			Plan d'emprunt annuel régulièrement approuvé par l'autorité compétente et publié	Plan d'emprunt annuel est développé et approuvé	4	◆	31/01/2022	23/12/2020			
		Élaboration, documentation et publication d'une stratégie de gestion de la dette à moyen terme.			Document de stratégie de gestion de la dette à moyen terme produit et publié.	Le contenu du document de stratégie de gestion de la dette s'est amélioré	3	◆	31/01/2022				
		Les autorités peuvent entreprendre des opérations de gestion du passif			Les systèmes et processus nécessaires sont en place pour exécuter les opérations de gestion du passif	Des méthodologies de rachat et d'échange sont développées			30/06/2022				
	Établir des procédures et processus appropriés pour l'enregistrement, le reporting et le suivi précis de la dette	La dette est régulièrement déclarée au public et au Parlement			Publication régulière couvrant la dette du gouvernement central, les opérations liées à la dette et les garanties.	Un bulletin et des rapports plus ciblés et sur la dette sont préparés			30/06/2021				
						Début de la publication régulière du bulletin de la dette, de la composition de la dette, des indicateurs de risque des opérations liées à la dette sur le site Web remanié du bureau de gestion de la dette			31/12/2021				
Guinée équatoriale	Formuler et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (MTDS).	Amélioration des capacités du personnel dans la formulation et la mise en œuvre du MTDS.			Le personnel démontre ses compétences par des présentations, des discussions ou des exercices pratiques	Le personnel est formé aux mesures fiscales et de la dette, y compris aux indicateurs de risque de base	3	◆	306/2020	12/06/2020			
	Mettre en place un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette.	Amélioration des capacités en matière de questions législatives et institutionnelles dans le domaine de la gestion de la dette			Le personnel démontre ses compétences par des présentations, des discussions et des exercices.	Le personnel est formé aux questions de gouvernance dans la gestion de la dette	3	◆	306/2020	12/06/2020			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4 : Largement atteint 3 : Atteint 2 : Partiellement atteint 1 : Pas atteint														
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs						
République démocratique du Congo (RDC)	Formuler et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Document de stratégie de gestion de la dette à moyen terme produit et publié.			Document de stratégie de gestion de la dette à moyen terme produit et publié.	Un MTDS actualisé est produit et approuvé			1/29/2021		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique :Moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Moyen Adéquation des ressources : Élevé Contexte/climat extérieur : Élevé Autres risques : s/o	
		Amélioration des capacités du personnel dans la formulation et la mise en œuvre de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme			Le personnel fait preuve de compétence lors des présentations; discussions; ou exercices pratiques	Personnel formé à la formulation et à la mise en œuvre de stratégies de gestion de la dette			30/04/2021					
		Le personnel peut utiliser efficacement l'outil d'analyse de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme.			Le personnel démontre une compétence dans l'utilisation de l'outil	Plus de cadres peuvent utiliser l'outil pour produire des scénarios de financement de la dette			30/04/2021					
	Établir une infrastructure de marché et une capacité de financement au moindre coût	Un marché primaire efficace, avec émission via des mécanismes de marché.				Publication de politiques et procédures pour le marché primaire.	Élaboration de procédures révisées pour l'émission sur le marché primaire			30/04/2021				
							Des procédures révisées pour l'émission sur le marché primaire sont adoptées			31/12/2021				
							Un manuel de procédures pour l'émission sur le marché primaire est développé			30/04/2021				
						Émission d'instruments compatibles avec le MTDS.	L'analyse des instruments de financement potentiels est préparée							
		Financement par le biais d'instruments fondés sur le marché.					Préparation du projet de fiche d'échéance de l'obligation liée à une devise	4		31/07/2020				12/06/2020
							Approbation des caractéristiques des titres d'État liés à des devises	4		31/07/2020				12/06/2020
	Établir des procédures et processus appropriés pour l'enregistrement, le reporting et le suivi précis de la dette	La dette est régulièrement déclarée au public et au Parlement				Publication régulière couvrant la dette du gouvernement central, les opérations liées à la dette et les garanties.	Début de la publication régulière du bulletin de la dette, de la composition de la dette, des indicateurs de risque des opérations liées à la dette sur le site Web remanié du bureau de gestion de la dette	2		13/12/2020				
							La structure et le format de la publication régulière du rapport et du bulletin de la dette sont approuvés par les autorités			31/12/2021				
							La mise en page du site d'information sur la dette est approuvée par les autorités			30/04/2021				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : ◆ 4: Largement atteint ◆ 3 : Atteint ◆ 2 : Partiellement atteint ◆ 1 : Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République du Congo (COG)	Établir des procédures et processus appropriés pour l'enregistrement, le reporting et le suivi précis de la dette	La dette est régulièrement déclarée au public et au Parlement			Publication régulière couvrant la dette du gouvernement central, les opérations liées à la dette et les garanties.	L'architecture du site d'information sur la dette est approuvée par les autorités			30/04/2021		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique :Élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Élevé Adéquation des ressources : Élevé Contexte/climat extérieur : Élevé Autres risques : s/o
						Un projet de bulletin de la dette est préparé			30/04/2021				
						Mise en ligne du site d'information sur la dette			30/06/2021				
	Formuler et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Un calendrier d'émission est produit et publié régulièrement.			Le personnel démontre une compétence dans l'utilisation de l'outil	Le personnel peut utiliser l'AT de manière indépendante pour produire des scénarios de gestion de la dette.			4/30/2021				
						Au moins 2 personnels peuvent utiliser l'outil de façon autonome pour produire des scénarios de financement de la dette			30/04/2022				
						Personnel formé à l'approche de préparation du calendrier d'émission			30/04/2022				
Amélioration des capacités du personnel dans la formulation et la mise en œuvre de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme				Le personnel fait preuve de compétence lors des présentations; discussions; ou exercices pratiques	Personnel formé à la formulation de la stratégie de gestion de la dette			30/04/2022					
São Tomé-et-Príncipe (STP)	Établir un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette	Amélioration de la coordination avec la politique budgétaire.			Des projections ponctuelles du service de la dette sont préparées pour les autorités budgétaires	Des lacunes dans les pratiques de prévision du service de la dette des autorités sont identifiées			30/04/2021		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique :Élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Élevé Adéquation des ressources : Élevé Contexte/climat extérieur : Élevé Autres risques : s/o
						Les écarts entre les prévisions du service de la dette et les résultats sont inférieurs à 20%			31/12/2021				
	Formuler et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Un plan d'emprunt annuel est publié qui est cohérent avec la stratégie de gestion de la dette à moyen terme			Plan d'emprunt interne élaboré sur la base de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Le personnel est formé à l'approche de préparation d'un plan d'emprunt annuel simple			31/12/2021				
						Personnel formé à l'approche de préparation du calendrier d'émission			31/12/2021				
	Un calendrier d'émission est produit et publié régulièrement.				Un calendrier périodique d'émission des bons et obligations du Trésor est publié régulièrement	Début de la publication du calendrier d'émission			01/04/2022				
Établir des procédures et processus appropriés pour l'enregistrement, le reporting et le suivi précis de la dette	La dette est régulièrement déclarée au public et au Parlement				Publication régulière couvrant la dette du gouvernement central, les opérations liées à la dette et les garanties.	Un bulletin de la dette amélioré et des rapports annuels sont préparés			31/12/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2021 & 2022 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : ◆ 4: Largement atteint ◆ 3 : Atteint ◆ 2 : Partiellement atteint ◆ 1 : Pas atteint													
Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Tchad (TCD)	Établir des procédures et processus appropriés pour un enregistrement, un rapport et un suivi précis de la dette	Amélioration des capacités du personnel en matière d'enregistrement, de déclaration et de suivi de la dette.			Lors des discussions et échanges, le personnel démontre une compétence dans l'enregistrement, le reporting et le suivi de la dette	Le personnel est formé aux meilleures pratiques en matière d'enregistrement de reporting et de suivi de la dette			30/04/2021		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique :Élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Élevé Adéquation des ressources : Élevé Contexte/climat extérieur : Élevé Autres risques : s/o
		Un cadre opérationnel fonctionnel pour le suivi de la dette			Processus documentés sur le suivi de la dette.	Préparation d'un projet de manuel de procédures pour le suivi de la dette			30/04/2021				
		La dette est régulièrement signalée à l'autorité législative publique et compétente			Publication régulière couvrant la dette du gouvernement central, les opérations liées à la dette et les garanties.	Le bulletin de la dette est publié par les autorités			30/04/2021				
	Établir un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette	Amélioration de la structure institutionnelle de la gestion de la dette, y compris la dotation en personnel.			L'entité de gestion de la dette se coordonne efficacement avec les autres institutions concernées	Un projet de manuel de procédures pour les opérations de la dette est préparé			30/04/2021				
		Amélioration de la coordination avec la politique budgétaire			Des projections ponctuelles du service de la dette sont préparées pour les autorités budgétaires	Le manuel de procédures pour les opérations de la dette est adopté par les autorités			31/08/2021				
		Formuler et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Un plan d'emprunt annuel est publié qui est cohérent avec la stratégie de gestion de la dette à moyen terme			Plan d'emprunt interne élaboré sur la base de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Les écarts entre les prévisions du service de la dette et les résultats sont inférieurs à 20%			30/06/2022			
						Le personnel est formé à l'approche de préparation d'un plan d'emprunt annuel de base			30/04/2022				

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4 : Largement atteint 3 : Atteint 2 : Partiellement atteint 1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Burundi (BDI)	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour identifier, mesurer, suivre et contrôler les risques financiers en temps voulu et évaluent leur niveau de fonds propres par rapport à leur profil de risque	3		Adoption de directives et de réglementations relatives au gouvernement d'entreprise et aux contrôles internes	La réglementation prudentielle relative à la gouvernance des banques est mise à niveau, approuvée et adoptée.	4		30/09/2019	17/08/2018	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s.o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
		Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour mettre en place, entre autres, des conseils d'administration et un contrôle de la direction efficaces et un solide environnement de contrôle	2			Le canevas réglementaire des rapports d'information annuels (par les banques) sur le contrôle interne et la gestion des risques est révisé.	4		30/04/2020	17/08/2018	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s.o.	
Burundi (BDI)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Les instances de contrôle disposent de capacités suffisantes pour veiller à la mise en œuvre effective du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	2		Les rapports d'inspection sur les banques sont davantage axés sur les risques et ils définissent les principaux risques quantitatifs et qualitatifs	La supervision du risque de crédit selon l'approche basée sur les risques est mise en œuvre dans les processus de contrôle.	2		30/04/2020	26/11/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Une réglementation prudentielle sur l'intervention précoce auprès des banques fragiles est adoptée.	1		31/12/2019	26/11/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Des orientations méthodologiques sont données concernant l'approche basée sur les risques pour le contrôle sur place du risque opérationnel dans les établissements de crédit.			30/04/2021		Mission d'assistance technique		
						La supervision du risque opérationnel selon l'approche basée sur les risques est mise en œuvre dans les processus de contrôle.			31/12/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						La supervision basée sur les risques dans les domaines du contrôle interne et de la gestion des risques est mise en œuvre dans les processus de contrôle.			12/31/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Les inspections sur place concernant la gestion du risque informatique sont effectuées	1		30/06/2019	01/07/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance		
						La méthodologie de contrôle sur place des établissements et services de paiement est finalisée et approuvée, sur la base des orientations de l'AFC.			30/06/2019	01/07/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
					Un manuel d'orientation méthodologique pour une surveillance efficace des établissements et services de paiement est achevé et approuvé, sur la base des orientations de l'AFC (par la banque centrale).	1		6/30/2020	10/27/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Burundi (BDI)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Les instances de contrôle disposent de capacités suffisantes pour veiller à la mise en œuvre effective du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	2		Les instances de contrôle sont pleinement formées pour être en mesure d'assurer la mise en œuvre du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	Le contrôle des établissements et services de paiement est mis en œuvre dans les processus de contrôle.			12/31/2019	17/01/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Des orientations méthodologiques sont données pour le contrôle basé sur les risques, sur pièces et sur place, des processus comptables des banques et de la qualité des états financiers et prudentiels transmis par les banques à la BRB.			30/04/2021		Mission d'assistance technique		
						La méthodologie pour le contrôle effectif et efficace des processus comptables des banques et de la qualité des états financiers et prudentiels transmis par les banques à la BRB est finalisée et approuvée, sur la base des directives de l'AFC.			31/12/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Une formation est donnée aux superviseurs de la BRB afin de développer leurs capacités de mise en œuvre du guide méthodologique sur le contrôle des établissements et services de paiement	4		30/04/2020	17/01/2020	Mission d'assistance technique		
Burundi (BDI)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d'un contrôle basé sur les risques	2		Les processus basés sur les risques et les manuels y afférents sont mis en pratique	Un projet global pour terminer la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques est rédigé et approuvé (par la BRB).			31/12/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s.o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Une feuille de route globale pour la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques est rédigée pour appuyer la BRB dans la préparation d'un plan d'action.	4		30/04/2020	25/10/2019	Mission d'assistance technique		
						La procédure interne de la BRB pour noter les banques en fonction de leur profil de risque à l'aide du système de notation révisé est finalisée et approuvée.			30/06/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Les banques sont notées conformément au système de notation révisé.	2		12/31/2019	25/10/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Les banques sont effectivement notées selon l'outil de notation révisé (par la banque centrale).	1		30/06/2020	27/10/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Un guide pour l'utilisation de l'outil révisé de notation des banques est rédigé	4		30/06/2019	28/06/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs						
Burundi (BDI)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d'un contrôle basé sur les risques	2		Les processus basés sur les risques et les manuels y afférents sont mis en pratique	La liste des indicateurs d'alerte précoce pertinents est complétée, approuvée et incluse dans le système informatique à automatiser, et ils sont utilisés par les superviseurs hors site (par la banque centrale).	1		30/09/2020	27/10/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o	
						La liste des indicateurs d'alerte avancée pertinents est terminée, approuvée et intégrée dans le système informatique pour être automatisée, et les indicateurs sont utilisés par les superviseurs sur pièces.	4		30/04/2020	17/01/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
	Mettre en application les normes de Bale II et III	Le niveau de fonds propres des banques est conforme à leur profil de risque, à leur stratégie commerciale et à leur niveau de tolérance des risques	2		1. Les banques envoient aux instances de contrôle un rapport d'évaluation sur leur niveau de fonds propres 2. Les instances de contrôle fixent différents niveaux de fonds propres complémentaires pour tenir compte des profils de risques et des capacités de gestion des	Le pilier 2 et l'ICAAP sont mis en œuvre dans les réglementations prudentielles.			31/12/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.		
		Les instances de contrôle ont les compétences voulues pour piloter le processus de mise en œuvre de Bâle II/ III et suivre le respect des nouvelles exigences par les banques			Les instances de contrôle participent à diverses formations et séminaires							Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				2			La méthodologie pour la mise en œuvre du contrôle du nouveau modèle de liquidité à court terme est rédigée, approuvée et mise en place.	1		12/31/2019	26/11/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4 : Largement atteint 3 : Atteint 2 : Partiellement atteint 1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Burundi (BDI)	1. Améliorer les directives de provisionnement réglementaire par rapport aux normes internationales afin de mieux tenir compte du risque de crédit 2. Renforcer la connaissance des IFRS, y compris en ce qui a trait aux interactions entre les IFRS et les règles de provisionnement 3. Accroître l'efficacité du contrôle sur site et sur pièces des banques qui appliquent les IFRS et veiller à la conformité aux normes internationales	Connaissance renforcée des IFRS par les instances de contrôle des BC et par les banques, y compris au regard des questions spécifiques de provisionnement pour concilier les exigences des IFRS et des principes de Bâle	2		Observation par les banques des IFRS et des règles de provisionnement des créances improductives ainsi que le démontrent a) les rapports des auditeurs des banques ; b) les rapports de contrôle	Les agents de la BRB suivent une formation sur la mise en œuvre de la norme IFRS 9 concernant la comptabilité et le provisionnement des prêts improductifs.	3		4/30/2020	28/06/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
					Les agents de la BRB suivent une formation sur le contrôle sur pièces et sur place des états financiers basés sur les IFRS transmis par les banques.			30/04/2021		Mission d'assistance technique			
		Les autorités approuvent un plan d'action qui énonce les principales étapes pour la mise en application des recommandations d'AT en vue de la mise en œuvre des IFRS applicables aux créances improductives	1		Plan d'action approuvé	Une feuille de route est rédigée pour que la BRB mette en œuvre de manière appropriée la norme IFRS 9 dans la réglementation prudentielle et les processus de contrôle.	4		30/04/2020	28/06/2019	Mission d'assistance technique		
					Un plan d'action pour la mise en œuvre de la norme IFRS 9 dans la réglementation prudentielle est rédigé et approuvé.	1		30/06/2020	27/10/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
					Un document de planification approprié est produit pour la mise en œuvre				12/31/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
					Lignes directrices et réglementations publiées conformes aux normes IFRS et Bâle	Les réglementations prudentielles existantes en matière de classification et de provisionnement des crédits sont revues et alignées sur IFRS 9 (par AFC)			30/04/2021	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
					L'amélioration des directives de provisionnement et la mise en œuvre du provisionnement des directives sont proportionnelles au risque de crédit et suffisantes pour l'évaluation de l'adéquation des fonds propres	La réglementation prudentielle sur la classification du risque de crédit et le provisionnement est examinée pour mettre en œuvre la norme IFRS 9, et elle est adoptée.				Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
						La réglementation prudentielle révisée sur la classification et le provisionnement des crédits, rendue conforme à la norme IFRS 9, est approuvée et promulguée (par la banque centrale).			31/12/2021	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3 : Atteint 2 : Partiellement atteint 1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour identifier, mesurer, suivre et contrôler les risques financiers en temps voulu et évaluent leur niveau de fonds propres par rapport à leur profil de risque	4		Adoption de directives et de réglementations pour mesurer et gérer les risque	De nouvelles réglementations prudentielles concernant le contrôle des établissements de paiement et des services de paiement sont adoptées.	4		30/06/2019	27/04/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Les projets d'instruction pour l'application de la réglementation de la COBAC sur le contrôle interne (2016/04), concernant les exigences prudentielles sur la gestion du risque dans les banques, sont révisés.	3		30/04/2020	13/09/2019	Mission d'assistance technique		
						Les instructions révisées pour l'application de la réglementation de la COBAC sur le contrôle interne (2016/04), concernant les exigences prudentielles sur la gestion du risque dans les banques, sont adoptées.			31/12/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3 : Atteint 2 : Partiellement atteint 1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les instances de contrôle suivent les groupes bancaires et leurs ratios prudentiels sur une base consolidée	2		Les banques présentent leurs déclarations à titre individuel et sur une base consolidée	Les superviseurs contrôlent les groupes bancaires de la CEMAC sur une base consolidée ou combinée, à l'aide des processus de contrôle.			31/12/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
					Les nouveaux modèles d'états financiers basés sur les IFRS sont transmis par les groupes bancaires sur une base consolidée ou combinée.	1		12/31/2019	26/11/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
					Les réglementations prudentielles qualitatives en vigueur sont modifiées, ainsi que les exigences proposées pour le contrôle consolidé des groupes bancaires de la CEMAC, et elles sont adoptées.	1		12/31/2019	26/11/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
					La réglementation exige des banques qu'elles observent les limites prudentielles sur une base consolidée	Les ratios quantitatifs prudentiels sont établis sur une base consolidée et inclus dans le cadre des ratios prudentiels à mettre à jour dans le projet global Bâle II/III			12/31/2021`	Mission d'assistance technique			
					Les ratios prudentiels pour le contrôle consolidé des groupes bancaires de la CEMAC sont rédigés, sur la base des réglementations en vigueur.	2		31/12/2021	23/11/2018	Mission d'assistance technique			
					Les ratios prudentiels quantitatifs sont établis sur une base consolidée et intégrés dans le futur cadre des ratios prudentiels devant être actualisés par le projet global Bâle II/III que la COBAC doit lancer.			31/12/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
		Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour mettre en place, entre autres, des conseils d'administration et un contrôle de la direction efficaces et un solide environnement de contrôle	3		Adoption de directives et de réglementations relatives au gouvernement d'entreprise et aux contrôles internes	La réglementation prudentielle sur la gouvernance est examinée et actualisée conformément aux normes internationales, et elle est adoptée.	1		12/31/2019	26/11/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4 : Largement atteint 3 : Atteint 2 : Partiellement atteint 1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d'un contrôle basé sur les risques	3		Les processus basés sur les risques et les manuels y afférents sont mis en pratique	La révision du manuel d'inspection concernant le risque opérationnel est terminée, la nouvelle version est approuvée, et les directives méthodologiques sont mises en œuvre par les inspections sur place.	3		30/06/2019	01/07/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Un plan d'action est approuvé pour mettre à niveau les processus de contrôle sur place des banques, sur la base de la feuille de route fournie par l'AFC pour terminer la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques.	3		30/06/2019	28/01/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Un plan d'action global pour terminer la mise en œuvre complète de la supervision basée sur les risques est approuvé et mis en œuvre, sur la base de la feuille de route fournie par l'AFC.	3		30/06/2019	31/01/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Le nombre d'employés et l'expertise requis pour la supervision bancaire sont évalués, en fonction de critères objectifs et en tenant compte de la portée complète des missions de la COBAC, et cette évaluation est approuvée.	2		30/06/2019	09/12/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Le niveau des effectifs de la COBAC est significativement renforcé pour s'assurer la mise en œuvre effective de la supervision basée sur les risques	1		31/12/2019	26/11/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Un plan d'action est approuvé pour mettre à niveau les processus de contrôle sur place des établissements de crédit, sur la base de la feuille de route fournie par l'AFC pour terminer la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques.	3		30/06/2019	28/01/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						La révision du manuel d'inspection concernant le risque de crédit est terminée, la nouvelle version est approuvée, et les directives méthodologiques sont mises en œuvre par les inspections sur place.			30/06/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Les inspecteurs reçoivent des orientations méthodologiques pour mettre en œuvre la supervision basée sur les risques, effectué sur place, du risque de liquidité afin d'actualiser le manuel d'inspection.	4		30/04/2020	13/09/2019	Mission d'assistance technique		

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d'un contrôle basé sur les risques	3		Le niveau des effectifs est revu et renforcé	La révision du manuel d'inspection concernant le risque de liquidité est terminée, la nouvelle version est approuvée, et les directives méthodologiques sont mises en œuvre par les inspections sur place.			30/06/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Les inspecteurs reçoivent des orientations méthodologiques pour mettre en œuvre la supervision basée sur les risques, effectué sur place, du risque de marché afin d'actualiser le manuel d'inspection.			30/04/2021		Mission d'assistance technique		
						La révision du manuel d'inspection concernant le risque de marché est terminée, la nouvelle version est approuvée, et les directives méthodologiques sont mises en œuvre par les inspections sur place.			30/06/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Le modèle actuel de notation bancaire SYSCO 2 est revu pour le rendre plus axé sur les risques conformément aux normes et meilleures pratiques internationales (par AFC)	4		30/04/2021	22/05/2020	Mission d'assistance technique		
						Le modèle de notation bancaire SYSCO 3 révisé est testé, validé et mis en œuvre (par le SG-COBAC)	2		30/09/2021	26/06/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance		
						Un manuel d'orientation méthodologique est rédigé pour mettre en œuvre un processus de notation bancaire basé sur le risque en utilisant le modèle SYSCO 3 révisé (par AFC)	4		30/04/2021	26/06/2020	Mission d'assistance technique		
						Des orientations méthodologiques sont reçues par les inspecteurs pour le contrôle sur place des établissements de paiement, afin d'enrichir le manuel d'inspection (par AFC)			30/04/2021		Mission d'assistance technique		
						La révision du manuel d'inspection sur les établissements de paiement est terminée, la nouvelle version est approuvée et des orientations méthodologiques sont mises en œuvre par le biais d'inspections sur place (par la COBAC)			30/06/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Le modèle révisé de notation bancaire SYSCO est adapté pour mettre en œuvre un processus de notation des institutions de microfinance (IMF) basé sur le risque et tenant compte des spécificités des IMF.	3		4/30/2021	10/16/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Le cadre actuel des indicateurs de surveillance et d'alerte précoce des établissements bancaires est revu et amélioré pour être davantage axé sur les risques.	2		4/30/2021	10/23/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)	Mettre en application les normes de Bale II et III	Les superviseurs traitent en temps opportun les pratiques ou activités dangereuses et non sûres qui pourraient présenter des risques pour les banques ou le système bancaire	2		Les superviseurs appliquent des sanctions et adoptent rapidement des mesures correctives pour résoudre les problèmes bancaires	Un plan d'action est approuvé pour moderniser le processus d'intervention précoce sur les institutions de microfinance en difficulté (par la COBAC)	1		31/12/2019	26/11/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Les processus opérationnels liés à la gestion des mesures de surveillance pour remédier aux infractions aux réglementations prudentielles sont passés en revue et des directives internes pour leur mise à niveau sont reçues (par AFC).	3		30/04/2020	06/03/2020	Mission d'assistance technique		
						Un plan d'action est approuvé pour moderniser les processus opérationnels liés à la gestion des mesures de surveillance pour lutter contre les infractions à la réglementation prudentielle (par la COBAC).			31/12/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Les superviseurs suivent la mise en œuvre des mesures correctives et intensifient les actions au besoin	3		30/04/2021	09/10/2020	Mission d'assistance technique		
		La législation et réglementation bancaire est alignée sur les exigences de Bâle II/ III	2		La nouvelle réglementation applicable aux fonds propres et les exigences minimales sont conformes aux exigences de Bâle II/ III	Une nouvelle réglementation concernant le ratio de levier est adoptée conformément aux exigences de Bâle III.			31/12/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Une réglementation actualisée sur le calcul du capital est adoptée afin de se conformer pleinement à Bâle III.	1		30/04/2020	26/11/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Une feuille de route est rédigée pour que la COBAC (i) procède à l'actualisation globale des réglementations prudentielles sur les normes de fonds propres et les ratios de liquidité pour mettre en œuvre les normes de Bâle II/III et (ii) prépare en conséquence une actualisation ultérieure des réglementations associées.	4		30/04/2020	20/09/2019	Mission d'assistance technique		

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation :  4: Largement atteint  3: Atteint  2: Partiellement atteint  1: Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)	Mettre en application les normes de Bale II et III	La législation et réglementation bancaire est alignée sur les exigences de Bâle II/ III	2		La nouvelle réglementation applicable aux liquidités est conforme aux exigences de Bâle III	Un plan d'action est rédigé et approuvé par la COBAC pour établir un plan de réforme afin de mettre en œuvre Bâle II/III et de réviser toutes les réglementations prudentielles touchées sur une base individuelle et consolidée.	2		30/06/2020	29/06/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s.o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Approbation et adoption d'une norme de fonds propres révisée conforme à Bâle II/III.			31/12/2022	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
						Approbation et adoption d'un ratio de liquidité révisé conforme à Bâle II/III.			31/12/2021	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
						Approbation et adoption d'un ratio structurel de liquidité à long terme révisé conforme à Bâle II/III.			31/12/2021	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
						Un ratio de financement stable révisé (NSFR) conforme à Bâle III est approuvé et mis en vigueur			31/12/2021	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
		Les banques envoient aux instances de contrôle un rapport d'évaluation sur leur niveau de fonds propres			31/12/2021	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique							
		Le niveau de fonds propres des banques est conforme à leur profil de risque, à leur stratégie commerciale et à leur niveau de tolérance des risques	2		Les instances de contrôle fixent différents niveaux de fonds propres complémentaires pour tenir compte des profils de risques et des capacités de gestion des risques des différentes banques	L'ICAAP est intégré dans les exigences prudentielles et adopté.			31/12/2021	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
						Le pilier 2 est intégré dans les exigences prudentielles et adopté.			31/12/2021	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4 : Largement atteint 3 : Atteint 2 : Partiellement atteint 1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs						
République démocratique du Congo (RDC)	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les fondements légaux/ réglementaires du régime d'agrément définissent les mesures et critères essentiels qui régissent l'octroi (et le retrait) des agréments et imposent des conditions réglementaires le cas échéant	4		Le dispositif réglementaire qui régit les agréments a été revu et les lacunes éventuelles ont été comblées	Adoption de la réglementation révisée sur les agréments des auditeurs externes des banques.	4		30/06/2019	14/05/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.	
					Adoption de la réglementation révisée sur les agréments des banques.	4		30/06/2019	14/05/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique				
					Publication d'un guide de demande d'agrément définissant les critères quantitatifs et qualitatifs et d'autres exigences pour la présentation de demandes d'agrément	Adoption de la réglementation révisée sur les agréments des administrateurs et des membres du conseil d'administration des banques.	4		30/06/2019	14/05/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
					Les modèles révisés pour les demandes d'agrément sont terminés et adoptés.	1		30/06/2019	26/11/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique				
		Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour identifier, mesurer, suivre et contrôler les risques financiers en temps voulu et évaluent leur niveau de fonds propres par rapport à leur profil de risque	4		Adoption de directives et de réglementations pour mesurer et gérer les risques	Rédaction d'une réglementation prudentielle intégrant des exigences spécifiques applicables aux établissements et services de paiement.				30/04/2021				Mission d'assistance technique
					Des directives sont données pour la rédaction d'une méthodologie de contrôle sur place relative à la mise en oeuvre d'une nouvelle réglementation (instruction 22) sur la gestion des risques dans les institutions de crédit	4		30/04/2020	07/06/2019	Mission d'assistance technique				
					Adoption d'une nouvelle réglementation prudentielle applicable aux établissements et services de paiement.				31/12/2021	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique				
					Une feuille de route pour établir une réglementation et un cadre de contrôle des établissements et services de paiement appropriés est rédigée pour la BCC.				30/04/2021	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique				
					Un plan d'action pour la mise en oeuvre d'une nouvelle réglementation et d'un nouveau cadre de contrôle pour les établissements de paiement, les services de paiement et la monnaie électronique est rédigé et approuvé.				30/06/2021	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique				
					La directive n° 24 existante sur la monnaie électronique est revue en vue de l'élaboration d'un nouveau règlement prudentiel applicable aux établissements et services de paiement (par AFC).	4		30/04/2021	10/09/2020	Mission d'assistance technique				

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3 : Atteint 2 : Partiellement atteint 1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République démocratique du Congo (RDC)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Les instances de contrôle disposent de capacités suffisantes pour veiller à la mise en œuvre effective du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	2		Les instances de contrôle sont pleinement formées pour être en mesure d'assurer la mise en œuvre du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	Les superviseurs mettent en œuvre la supervision basée sur les risques, sur pièces et sur place, du risque de crédit et du risque opérationnel dans les processus de contrôle, sur la base des orientations méthodologiques fournies.	2		31/12/2019	26/11/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Les superviseurs spécialisés en technologies de l'information suivent une formation supplémentaire sur le contrôle sur place du risque informatique, sur la base du manuel en vigueur sur ce sujet.			30/04/2021	Mission d'assistance technique			
						Les superviseurs effectuent les inspections du risque informatique en se basant sur la méthodologie en vigueur.			31/12/2021	Mission d'assistance technique			
						Les rapports d'inspection sur les banques sont davantage axés sur les risques et ils définissent les principaux risques quantitatifs et qualitatifs	2		Les superviseurs mettent en œuvre la supervision basée sur les risques, effectuée sur pièces, de la réglementation prudentielle et de l'analyse financière des banques.	2			
		Les superviseurs mettent en œuvre le contrôle basé sur les risques des cinq instructions qualitatives révisées (n° 17, 18, 19, 21 et 22), par les processus de contrôle.	2		12/31/2019	26/11/2019			Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique				
		Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d'un contrôle basé sur les risques	4		Les processus basés sur les risques et les manuels y afférents sont mis en pratique	Des directives méthodologiques sont rédigées pour mettre en œuvre la supervision basée sur les risques, effectuée sur place, du contrôle interne dans les établissements de crédit, sur la base de l'instruction révisée n° 17.	4		30/04/2020	22/03/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	
						Des directives méthodologiques sont rédigées pour mettre en œuvre la supervision basée sur les risques, effectuée sur place, de la gestion des risques dans les établissements de crédit, sur la base de l'instruction révisée n° 22.	4		30/04/2020	07/06/2019	Mission d'assistance technique		
						Des directives méthodologiques sont rédigées pour mettre en œuvre la supervision basée sur les risques, effectuée sur place, de la gouvernance dans les établissements de crédit, sur la base de l'instruction révisée n° 21.	4		30/04/2020	22/03/2019	Mission d'assistance technique		

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4 : Largement atteint 3 : Atteint 2 : Partiellement atteint 1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République démocratique du Congo (RDC)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d'un contrôle basé sur les risques	4		Les structures de supervision et de responsabilités sont approuvées pour permettre une plus grande coopération	Les manuels de directives méthodologiques rédigés pour les inspections sur place du contrôle interne, de la gestion des risques et de la gouvernance, sur la base des instructions révisées n° 17, 22 et 21, sont approuvés et mis en œuvre.			31/12/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Le système de notation des banques CAMELS/ORAP en vigueur est examiné et ajusté à l'aide des normes internationales et instructions prudentielles révisées de la BCC les plus récentes.	4		30/04/2020	07/02/2020	Mission d'assistance technique		
						Le système de notation des banques CAMELS/ORAP révisé est approuvé et mis en œuvre.			31/12/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
	1. Améliorer les directives de provisionnement réglementaire par rapport aux normes et pratiques optimales internationales afin de mieux tenir compte du risque de crédit 2. Renforcer la connaissance des IFRS, y compris en ce qui a trait aux interactions entre les IFRS et les règles de provisionnement 3. Accroître l'efficacité du contrôle sur site et sur pièces des banques qui appliquent les IFRS et veiller à la conformité aux normes internationales	Connaissance renforcée des IFRS par les instances de contrôle des BC et les banques, y compris au regard des questions spécifiques de provisionnement pour concilier les exigences des IFRS et des principes de Bâle	2		Capacité des instances de contrôle dans l'application des IFRS et dans la conciliation des exigences de comptabilité et de réglementation, ainsi que le démontrent les améliorations des banques au regard du point 1 ci-dessus	La norme IFRS 9 est mise en œuvre dans les réglementations prudentielles.			31/12/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Les banques transmettent les états financiers basés sur les IFRS à la BCC avec exactitude, et les superviseurs peuvent en évaluer la qualité et effectuer leur contrôle et analyse sur place.	2		31/12/2019	30/10/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
République démocratique du Congo (RDC)	Mettre en application les normes de Bale II et III	Le niveau de fonds propres des banques est conforme à leur profil de risque, à leur stratégie commerciale et à leur niveau de tolérance des risques	2		Les banques envoient aux instances de contrôle un rapport d'évaluation sur leur niveau de fonds propres. Les instances de contrôle fixent différents niveaux de fonds propres complémentaires pour tenir compte des profils de risques et des capacités de gestion des risques des différentes banques	L'ICAAP est intégré dans les réglementations prudentielles.			30/12/2022		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
		Les instances de contrôle ont les compétences voulues pour piloter le processus de mise en œuvre de Bâle II/ III et suivre le respect des nouvelles exigences par les banques	2		Les instances de contrôle participent à diverses formations et séminaires sur la question	Une formation est donnée sur les normes ICAAP et les défis posés par leur mise en œuvre pour la BCC.	4		30/04/2020	07/06/2019	Mission d'assistance technique		
		Les instances de contrôle participent activement à l'élaboration de nouvelles réglementations et travaillent sur d'autres parties du projet			Les instances de contrôle participent activement à l'élaboration de nouvelles réglementations et travaillent sur d'autres parties du projet	Une feuille de route est rédigée pour un projet de mise en œuvre plus approfondie d'ICAAP dans le domaine de la régulation prudentielle des banques	4		30/04/2020	07/06/2019	Mission d'assistance technique		
		Les banques ont des fonds propres adéquats composés d'instruments de fonds propres de haute qualité qui est conforme à la réglementation émise sur Bâle II / III			Les informations fournies par les banques montrent que leur adéquation des fonds propres et leur exposition au risque sont conformes aux nouvelles exigences	Un nouveau règlement prudentiel sur les exigences de gestion des risques dans les établissements de crédit est élaboré conformément aux normes internationales (par AFC). Le nouveau règlement de la BCC sur la divulgation d'information financière (mise en œuvre du pilier 3) dans le secteur bancaire est revu.	4		30/04/2020	22/11/2019	Mission d'assistance technique		

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3: Atteint 2: Partiellement atteint 1: Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Sao Tomé-et-Principe (STP)	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour identifier, mesurer, suivre et contrôler les risques financiers en temps voulu et évaluent leur niveau de fonds propres par rapport à leur profil de risque	2		Adoption de directives et de réglementations pour mesurer et gérer les risques	Une nouvelle réglementation prudentielle sur les exigences de gestion des risques dans les établissements de crédit est rédigée pour la BCSTP conformément aux normes internationales.	4		30/04/2020	22/11/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						La nouvelle réglementation prudentielle sur les exigences de gestion des risques est terminée et adoptée.	2		31/12/2020	24/09/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Des directives pour la mise en œuvre effective et efficace par les banques de la nouvelle réglementation prudentielle sur la gestion des risques (soulignant les principaux domaines de risques qui doivent être mieux gérés) sont rédigées pour la BCSTP.	4		30/04/2020	22/11/2019	Mission d'assistance technique		
						Des lignes directrices pour une mise en œuvre efficace et efficiente du nouveau règlement prudentiel sur la gestion des risques sont finalisées, discutées avec le secteur bancaire et publiées (par la Banque centrale).	1		30/06/2020	24/09/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Les réglementations prudentielles relatives à la gestion du risque de crédit sont mises à jour conformément aux normes internationales, concernant par exemple: limitations du risque de crédit (par AFC).			30/04/2022		Mission d'assistance technique		
						La réglementation prudentielle sur la gestion du risque de liquidité est mise à jour conformément aux normes internationales (par AFC)			30/04/2022		Mission d'assistance technique		
						Un règlement prudentiel révisé sur la gestion du risque de crédit est achevé, approuvé et adopté (par la banque centrale).			30/06/2022		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Un règlement prudentiel révisé sur la gestion du risque de liquidité est achevé, approuvé et adopté (par la Banque centrale).			30/06/2020		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Des lignes directrices à l'intention des banques pour leur mise en œuvre efficace et efficiente de la planification de la continuité des activités sont rédigées pour le BCSTP en tenant compte des meilleures pratiques pertinentes (par l'AFC).	4		30/04/2020	22/11/2019	Mission d'assistance technique		

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES

(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation :  4 : Largement atteint  3 : Atteint  2 : Partiellement atteint  1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Sao Tomé-et-Principe (STP)	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour identifier, mesurer, suivre et contrôler les risques financiers en temps voulu et évaluent leur niveau de fonds propres par rapport à leur profil de risque	2		Adoption de directives et de réglementations pour mesurer et gérer les risques	Des directives pour une mise en œuvre efficace et efficiente de la planification de la continuité des activités sont achevées, approuvées et adoptées (par la Banque centrale).	1		30/09/2020	24/09/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Des directives à l'intention des banques pour leur mise en œuvre efficace et efficiente de la gestion des risques informatiques sont élaborées pour le BCSTP (par l'AFC)	4		30/04/2020	22/11/2019	Mission d'assistance technique		
						Des directives pour une mise en œuvre efficace et efficiente de la gestion des risques informatiques sont achevées, discutées avec le secteur bancaire et divulguées (par la banque centrale).	1		30/09/2020	24/09/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour mettre en place, entre autres, des conseils d'administration et un contrôle de la direction efficaces et un solide environnement de contrôle	2		Adoption de directives et de réglementations relatives au gouvernement d'entreprise et aux contrôles internes	Les réglementations prudentielles sur le contrôle interne et la conformité sont finalisées, approuvées et publiées.	2		30/06/2019	22/11/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Les processus de contrôle sont axés sur les problèmes de gouvernance, comme recommandé.	1		31/12/2019	15/11/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
						Les instances de contrôle revoient à intervalle régulier le cadre réglementaire et formulent des suggestions pour mettre à niveau la réglementation à partir de l'évolution du secteur bancaire et des normes internationales	2		Les ressources humaines appropriées sont renforcées pour gérer la progression des réformes réglementaires en interne.	1			
Les instances de contrôle suivent l'application de cette réglementation dans leurs activités courantes													

CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021 & 2022 POUR REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES
(En date du 03 Février 2021)

Echelle de notation : 4: Largement atteint 3 : Atteint 2 : Partiellement atteint 1 : Pas atteint

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations			Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires & notations			Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Valeurs	Couleurs		Descriptions	Valeurs	Couleurs					
Sao Tomé-et-Principe (STP)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Les instances de contrôle disposent de capacités suffisantes pour veiller à la mise en œuvre effective du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	2		Les instances de contrôle sont pleinement formées pour être en mesure d'assurer la mise en œuvre du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	Le contrôle du risque de crédit basé sur les risques est mis en œuvre par les processus de supervision (Par la Banque Centrale)			30/12/2022		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
						Un nouveau manuel de supervision (supervision hors site et sur site basée sur les risques) est élaboré (par AFC)	3		30/04/2021	27/11/2020	Mission d'assistance technique		
						Un nouveau manuel de supervision (supervision hors site et sur site basée sur les risques) est mis en œuvre (par AFC)			30/09/2021		Mission d'assistance technique		
						Les instances de supervision sont formes pour mettre en oeuvre le nouveau modele de notation, y compris la detection precoce des risques	4		30/04/2020	17/05/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
		Le nombre d'employés et l'expertise requis pour la supervision bancaire sont évalués, en fonction de critères objectifs et en tenant compte de la portée complète des missions de la BCSTP, et cette évaluation est approuvée.	2		30/06/2019	22/11/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique						
	Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d'un contrôle basé sur les risques	2		Les processus basés sur les risques et les manuels y afférents sont mis en pratique	Le niveau des effectifs est revu et renforcé	1		31/12/2019	29/06/2020				



ANNEXE 2

ACTIVITES REALISEES PAR PAYS Mai à Octobre 2020 (En nombre d'activités)

Pays / Type d'activité (en nombre d'activités)	Mai à octobre 2020								
	Programmation	Réalisation						Total général	Taux de réalisation (en %)
		Missions	Webinaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours			
Burundi	2	3	0	0	0	0	3	150	
Cameroun	10	5	0	0	0	0	5	50	
Congo	7	8	0	0	0	0	8	114	
Gabon	12	5	0	0	0	0	5	42	
Guinée équatoriale	6	3	0	0	0	0	3	50	
République Centrafricaine	10	4	0	0	0	0	4	40	
République Démocratique du Congo	8	8	0	0	0	0	8	100	
Sao Tomé-et-Principe	8	7	0	0	0	0	7	88	
Tchad	7	3	0	0	0	0	3	43	
Institutions régionales	9	8	0	0	0	0	8	89	
Webinaires régionaux et cours	3	0	16	0	0	0	16	533	
Total général	82	54	16	0	0	0	70	85	
Pays fragiles	42	33	0	0	0	0	33	79	
Pays de la CEMAC	52	28	0	0	0	0	28	54	

Pays fragiles : Burundi, Congo, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe et Tchad

Pays de la CEMAC : Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République Centrafricaine et Tchad



ANNEXE 2

ACTIVITES REALISEES PAR DOMAINE Mai à Octobre 2020 (En nombre d'activités)

Domaine / Type d'activité (en nombre d'activités)	Mai à octobre 2020							
	Programmation	Réalisation						
		Missions	Webinaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours	Total général	Taux de réalisation (en %)
Administration douanière	14	6	0	0	0	0	6	57
Administration fiscale	14	7	0	0	0	0	7	71
Gestion des finances publiques	15	10	7	0	0	0	17	113
<i>Budget</i>	8	6	5	0	0	0	11	225
<i>Comptabilité publique et gestion de la trésorerie</i>	7	4	2	0	0	0	6	171
Analyse et prévisions macrobudgétaires	8	7	2	0	0	0	9	200
Statistiques des finances publiques	6	4	2	0	0	0	6	117
Statistiques macroéconomiques	9	8	3	0	0	0	11	133
Gestion de la dette publique	9	5	2	0	0	0	7	78
Régulation et supervision bancaires	7	7	0	0	0	0	7	100
Total général	82	54	16	0	0	0	70	85

Notes :

- Le domaine gestion des finances publiques inclut les activités en liens avec la gestion budgétaire, la comptabilité et la gestion de la trésorerie, et l'analyse et les prévisions macrobudgétaires.
- Les réalisations du premier semestre de l'année fiscale 2021 dans le domaine de la gestion de la dette publique sont présentés ici à titre indicatif en raison du financement des activités de ce domaine par le mécanisme Debt Management Facility (DMF) du Fonds monétaire international.



ANNEXE 3

RESSOURCES PAR PAYS MAI à OCTOBRE 2020 (En personnes semaines)

Pays /Type d'activité (en nombre de personnes semaines)	Mai à octobre 2020								
	Programmation	Utilisation						Total général	Taux d'utilisation (en %)
		Missions	Webinaires régionaux	Visites professionnelles	Cours	HQ Led Missions			
Burundi	3,0	10,0	0,0	0,0	0,0	0,0	10,0	333,3	
Cameroun	38,5	11,5	0,0	0,0	0,0	0,0	11,5	29,9	
Congo	24,5	23,0	0,0	0,0	0,0	0,0	23,0	93,9	
Gabon	37,0	13,0	0,0	0,0	0,0	0,0	13,0	35,1	
Guinée équatoriale	14,0	8,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8,0	57,1	
République Centrafricaine	30,5	16,0	0,0	0,0	0,0	0,0	16,0	52,5	
République Démocratique du Congo	29,5	29,0	0,0	0,0	0,0	0,0	29,0	98,3	
Sao Tomé-et-Principe	24,5	21,7	0,0	0,0	0,0	0,0	21,7	88,6	
Tchad	19,0	13,0	0,0	0,0	0,0	0,0	13,0	68,4	
Institutions régionales	27,5	23,0	0,0	0,0	0,0	0,0	23,0	83,6	
Webinaires régionaux et cours	10,0	0,0	37,9	0,0	0,0	0,0	37,9	379,0	
Total général	258,0	168,2	37,9	0,0	0,0	0,0	206,1	79,9	
Pays fragiles¹	131,0	112,7	0,0	0,0	0,0	0,0	112,7	86,0	
Pays de la CEMAC²	163,5	84,5	0,0	0,0	0,0	0,0	84,5	51,7	

¹ Burundi, Congo, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe et Tchad

² Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République Centrafricaine et Tchad



ANNEXE 3
RESSOURCES PAR DOMAINE
MAI à OCTOBRE 2020
(En personnes semaines)

Domaine / Type d'activité (en nombre d'activités)	Mai à octobre 2020								
	Programmation	Réalisation						Total général	Taux de réalisation (en %)
		Missions	Webinaires régionaux	Visites professionnelles	Cours	HQ Led Missions			
Administration douanière	21,5	11,5	0,0	0,0	0,0	0,0	11,5	53,5	
Administration fiscale	28,5	20,0	0,0	0,0	0,0	0,0	20,0	70,2	
Gestion des finances publiques	56,0	31,5	11,8	0,0	0,0	0,0	43,3	77,3	
<i>Budget</i>	26,5	20,0	5,9	0,0	0,0	0,0	25,9	97,7	
<i>Comptabilité et gestion de la trésorerie</i>	29,5	11,5	5,9	0,0	0,0	0,0	17,4	59,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	37,0	21,0	7,4	0,0	0,0	0,0	28,4	76,8	
Statistiques des finances publiques	31,0	15,0	6,0	0,0	0,0	0,0	21,0	67,7	
Statistiques macroéconomiques	33,5	27,2	8,5	0,0	0,0	0,0	35,7	106,6	
Gestion de la dette publique	29,5	20,0	4,2	0,0	0,0	0,0	24,2	82,0	
Régulation et supervision bancaires	21,0	22,0	0,0	0,0	0,0	0,0	22,0	104,8	
Total général	258,0	168,2	37,9	0,0	0,0	0,0	206,1	79,9	

Notes :

- Le domaine gestion des finances publiques inclut les activités en liens avec la gestion budgétaire, la comptabilité et la gestion de la trésorerie, et l'analyse et les prévisions macrobudgétaires.
- Les réalisations du premier semestre de l'année fiscale 2021 dans le domaine de la gestion de la dette publique sont présentés ici à titre indicatif en raison du financement des activités de ce domaine par le mécanisme Debt Management Facility (DMF) du Fonds monétaire international.

ANNEXE 3-A
SUIVI DES RESSOURCES PAR PAYS AU 31 OCTOBRE 2020
(EN PERSONNES SEMAINES)

Pays/Domaine d'intervention	Ressources programmées				Ressources programmées				Ressources utilisées				Taux d'utilisation (en %)
	Année fiscale 2021				Mai à octobre 2020				Mai à octobre 2020				
	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT	Total	
	Siège	Site			Siège	Site			Siège	Site			
I - MISSIONS													
AFRISTAT	1,5	1,0	0,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration douanière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques macroéconomiques	1,5	1,0	0,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion de la dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
BEAC	2,0	3,0	3,0	8,0	1,0	1,0	1,0	3,0	2,0	2,0	0,0	4,0	133,3
Administration douanière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques macroéconomiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion de la dette publique	2,0	3,0	3,0	8,0	1,0	1,0	1,0	3,0	2,0	2,0	0,0	4,0	4,0
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CEMAC	9,0	5,0	9,0	23,0	4,5	4,0	6,0	14,5	2,0	2,0	2,0	6,0	41,4
Administration douanière	4,0	0,0	4,0	8,0	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	2,0	0,0	2,5	2,5
Gestion des finances publiques	4,0	4,0	3,0	11,0	2,5	3,0	3,0	8,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	1,0	1,0	2,0	4,0	1,0	1,0	2,0	4,0	1,5	0,0	2,0	3,5	3,5
Statistiques des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques macroéconomiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion de la dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
COBAC	4,0	6,0	5,0	15,0	3,0	4,0	3,0	10,0	5,0	5,0	3,0	13,0	130,0
Administration douanière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques macroéconomiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion de la dette publique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Régulation et supervision bancaires	4,0	6,0	5,0	15,0	3,0	4,0	3,0	10,0	5,0	5,0	3,0	13,0	13,0
Total Missions	129,0	138,0	158,0	425,0	76,0	78,0	94,0	248,0	56,0	69,2	43,0	168,2	67,8
II - SEMINAIRES REGIONAUX ET COURS													
Administration douanière	1,0	1,0	2,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale	2,0	1,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gestion des finances publiques	5,0	4,0	2,0	11,0	1,0	1,0	0,0	2,0	8,0	3,8	0,0	11,8	11,8
Analyse et prévisions macrobudgétaires	3,0	2,0	2,0	7,0	2,0	1,0	2,0	5,0	4,5	2,9	0,0	7,4	7,4
Statistiques des finances publiques	2,0	1,0	1,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,5	2,5	0,0	6,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	1,5	1,0	0,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	5,0	3,5	0,0	8,5	8,5
Gestion de la dette publique	2,0	1,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,0	1,2	0,0	4,2	4,2
Régulation et supervision bancaires	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	1,0	1,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Séminaires et cours	17,5	12,0	12,0	41,5	4,0	3,0	3,0	10,0	24,0	13,9	0,0	37,9	37,9
TOTAL MISSIONS + SEMINAIRES ET COURS (I+II)	146,5	150,0	170	466,5	80,0	81,0	97,0	258,0	80,0	83,1	43,0	206,1	79,9
Pays fragiles¹	76,0	84,0	95,0	255,0	40,0	41,0	50,0	131,0	36,5	46,2	30,0	112,7	86,0
Pays de la CEMAC²	76,0	79,0	95,0	250,0	51,5	49,0	63,0	163,5	24,5	40,0	20,0	84,5	51,7

¹ Burundi, Congo, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe et Tchad

² Cameroun, République du Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République Centrafricaine et Tchad

ANNEXE 3-B
SUIVI DES RESSOURCES PAR DOMAINE AU 31 OCTOBRE 2020
(EN PERSONNES SEMAINES)

Domaine d'intervention/Pays	Ressources programmées			Ressources programmées			Ressources utilisées				Taux d'utilisation (en %)		
	Année fiscale 2021			Mai à octobre 2020			Mai à octobre 2020						
	Conseillers		ECT	Conseillers		ECT	Conseillers		ECT	Conseillers			
	Siège	Site		Siège	Site		Siège	Site					
I - MISSIONS													
Statistiques macroéconomiques	18,0	13,0	15,0	46,0	12,5	11,0	10,0	33,5	12,0	6,2	9,0	27,2	81,2
Burundi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,5	0,0	2,0	4,5	
Cameroun	3,0	4,0	1,0	8,0	3,0	4,0	1,0	8,0	1,5	2,0	0,0	3,5	
Congo	1,5	0,0	2,0	3,5	1,5	0,0	2,0	3,5	1,5	0,0	2,0	3,5	
Gabon	1,5	0,0	2,0	3,5	1,5	0,0	2,0	3,5	0,0	0,0	0,0	0,0	
Guinée équatoriale	1,5	0,0	2,0	3,5	1,5	0,0	2,0	3,5	1,5	0,0	2,0	3,5	
République Centrafricaine	2,5	2,0	2,0	6,5	1,5	2,0	0,0	3,5	0,0	0,0	0,0	0,0	
République Démocratique du Congo	1,5	2,0	2,0	5,5	1,5	2,0	2,0	5,5	1,5	1,0	2,0	4,5	
Sao Tomé-et-Principe	2,5	2,0	2,0	6,5	1,0	2,0	0,0	3,0	2,5	2,2	0,0	4,7	
Tchad	2,5	2,0	2,0	6,5	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	1,0	1,0	3,0	
AFRISTAT	1,5	1,0	0,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
BEAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
CEMAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
COBAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Gestion de la dette publique	14,5	18,0	22,0	54,5	8,5	10,0	11,0	29,5	8,0	10,0	2,0	20,0	67,8
Burundi	1,0	1,0	1,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Cameroun	2,0	4,0	4,0	10,0	1,0	2,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Congo	1,0	2,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Gabon	0,5	1,0	0,0	1,5	0,5	1,0	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	
Guinée équatoriale	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	1,0	2,0	0,0	3,0	
République Centrafricaine	1,0	0,0	2,0	3,0	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
République Démocratique du Congo	2,0	4,0	2,0	8,0	2,0	4,0	2,0	8,0	5,0	6,0	2,0	13,0	
Sao Tomé-et-Principe	2,0	0,0	4,0	6,0	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Tchad	2,0	1,0	4,0	7,0	1,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
AFRISTAT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
BEAC	2,0	3,0	3,0	8,0	1,0	1,0	1,0	3,0	2,0	2,0	0,0	4,0	
CEMAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
COBAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Régulation et supervision bancaires	12,0	20,0	21,0	53,0	5,0	6,0	7,0	18,0	8,0	7,0	7,0	22,0	122,2
Burundi	3,0	6,0	6,0	15,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Cameroun	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Congo	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Gabon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Guinée équatoriale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
République Centrafricaine	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
République Démocratique du Congo	3,0	6,0	4,0	13,0	1,0	2,0	0,0	3,0	2,0	2,0	0,0	4,0	
Sao Tomé-et-Principe	2,0	2,0	6,0	10,0	1,0	0,0	4,0	5,0	1,0	0,0	4,0	5,0	
Tchad	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
AFRISTAT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
BEAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
CEMAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
COBAC	4,0	6,0	5,0	15,0	3,0	4,0	3,0	10,0	5,0	5,0	3,0	13,0	
Total missions	129,0	138,0	158,0	425,0	76,0	78,0	94,0	248,0	56,0	69,2	43,0	168,2	67,8
II - SEMINAIRES ET COURS													
Administration douanière	1,0	1,0	2,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Administration fiscale	2,0	1,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Gestion des finances publiques	5,0	4,0	2,0	11,0	1,0	1,0	0,0	2,0	8,0	3,8	0,0	11,8	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	3,0	2,0	2,0	7,0	2,0	1,0	2,0	5,0	4,5	2,9	0,0	7,4	
Statistiques des finances publiques	2,0	1,0	1,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,5	2,5	0,0	6,0	
Statistiques macroéconomiques	1,5	1,0	0,0	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	5,0	3,5	0,0	8,5	
Gestion de la dette publique	2,0	1,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,0	1,2	0,0	4,2	
Régulation et supervision bancaires	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	1,0	1,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Total séminaires et cours	17,5	12,0	12,0	41,5	4,0	3,0	3,0	10,0	24,0	13,9	0,0	37,9	379,0
TOTAL MISSIONS + SEMINAIRES ET COURS (I+II)	146,5	150,0	170,0	466,5	80,0	81,0	97,0	258,0	80,0	83,1	43,0	206,1	79,9



ANNEXE 3-C
REALISATIONS DETAILLEES DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2021 PAR PAYS/INSTITUTIONS



Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
BEAC	Gestion de la dette publique	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Webinaire sur le plan annuel de financement	21 - 29 Septembre 2020	2,0	2,0	0,0	4,0
Burundi	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19	27 septembre - 10 octobre 2020	0,0	0,0	0,0	0,0
Burundi	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement du contrôle de la valeur des marchandises déclarées en douane	27 septembre - 10 octobre 2020	0,5	0,0	2,0	2,5
Burundi	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes fiscales pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19.	26 octobre - 06 novembre 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Burundi	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Digitalisation des paiements et déclarations des impôts	26 octobre - 06 novembre 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Burundi	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Webinaire : Formation sur les Equilibres Ressources Emplois et appui au passage au SCN 2008	12 - 23 Octobre 2020	2,5	0,0	2,0	4,5
Cameroun	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19	5 - 8 Mai 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Cameroun	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes fiscales pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19 / Préparation d'un plan stratégique de digitalisation.	18 - 29 Mai 2020	0,5	2,0	0,0	2,5
Cameroun	Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire dans les Ministères ordonnateurs de budgets (Mise en place du cadre du réseau des comptables matières) - A distance	22 - 28 Juin 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Cameroun	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration du système de comptabilité de l'Etat	19 Mai - 20 Juin 2020	0,5	2,0	0,0	2,5



ANNEXE 3-C
REALISATIONS DETAILLEES DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2021 PAR PAYS/INSTITUTIONS



Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Cameroun	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à la retropolation et la mise en place de la série complète des comptes nationaux selon la nouvelle année de base 2016 conforme au SCN 2008	14 - 25 Septembre 2020	1,5	2,0	0,0	3,5
CEMAC	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Appui à la rédaction des avants projets prioritaires de procédures fiscales (modernisation des déclarations et paiements, digitalisation des procédures, recouvrement et immatriculation)	20 - 31 juillet 2020	0,5	2,0	0,0	2,5
CEMAC	Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Atelier de validation du projet de directive et du projet de guide de la comptabilité matières	29 Juin - 5 Juillet 2020	1,5	0,0	2,0	3,5
COBAC	Régulation et supervision bancaires	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Refonte du modèle de notation SYSCO 2 des établissements de crédit (partie1)	18-22 mai 2020 : WFH Virtual TA (Covid)	1,0	1,0	1,0	3,0
COBAC	Régulation et supervision bancaires	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Appui à la mise en œuvre du plan stratégique « SBR » concernant les indicateurs de surveillance et d'alerte des EC (partie 2)	19-23 octobre 2020 : WFH Virtual TA (Covid)	1,0	1,0	0,0	2,0
COBAC	Régulation et supervision bancaires	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Appui à la mise en œuvre du plan stratégique « SBR » concernant l'adaptation de la notation SYSCO aux EMF (partie 1)	12-16 octobre 2020 : WFH Virtual TA (Covid)	1,0	1,0	0,0	2,0
COBAC	Régulation et supervision bancaires	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Refonte du modèle de notation SYSCO 2 des établissements de crédit (partie 2)	22-26 juin 2020 : WFH Virtual TA (Covid)	1,0	1,0	1,0	3,0
COBAC	Régulation et supervision bancaires	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Revue du processus de sanction des EC et des EMF	05-09 octobre 2020 : WFH Virtual TA (Covid)	1,0	1,0	1,0	3,0
Congo	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19	17 - 22 Mai 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Congo	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes fiscales pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19.	8 - 15 Juin 2020	0,5	1,0	0,0	1,5



ANNEXE 3-C
REALISATIONS DETAILLEES DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2021 PAR PAYS/INSTITUTIONS



Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Congo	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Conception d'un plan stratégique de renforcement de capacités pour améliorer la mobilisation des recettes.	6 - 17 Juin 2020	0,5	2,0	0,0	2,5
Congo	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Revue et mise à niveau de l'organisation de la Direction générale des impôts et des domaines - (Activité rajoutée en cours d'année fiscale)	3 - 14 Aout 2020	0,5	2,0	0,0	2,5
Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique et revue qualité des rapports sur les risques budgétaires conjointement avec le conseiller résident en matière budgétaire	31 Aout au 04 Septembre 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite du développement du modèle de cadrage macroéconomique	25 mai au 06 juin 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Congo	Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Appui à la réorganisation du ministère des finances et du budget	3 - 14 Aout 2020	0,0	2,0	0,0	2,0
Congo	Budget	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui à l'amélioration de la documentation sur les risques budgétaires	24 - 28 Aout 2020	0,0	1,0	0,0	1,0
Congo	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Appui à la réorganisation du ministère des finances et du budget	3 - 14 Aout 2020	0,0	2,0	0,0	2,0
Congo	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à la mise en place des comptes nationaux trimestriels	21 Septembre - 2 Octobre 2020	1,5	0,0	2,0	3,5
Gabon	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19	4 - 9 Juin 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Gabon	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes fiscales pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19.	31 Aout au 11 Septembre 2020	0,5	2,0	0,0	2,5



ANNEXE 3-C
REALISATIONS DETAILLEES DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2021 PAR PAYS/INSTITUTIONS



Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Gabon	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Digitalisation des procédures fiscales et taxation mobile.	31 Aout au 11 Septembre 2020	0,0	0,0	0,0	0,0
Gabon	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Suivi des mesures de mobilisation des recettes	11 - 23 Octobre 2020	1,0	2,0	0,0	3,0
Gabon	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique et revue qualité des rapports sur les risques budgétaires conjointement avec le conseiller résident en matière budgétaire	21 - 25 Septembre 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Gabon	Budget	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui à l'amélioration de la documentation sur les risques budgétaires	31 Aout - 04 septembre 2020	0,0	1,0	0,0	1,0
Gabon	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité des informations comptables	1 - 10 Octobre 2020	1,5	0,0	2,0	3,5
Guinée équatoriale	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19	8 - 12 Juin 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Guinée équatoriale	Gestion de la dette publique	Emprunter au moindre coût possible tout en maintenant le risque à un niveau acceptable	Formation sur les concepts de base en gestion de la dette et liens entre gestion de la dette et le budget	18 - 29 Mai 2020 ; 1 - 5 Juin 2020	1,0	2,0	0,0	3,0
Guinée équatoriale	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à la production et dissémination des comptes nationaux trimestriels	15 - 26 Juin 2020	1,5	0,0	2,0	3,5
République Centrafricaine	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique et revue qualité des rapports sur les risques budgétaires conjointement avec le conseiller résident en matière budgétaire	7-11 septembre 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
République Centrafricaine	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement du cadre budgétaire à moyen terme	18 au 29 Mai 2020	1,0	2,0	2,0	5,0



ANNEXE 3-C
REALISATIONS DETAILLEES DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2021 PAR PAYS/INSTITUTIONS



Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
République Centrafricaine	Budget	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui à l'amélioration de la documentation sur les risques budgétaires	7-11 septembre	0,0	1,0	0,0	1,0
République Centrafricaine	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la mise en place de la tutelle financière des établissements publics et la documentation budgétaire sur les organismes autonomes - A distance	15 - 26 Juin 2020 (ou du 15 Février au 01 Mars 2021)	0,5	2,0	2,0	4,5
République Centrafricaine	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui sur l'assurance qualité (exhaustivité) de l'enregistrement des transactions de l'Administration Centrale Budgétaire.	22 - 26 Juin 2020	2,0	1,0	1,0	4,0
République Démocratique du Congo	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19.	29 Juin - 3 Juillet 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
République Démocratique du Congo	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la préparation de la loi de finances 2021 dans le contexte de la crise sanitaire de la Covid-19.	Septembre/Octobre 2020	0,0	2,0	0,0	2,0
République Démocratique du Congo	Gestion de la dette publique	Emprunter au moindre coût possible tout en maintenant le risque à un niveau acceptable	Atténuation du risque de liquidité de l'Etat et mise à jour de la SDMT	12 - 23 Octobre 2020	2,0	2,0	0,0	4,0
République Démocratique du Congo	Gestion de la dette publique		Réserves obligatoires et régularisation des avances à l'Etat (Participation à cette mission dirigée par la Division CO de MCM)	17 - 31 Juillet 2020	1,0	2,0	0,0	3,0
République Démocratique du Congo	Gestion de la dette publique	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Atténuation du risque de liquidité de l'Etat	1 - 12 Juin 2020	2,0	2,0	2,0	6,0
République Démocratique du Congo	Régulation et supervision bancaires	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Révision et mise à niveau de la réglementation prudentielle applicable aux établissements spécialisés dans les services de paiement et de monnaie électronique	24 août - 04 septembre 2020 : WFH Virtual TA	2,0	2,0	0,0	4,0
République Démocratique du Congo	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des statistiques des finances publiques (TOFEs de 2017 et 2018 de l'Administration Centrale Budgétaire)	29 Juin - 3 Juillet 2020	2,0	1,0	1,0	4,0



ANNEXE 3-C
REALISATIONS DETAILLEES DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2021 PAR PAYS/INSTITUTIONS



Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
République Démocratique du Congo	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au rattrapage des retards dans la production et la dissémination des comptes nationaux	21 Septembre - 2 Octobre 2020	1,5	1,0	2,0	4,5
Sao Tomé-et-Principe	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19.	15 - 19 Juin 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Sao Tomé-et-Principe	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Rédaction du Manuel d'élaboration des prévisions macrobudgétaires	8 - 19 juin 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Sao Tomé-et-Principe	Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Poursuite de la mise en place des plans d'engagement des dépenses - A distance	8 - 16 Juin 2020	0,5	1,0	1,0	2,5
Sao Tomé-et-Principe	Régulation et supervision bancaires	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Révision et mise à niveau des modes opératoires de la supervision bancaire basée sur les risques - Rédaction d'un manuel (partie 1)	15 - 26 Juin 2020	1,0	0,0	4,0	5,0
Sao Tomé-et-Principe	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des statistiques des finances publiques (élaboration du TOFE de 2019 de l'Administration Centrale Budgétaire)	21 - 25 Septembre 2020	2,0	1,0	0,0	3,0
Sao Tomé-et-Principe	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	08 - 19 Juin 2020	1,0	2,0	0,0	3,0
Sao Tomé-et-Principe	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Webinaire luzophone sur l'indice des Prix à la consommation - Formation AFC sur la continuité des activités et la méthodologie pour relever les défis de la COVID-19	01 Septembre 2020	1,5	0,2	0,0	1,7
Séminaires régionaux et cours	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Webinaire régional sur la conjoncture et la prévision dans les pays membres d'AFC organisé par AFRISTAT en collaboration avec la Commission de la CEMAC, l'AFC et la BEAC	24 - 26 juin 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Séminaires régionaux et cours	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Webinaire régional de validation de la directive CEMAC sur la comptabilité matière	24 Juin 2020	0,5	0,2	0,0	0,7



ANNEXE 3-C
REALISATIONS DETAILLEES DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2021 PAR PAYS/INSTITUTIONS



Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Séminaires régionaux et cours	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Webinaire régional sur le contrôle de l'utilisation des ressources COVID-19	1 Octobre 2020	0,5	0,2	0,0	0,7
Séminaires régionaux et cours	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Webinaire régional de validation du programme statistique de la CEMAC	19 - 20 Octobre 2020	0,5	0,5	0,0	1,0
Séminaires régionaux et cours	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Webinaire régional FAD/AFC sur le thème "Préparation du budget en période de crise de la COVID-19 : Conseils pour l'élaboration du budget 2021"	29 Juillet 2020	0,5	0,2	0,0	0,7
Séminaires régionaux et cours	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Webinaire régional FAD/AFC sur le thème "Assurer une meilleure traçabilité des opérations budgétaires, comptables et financières relatives au COVID-19 et rendre compte de leur utilisation"	1 Juillet 2020	0,5	0,2	0,0	0,7
Séminaires régionaux et cours	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Webinaire régional FAD/AFC sur le Compte unique du Trésor et gestion de la trésorerie	10 Juin 2020	0,5	0,2	0,0	0,7
Séminaires régionaux et cours	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Webinaire régional FAD/AFC sur les Fonds de concours et le décret d'avances	14 mai 2020	0,5	0,2	0,0	0,7
Séminaires régionaux et cours	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Webinaire régional FAD/AFC sur les Outils de gestion des finances publiques mobilisables en Afrique francophone en réponse au COVID-19	23 avril 2020	0,5	0,2	0,0	0,7
Séminaires régionaux et cours	Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Webinaire régional de validation de la directive CEMAC sur la comptabilité matière	24 Juin 2020	0,5	0,2	0,0	0,7
Séminaires régionaux et cours	Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Webinaire régional de validation du programme statistique de la CEMAC	19 - 20 Octobre 2020	0,5	0,5	0,0	1,0
Séminaires régionaux et cours	Budget	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Webinaire régional sur le contrôle de l'utilisation des ressources COVID-19	1 Octobre 2020	0,5	0,2	0,0	0,7



ANNEXE 3-C
REALISATIONS DETAILLEES DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2021 PAR PAYS/INSTITUTIONS



Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Séminaires régionaux et cours	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Webinaire régional FAD/AFC sur le theme "Préparation du budget en période de crise de la COVID-19 : Conseils pour l'élaboration du budget 2021"	29 Juillet 2020	0,5	0,2	0,0	0,7
Séminaires régionaux et cours	Budget	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Webinaire régional FAD/AFC sur le theme "Assurer une meilleure traçabilité des opérations budgétaires, comptables et financières relatives au COVID-19 et rendre compte de leur utilisation"	1 Juillet 2020	0,5	0,2	0,0	0,7
Séminaires régionaux et cours	Budget	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Webinaire régional FAD/AFC sur le Compte unique du Trésor et gestion de la trésorerie	10 Juin 2020	0,5	0,2	0,0	0,7
Séminaires régionaux et cours	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Webinaire régional FAD/AFC sur les Fonds de concours et le décret d'avances	14 mai 2020	0,5	0,2	0,0	0,7
Séminaires régionaux et cours	Budget	Renforcer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Webinaire régional sur les Outils de gestion des finances publiques mobilisables en Afrique francophone en réponse au COVID-19	23 avril 2020	0,5	0,2	0,0	0,7
Séminaires régionaux et cours	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Webinaire régional de validation de la directive CEMAC sur la comptabilité matière	24 Juin 2020	0,5	0,2	0,0	0,7
Séminaires régionaux et cours	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Webinaire régional de validation du programme statistique de la CEMAC	19 - 20 Octobre 2020	0,5	0,5	0,0	1,0
Séminaires régionaux et cours	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Webinaire régional sur le contrôle de l'utilisation des ressources COVID-19	1 Octobre 2020	0,5	0,2	0,0	0,7
Séminaires régionaux et cours	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Webinaire régional FAD/AFC sur le theme "Préparation du budget en période de crise de la COVID-19 : Conseils pour l'élaboration du budget 2021"	29 Juillet 2020	0,5	0,2	0,0	0,7
Séminaires régionaux et cours	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Webinaire régional FAD/AFC sur le theme "Assurer une meilleure traçabilité des opérations budgétaires, comptables et financières relatives au COVID-19 et rendre compte de leur utilisation"	1 Juillet 2020	0,5	0,2	0,0	0,7



ANNEXE 3-C
REALISATIONS DETAILLEES DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2021 PAR PAYS/INSTITUTIONS



Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Séminaires régionaux et cours	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Webinaire régional FAD/AFC sur le Compte unique du Trésor et gestion de la trésorerie	10 Juin 2020	0,5	0,2	0,0	0,7
Séminaires régionaux et cours	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Webinaire régional FAD/AFC sur les Fonds de concours et le décret d'avances	14 mai 2020	0,5	0,2	0,0	0,7
Séminaires régionaux et cours	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Renforcer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Webinaire régional FAD/AFC sur les Outils de gestion des finances publiques mobilisables en Afrique francophone en réponse au COVID-19	23 avril 2020	0,5	0,2	0,0	0,7
Séminaires régionaux et cours	Gestion de la dette publique	Renforcer la capacité de gestion de la dette publique	Webinaire régional sur le plan annuel de financement et l'utilisation de l'outil analytique IPAT	21 - 29 Septembre 2020	1,0	1,0	0,0	2,0
Séminaires régionaux et cours	Gestion de la dette publique	Renforcer la capacité de gestion de la dette publique	Webinaire régional sur la gestion de la dette en période de pandémie de la COVID-19	27 Mai 2020	2,0	0,2	0,0	2,2
Séminaires régionaux et cours	Statistiques des finances publiques	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Webinaire régional de validation du programme statistique de la CEMAC	19 - 20 Octobre 2020	0,5	0,5	0,0	1,0
Séminaires régionaux et cours	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Méthodologie du traitement des transactions des Etablissements Publics Nationaux, EPNs, et de l'élaboration de leur TOFE.	19 - 23 Octobre 2020	2,0	1,0	0,0	3,0
Séminaires régionaux et cours	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Procédure d'enregistrement des interventions (liées à la réponse contre la COVID-19) des administrations publiques dans les statistiques de finances publiques.	17 - 21 Aout 2020	1,0	1,0	0,0	2,0
Séminaires régionaux et cours	Statistiques macroéconomiques	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Webinaire régional de validation du programme statistique de la CEMAC	19 - 20 Octobre 2020	0,5	0,5	0,0	1,0
Séminaires régionaux et cours	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Webinaire francophone de formation conjoint AFC/AFW/AFS sur la continuité des activités et la méthodologie pour relever les défis de la COVID-19	17 - 21 Aout 2020	1,5	1,0	0,0	2,5



ANNEXE 3-C
REALISATIONS DETAILLEES DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2021 PAR PAYS/INSTITUTIONS



Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Séminaires régionaux et cours	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Webinaire francophone sur l'indice des Prix à la consommation - Formation AFC sur la continuité des activités et la méthodologie pour relever les défis de la COVID-19	03 Septembre 2020	1,5	1,0	0,0	2,5
Séminaires régionaux et cours	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Webinaire francophone sur l'indice des Prix à la production et XMPI - Formation AFC sur la continuité des activités et la méthodologie pour relever les défis de la COVID-19	14 Septembre 2020	1,5	1,0	0,0	2,5
Tchad	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique et revue qualité des rapports sur les risques budgétaires conjointement avec le conseiller résident en matière budgétaire	24-28 Aout 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Tchad	Budget	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui à l'amélioration de la documentation sur les risques budgétaires	21-25 septembre 2020	0,0	1,0	0,0	1,0
Tchad	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité des informations comptables	21 Septembre - 2 Octobre 2020	1,5	2,0	0,0	3,5
Tchad	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques de finances pour la prise de décision	Mise à jour des statistiques des finances publiques (Revue du projet de série statistique de 2014 à 2019 de l'Administration Centrale Budgétaire)	3 - 7 Aout 2020	2,0	1,0	1,0	4,0
Tchad	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Formation sur les Equilibres Ressources Emplois et appui au passage au SCN 2008	5 - 9 Octobre 2020	1,0	1,0	1,0	3,0
					80,0	83,1	43,0	206,1



ANNEXE 3-D
REALISATIONS DETAILLEES DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2021 PAR DOMAINE

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Administration douanière	Burundi	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19	27 septembre - 10 octobre 2020	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration douanière	Burundi	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement du contrôle de la valeur des marchandises déclarées en douane	27 septembre - 10 octobre 2020	0,5	0,0	2,0	2,5
Administration douanière	Cameroun	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19	5 - 8 Mai 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Administration douanière	Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19	17 - 22 Mai 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Administration douanière	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19	4 - 9 Juin 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Administration douanière	Guinée équatoriale	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19	8 - 12 Juin 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Administration douanière	République Démocratique du Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19.	29 Juin - 3 Juillet 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Administration douanière	Sao Tomé-et-Principe	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes douanières et de soutien à la chaîne logistique pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19.	15 - 19 Juin 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Administration fiscale	Burundi	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes fiscales pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19.	26 octobre - 06 novembre 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Administration fiscale	Burundi	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Digitalisation des paiements et déclarations des impôts	26 octobre - 06 novembre 2020	0,5	1,0	0,0	1,5



ANNEXE 3-D
REALISATIONS DETAILLEES DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2021 PAR DOMAINE

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Administration fiscale	Cameroun	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes fiscales pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19 / Préparation d'un plan stratégique de digitalisation.	18 - 29 Mai 2020	0,5	2,0	0,0	2,5
Administration fiscale	CEMAC	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Appui à la rédaction des avants projets prioritaires de procédures fiscales (modernisation des déclarations et paiements, digitalisation des procédures, recouvrement et immatriculation)	20 - 31 juillet 2020	0,5	2,0	0,0	2,5
Administration fiscale	Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes fiscales pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19.	8 - 15 Juin 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Administration fiscale	Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Conception d'un plan strategique de renforcement de capacites pour améliorer la mobilisation des recettes.	6 - 17 Juin 2020	0,5	2,0	0,0	2,5
Administration fiscale	Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Revue et mise à niveau de l'organisation de la Direction générale des impôts et des domaines - (Activité rajoutée en cours d'année fiscale)	3 - 14 Aout 2020	0,5	2,0	0,0	2,5
Administration fiscale	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	COVID 19 : Renforcement des capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes fiscales pour répondre à la crise sanitaire du COVID 19.	31 Aout au 11 Septembre 2020	0,5	2,0	0,0	2,5
Administration fiscale	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Digitalisation des procédures fiscales et taxation mobile.	31 Aout au 11 Septembre 2020	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration fiscale	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Suivi des mesures de mobilisation des recettes	11 - 23 Octobre 2020	1,0	2,0	0,0	3,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Congo	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique et revue qualité des rapports sur les risques budgétaires conjointement avec le conseiller résident en matière budgétaire	31 Aout au 04 Septembre 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite du developpement du modèle de cadrage macroéconomique	25 mai au 06 juin 2020	1,0	2,0	2,0	5,0



ANNEXE 3-D
REALISATIONS DETAILLEES DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2021 PAR DOMAINE

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Gabon	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique et revue qualité des rapports sur les risques budgétaires conjointement avec le conseiller résident en matière budgétaire	21 - 25 Septembre 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Centrafricaine	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique et revue qualité des rapports sur les risques budgétaires conjointement avec le conseiller résident en matière budgétaire	7-11 septembre 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Centrafricaine	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement du cadre budgétaire à moyen terme	18 au 29 Mai 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Sao Tomé-et-Principe	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Rédaction du Manuel d'élaboration des prévisions macrobudgétaires	8 - 19 juin 2020	1,0	2,0	2,0	5,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Webinaire régional sur la conjoncture et la prévision dans les pays membres d'AFC organisé par AFRISTAT en collaboration avec la Commission de la CEMAC, l'AFC et la BEAC	24 - 26 juin 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Webinaire régional de validation de la directive CEMAC sur la comptabilité matière	24 Juin 2020	0,5	0,2	0,0	0,7
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Webinaire régional sur le contrôle de l'utilisation des ressources COVID-19	1 Octobre 2020	0,5	0,2	0,0	0,7
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Webinaire régional de validation du programme statistique de la CEMAC	19 - 20 Octobre 2020	0,5	0,5	0,0	1,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Webinaire régional FAD/AFC sur le thème "Préparation du budget en période de crise de la COVID-19 : Conseils pour l'élaboration du budget 2021"	29 Juillet 2020	0,5	0,2	0,0	0,7
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Webinaire régional FAD/AFC sur le thème "Assurer une meilleure traçabilité des opérations budgétaires, comptables et financières relatives au COVID-19 et rendre compte de leur utilisation"	1 Juillet 2020	0,5	0,2	0,0	0,7



ANNEXE 3-D
REALISATIONS DETAILLEES DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2021 PAR DOMAINE



Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Webinaire régional FAD/AFC sur le Compte unique du Trésor et gestion de la trésorerie	10 Juin 2020	0,5	0,2	0,0	0,7
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Webinaire régional FAD/AFC sur les Fonds de concours et le décret d'avances	14 mai 2020	0,5	0,2	0,0	0,7
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Renforcer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Webinaire régional FAD/AFC sur les Outils de gestion des finances publiques mobilisables en Afrique francophone en réponse au COVID-19	23 avril 2020	0,5	0,2	0,0	0,7
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Tchad	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique et revue qualité des rapports sur les risques budgétaires conjointement avec le conseiller résident en matière budgétaire	24-28 Aout 2020	0,5	1,0	0,0	1,5
Budget	Cameroun	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire dans les Ministères ordonnateurs de budgets (Mise en place du cadre du réseau des comptables matières) - A distance	22 - 28 Juin 2020	0,5	0,0	1,0	1,5
Budget	CEMAC	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Atelier de validation du projet de directive et du projet de guide de la comptabilité matières	29 Juin - 5 Juillet 2020	1,5	0,0	2,0	3,5
Budget	Congo	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Appui à la réorganisation du ministère des finances et du budget	3 - 14 Aout 2020	0,0	2,0	0,0	2,0
Budget	Congo	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui à l'amélioration de la documentation sur les risques budgétaires	24 - 28 Aout 2020	0,0	1,0	0,0	1,0
Budget	Gabon	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui à l'amélioration de la documentation sur les risques budgétaires	31 Aout - 04 septembre 2020	0,0	1,0	0,0	1,0
Budget	République Centrafricaine	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui à l'amélioration de la documentation sur les risques budgétaires	7-11 septembre	0,0	1,0	0,0	1,0



ANNEXE 3-D
REALISATIONS DETAILLEES DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2021 PAR DOMAINE

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Budget	République Centrafricaine	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la mise en place de la tutelle financière des établissements publics et la documentation budgétaire sur les organismes autonomes - A distance	15 - 26 Juin 2020 (ou du 15 Février au 01 Mars 2021)	0,5	2,0	2,0	4,5
Budget	République Démocratique du Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la préparation de la loi de finances 2021 dans le contexte de la crise sanitaire de la Covid-19.	Septembre/Octobre 2020	0,0	2,0	0,0	2,0
Budget	Sao Tomé-et-Principe	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Poursuite de la mise en place des plans d'engagement des dépenses - A distance	8 - 16 Juin 2020	0,5	1,0	1,0	2,5
Budget	Séminaires régionaux et cours	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Webinaire régional de validation de la directive CEMAC sur la comptabilité matière	24 Juin 2020	0,5	0,2	0,0	0,7
Budget	Séminaires régionaux et cours	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Webinaire régional de validation du programme statistique de la CEMAC	19 - 20 Octobre 2020	0,5	0,5	0,0	1,0
Budget	Séminaires régionaux et cours	Améliorer l'execution et le controle budgétaire	Webinaire régional sur le contrôle de l'utilisation des ressources COVID-19	1 Octobre 2020	0,5	0,2	0,0	0,7
Budget	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Webinaire régional FAD/AFC sur le theme "Préparation du budget en période de crise de la COVID-19 : Conseils pour l'élaboration du budget 2021"	29 Juillet 2020	0,5	0,2	0,0	0,7
Budget	Séminaires régionaux et cours	Améliorer l'execution et le controle budgétaire	Webinaire régional FAD/AFC sur le theme "Assurer une meilleure traçabilité des opérations budgétaires, comptables et financières relatives au COVID-19 et rendre compte de leur utilisation"	1 Juillet 2020	0,5	0,2	0,0	0,7
Budget	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Webinaire régional FAD/AFC sur le Compte unique du Trésor et gestion de la trésorerie	10 Juin 2020	0,5	0,2	0,0	0,7
Budget	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Webinaire régional FAD/AFC sur les Fonds de concours et le décret d'avances	14 mai 2020	0,5	0,2	0,0	0,7



ANNEXE 3-D
REALISATIONS DETAILLEES DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2021 PAR DOMAINE

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Budget	Séminaires régionaux et cours	Renforcer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Webinaire régional sur les Outils de gestion des finances publiques mobilisables en Afrique francophone en réponse au COVID-19	23 avril 2020	0,5	0,2	0,0	0,7
Budget	Tchad	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui à l'amélioration de la documentation sur les risques budgétaires	21-25 septembre 2020	0,0	1,0	0,0	1,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Cameroun	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration du système de comptabilité de l'Etat	19 Mai - 20 Juin 2020	0,5	2,0	0,0	2,5
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Congo	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Appui à la réorganisation du ministère des finances et du budget	3 - 14 Aout 2020	0,0	2,0	0,0	2,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Gabon	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité des informations comptables	1 - 10 Octobre 2020	1,5	0,0	2,0	3,5
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Séminaires régionaux et cours	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Webinaire régional de validation de la directive CEMAC sur la comptabilité matière	24 Juin 2020	0,5	0,2	0,0	0,7
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Séminaires régionaux et cours	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Webinaire régional de validation du programme statistique de la CEMAC	19 - 20 Octobre 2020	0,5	0,5	0,0	1,0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Séminaires régionaux et cours	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Webinaire régional sur le contrôle de l'utilisation des ressources COVID-19	1 Octobre 2020	0,5	0,2	0,0	0,7
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Webinaire régional FAD/AFC sur le thème "Préparation du budget en période de crise de la COVID-19 : Conseils pour l'élaboration du budget 2021"	29 Juillet 2020	0,5	0,2	0,0	0,7
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Séminaires régionaux et cours	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Webinaire régional FAD/AFC sur le thème "Assurer une meilleure traçabilité des opérations budgétaires, comptables et financières relatives au COVID-19 et rendre compte de leur utilisation"	1 Juillet 2020	0,5	0,2	0,0	0,7



ANNEXE 3-D
REALISATIONS DETAILLEES DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2021 PAR DOMAINE

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Webinaire régional FAD/AFC sur le Compte unique du Trésor et gestion de la trésorerie	10 Juin 2020	0,5	0,2	0,0	0,7
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Webinaire régional FAD/AFC sur les Fonds de concours et le décret d'avances	14 mai 2020	0,5	0,2	0,0	0,7
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Séminaires régionaux et cours	Renforcer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Webinaire régional FAD/AFC sur les Outils de gestion des finances publiques mobilisables en Afrique francophone en réponse au COVID-19	23 avril 2020	0,5	0,2	0,0	0,7
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Tchad	Améliorer la couverture et la qualité des données financières	Amélioration de la qualité des informations comptables	21 Septembre - 2 Octobre 2020	1,5	2,0	0,0	3,5
Gestion de la dette publique	BEAC	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Webinaire sur le plan annuel de financement	21 - 29 Septembre 2020	2,0	2,0	0,0	4,0
Gestion de la dette publique	Guinée équatoriale	Emprunter au moindre coût possible tout en maintenant le risque à un niveau acceptable	Formation sur les concepts de base en gestion de la dette et liens entre gestion de la dette et le budget	18 - 29 Mai 2020 ; 1 - 5 Juin 2020	1,0	2,0	0,0	3,0
Gestion de la dette publique	République Démocratique du Congo	Emprunter au moindre coût possible tout en maintenant le risque à un niveau acceptable	Atténuation du risque de liquidité de l'Etat et mise à jour de la SDMT	12 - 23 Octobre 2020	2,0	2,0	0,0	4,0
Gestion de la dette publique	République Démocratique du Congo		Réserves obligatoires et régularisation des avances à l'Etat (Participation à cette mission dirigée par la Division CO de MCM)	17 - 31 Juillet 2020	1,0	2,0	0,0	3,0
Gestion de la dette publique	République Démocratique du Congo	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Atténuation du risque de liquidité de l'Etat	1 - 12 Juin 2020	2,0	2,0	2,0	6,0
Gestion de la dette publique	Séminaires régionaux et cours	Renforcer la capacité de gestion de la dette publique	Webinaire régional sur le plan annuel de financement et l'utilisation de l'outil analytique IPAT	21 - 29 Septembre 2020	1,0	1,0	0,0	2,0



ANNEXE 3-D
REALISATIONS DETAILLEES DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2021 PAR DOMAINE



Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Gestion de la dette publique	Séminaires régionaux et cours	Renforcer la capacité de gestion de la dette publique	Webinaire régional sur la gestion de la dette en période de pandémie de la COVID-19	27 Mai 2020	2,0	0,2	0,0	2,2
Régulation et supervision bancaires	COBAC	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Refonte du modèle de notation SYSCO 2 des établissements de crédit (partie 1)	18-22 mai 2020 : WFH Virtual TA (Covid)	1,0	1,0	1,0	3,0
Régulation et supervision bancaires	COBAC	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Appui à la mise en œuvre du plan stratégique « SBR » concernant les indicateurs de surveillance et d'alerte des EC (partie 2)	19-23 octobre 2020 : WFH Virtual TA (Covid)	1,0	1,0	0,0	2,0
Régulation et supervision bancaires	COBAC	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Appui à la mise en œuvre du plan stratégique « SBR » concernant l'adaptation de la notation SYSCO aux EMF (partie 1)	12-16 octobre 2020 : WFH Virtual TA (Covid)	1,0	1,0	0,0	2,0
Régulation et supervision bancaires	COBAC	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Refonte du modèle de notation SYSCO 2 des établissements de crédit (partie 2)	22-26 juin 2020 : WFH Virtual TA (Covid)	1,0	1,0	1,0	3,0
Régulation et supervision bancaires	COBAC	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Revue du processus de sanction des EC et des EMF	05-09 octobre 2020 : WFH Virtual TA (Covid)	1,0	1,0	1,0	3,0
Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Révision et mise à niveau de la réglementation prudentielle applicable aux établissements spécialisés dans les services de paiement et de monnaie électronique	24 août - 04 septembre 2020 : WFH Virtual TA	2,0	2,0	0,0	4,0
Régulation et supervision bancaires	Sao Tomé-et-Principe	RBM I.2 - Supervision basée sur les risques - Accroître l'efficacité de l'utilisation des moyens de supervision afin de mieux superviser les principaux risques du système bancaire.	Révision et mise à niveau des modes opératoires de la supervision bancaire basée sur les risques - Rédaction d'un manuel (partie 1)	15 - 26 Juin 2020	1,0	0,0	4,0	5,0
Statistiques des finances publiques	République Centrafricaine	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui sur l'assurance qualité (exhaustivité) de l'enregistrement des transactions de l'Administration Centrale Budgétaire.	22 - 26 Juin 2020	2,0	1,0	1,0	4,0
Statistiques des finances publiques	République Démocratique du Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des statistiques des finances publiques (TOFes de 2017 et 2018 de l'Administration Centrale Budgétaire)	29 Juin - 3 Juillet 2020	2,0	1,0	1,0	4,0



ANNEXE 3-D
REALISATIONS DETAILLEES DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2021 PAR DOMAINE



Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Statistiques des finances publiques	Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des statistiques des finances publiques (élaboration du TOFE de 2019 de l'Administration Centrale Budgétaire)	21 - 25 Septembre 2020	2,0	1,0	0,0	3,0
Statistiques des finances publiques	Séminaires régionaux et cours	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Webinaire régional de validation du programme statistique de la CEMAC	19 - 20 Octobre 2020	0,5	0,5	0,0	1,0
Statistiques des finances publiques	Séminaires régionaux et cours	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Méthodologie du traitement des transactions des Etablissements Publics Nationaux, EPNs, et de l'élaboration de leur TOFE.	19 - 23 Octobre 2020	2,0	1,0	0,0	3,0
Statistiques des finances publiques	Séminaires régionaux et cours	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Procédure d'enregistrement des interventions (liées à la réponse contre la COVID-19) des administrations publiques dans les statistiques de finances publiques.	17 - 21 Aout 2020	1,0	1,0	0,0	2,0
Statistiques des finances publiques	Tchad	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques de financières pour la prise de décision	Mise à jour des statistiques des finances publiques (Revue du projet de série statistique de 2014 à 2019 de l'Administration Centrale Budgétaire)	3 - 7 Aout 2020	2,0	1,0	1,0	4,0
Statistiques macroéconomiques	Burundi	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Webinaire : Formation sur les Equilibres Ressources Emplois et appui au passage au SCN 2008	12 - 23 Octobre 2020	2,5	0,0	2,0	4,5
Statistiques macroéconomiques	Cameroun	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à la retropolation et la mise en place de la série complete des comptes nationaux selon la nouvelle année de base 2016 conforme au SCN 2008	14 - 25 Septembre 2020	1,5	2,0	0,0	3,5
Statistiques macroéconomiques	Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à la mise en place des comptes nationaux trimestriels	21 Septembre - 2 Octobre 2020	1,5	0,0	2,0	3,5
Statistiques macroéconomiques	Guinée équatoriale	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à la production et dissémination des comptes nationaux trimestriels	15 - 26 Juin 2020	1,5	0,0	2,0	3,5
Statistiques macroéconomiques	République Démocratique du Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au rattrapage des retards dans la production et la dissemination des comptes nationaux	21 Septembre - 2 Octobre 2020	1,5	1,0	2,0	4,5



ANNEXE 3-D
REALISATIONS DETAILLEES DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2021 PAR DOMAINE

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (en personnes semaines)			
					Utilisées			
					Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site							
Statistiques macroéconomiques	Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	08 - 19 Juin 2020	1,0	2,0	0,0	3,0
Statistiques macroéconomiques	Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Webinaire luzophone sur l'indice des Prix à la consommation - Formation AFC sur la continuité des activités et la méthodologie pour relever les défis de la COVID-19	01 Septembre 2020	1,5	0,2	0,0	1,7
Statistiques macroéconomiques	Séminaires régionaux et cours	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Webinaire régional de validation du programme statistique de la CEMAC	19 - 20 Octobre 2020	0,5	0,5	0,0	1,0
Statistiques macroéconomiques	Séminaires régionaux et cours	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Webinaire francophone de formation conjoint AFC/AFW/AFS sur la continuité des activités et la méthodologie pour relever les défis de la COVID-19	17 - 21 Aout 2020	1,5	1,0	0,0	2,5
Statistiques macroéconomiques	Séminaires régionaux et cours	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Webinaire francophone sur l'indice des Prix à la consommation - Formation AFC sur la continuité des activités et la méthodologie pour relever les défis de la COVID-19	03 Septembre 2020	1,5	1,0	0,0	2,5
Statistiques macroéconomiques	Séminaires régionaux et cours	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Webinaire francophone sur l'indice des Prix à la production et XMPI - Formation AFC sur la continuité des activités et la méthodologie pour relever les défis de la COVID-19	14 Septembre 2020	1,5	1,0	0,0	2,5
Statistiques macroéconomiques	Tchad	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Formation sur les Equilibres Ressources Emplois et appui au passage au SCN 2008	5 - 9 Octobre 2020	1,0	1,0	1,0	3,0
					80,0	83,1	43,0	206,1

Annexe 4
Webinaires régionaux - Réalisations au 31 octobre 2020

Numéro d'ordre	Domaine	Thème	Bénéficiaire	Nombre de participants	Lieu	Période	Date	Responsable
Webinaires régionaux								
1	Gestion des finances publiques	FAD : Les outils de gestion des finances publiques mobilisables en Afrique francophone en réponse au COVID-19	AFC	50	Virtuel	T1	23 avril 2020	Ephrem Makiadi - EMakiadi@imf.org
2	Gestion des finances publiques	FAD: Les fonds de concours et décret d'avances	AFC	16	Virtuel	T1	14 mai 2020	Ephrem Makiadi - EMakiadi@imf.org
3	Gestion des finances publiques	FAD : Le compte unique du Trésor et la gestion de la trésorerie	AFC	38	Virtuel	T1	10 juin 2020	Blaise Yehouenou - Byehouenou@imf.org
4	Gestion des finances publiques	FAD : La validation de la directive CEMAC sur la comptabilité matière	AFC	24	Virtuel	T2	24 juin 2020	Ephrem Makiadi - EMakiadi@imf.org
5	Gestion des finances publiques	FAD : Assurer une meilleure traçabilité des opérations budgétaires, comptables et financières relatives au COVID-19 et rendre compte de leur utilisation	AFC	36	Virtuel	T1	1 ^{er} juillet 2020	Ephrem Makiadi - EMakiadi@imf.org
6	Gestion des finances publiques	FAD : La préparation du budget en période de crise : conseils pour l'élaboration du budget 2021	AFC	30	Virtuel	T1	29 juillet 2020	Ephrem Makiadi - EMakiadi@imf.org
7	Gestion des finances publiques	FAD : Le contrôle de l'utilisation des ressources COVID-19	AFC	25	Virtuel	T2	1 ^{er} Octobre 2020	Blaise Yehouenou - BYehouenou@imf.org

Annexe 4
Webinaires régionaux - Réalisations au 31 octobre 2020

Numéro d'ordre	Domaine	Thème	Bénéficiaire	Nombre de participants	Lieu	Période	Date	Responsable
8	Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires	La conjoncture et les prévisions économiques régionales du 1 ^{er} semestre	AFC	23	Virtuel	T1	24 - 26 juin 2020	Severin Kamgna - Skamgna@imf.org
9	Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires	La validation du programme statistique régional	AFC	46	Virtuel	T2	19 - 20 octobre 2020	Severin Kamgna - Skamgna@imf.org
10	Statistiques des finances publiques	La procédure d'enregistrement des interventions (liées à la réponse contre la COVID-19) des administrations publiques dans les statistiques de finances publiques	AFC	45	Virtuel	T2	18 - 20 août 2020	Francis Gahizi - Fgahizi@imf.org
11	Statistiques des finances publiques	La méthodologie du traitement des transactions des Etablissements Publics Nationaux, EPNs, et de l'élaboration de leur TOFE	AFC	26	Virtuel	T2	19 - 23 octobre 2020	Francis Gahizi - Fgahizi@imf.org
12	Statistiques macroéconomiques	Les nouveaux défis liés à la COVID-19 pour la compilation du PIB	AFC	40	Virtuel	T2	17 - 21 août 2020	Sebastien Manzi - SManzi@imf.org
13	Statistiques macroéconomiques	Les activités de production de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC)	AFC	30	Virtuel	T2	03 septembre 2020	Sebastien Manzi - SManzi@imf.org
14	Statistiques macroéconomiques	L'indice des Prix à la production et XMPI - Formation AFC sur la continuité des activités et la méthodologie pour relever les défis de la COVID-19	AFC	25	Virtuel	T2	14 septembre 2020	Sebastien Manzi - SManzi@imf.org



Annexe 4
Webinaires régionaux - Réalisations au 31 octobre 2020

Numéro d'ordre	Domaine	Thème	Bénéficiaire	Nombre de participants	Lieu	Période	Date	Responsable
15	Gestion de la dette publique	La gestion de la dette publique en période de pandémie de la COVID-19	AFC	30	Virtuel	T1	27 mai 2020	Oumar Dissou - ODissou@imf.org
16	Gestion de la dette publique	Le plan annuel de financement et l'utilisation de l'outil analytique IPAT	AFC	45	Virtuel	T2	21 - 29 septembre 2020	Oumar Dissou - ODissou@imf.org
Webinaire pays								
1	Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires	La quantification des risques budgétaires	Congo, Gabon, RCA et Tchad	40	Virtuel	T2	24 - 28 août, 31 août - 04 septembre, 7 - 11 septembre, 21 - 25 septembre 2020	Severin Kamgna - Skamgna@imf.org
2	Statistiques macroéconomiques	Les activités de production de l'indice des prix à la consommation (IPC)	Sao Tomé-et-Principe	4	Virtuel	T2	1 septembre 2020	Sebastien Manzi - SManzi@imf.org

Note : Pour plus de détails sur les webinaires, veuillez consulter les 2 dernières lettres trimestrielles à la section "Actualités" du site web d'AFRITAC Centre (<http://www.afritaccentre.org>)



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'Assistance Technique
pour l'Afrique Centrale



ANNEXE 5

APPUI PONCTUELS AUX PAYS MEMBRES DURANT LE PREMIER
SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2021

I. Gestion des finances publiques

Congo, Centrafrique, Gabon, Tchad

Appuis méthodologiques et revues qualité des rapports sur les risques budgétaires conjointement avec le conseiller résident en matière budgétaire (Août/Septembre 2020). Cet appui à distance s'est concentré sur (i) la maquette d'identification, de suivi et de gestion du risque budgétaire; (ii) les méthodologies pour évaluer et quantifier différents types de risques budgétaires; (iii) l'examen des différentes versions du projet de rapport 2021 sur les risques budgétaires; (iv) la diffusion de bonnes pratiques sur le risque budgétaire; et (v) l'identification des besoins d'assistance supplémentaire pour améliorer progressivement la qualité du rapport sur les risques budgétaires.

République centrafricaine

Webinaire sur le suivi des outils d'élaboration des cadres budgétaires à moyen terme et Cadres de dépenses à moyen terme (27 octobre 2020). Le conseiller en gestion macrobudgétaire a fait le point sur l'appropriation par le personnel de la Direction générale du budget (DGB) des outils ci-dessus développés lors des missions précédentes. Au cours de ce webinaire, le personnel a fait part de ses préoccupations concernant l'utilisation du guide pratique pour l'élaboration du CBMT/CDMT et a suggéré quelques modifications qui ont été prises en compte.

Sao Tomé-et-Principe

Webinaire mensuel de formation sur le manuel méthodologique de prévision macrobudgétaire. Afin d'adopter le manuel méthodologique des prévisions macrobudgétaires lors de la mission de novembre/décembre 2020. Le conseiller en gestion macrobudgétaire a organisé un webinaire par mois pour dispenser des formations pratiques aux cadres du Comité de cadrage de STP sur le projet de manuel préparé en juin 2020. Ces webinaires ont porté sur la méthodologie et les processus de projections macrobudgétaires (collecte et traitement des données, sources, agrégats, modélisation,)

Tchad

Webinaire mensuel sur le développement du modèle de prévision des recettes pétrolières. Dans le cadre du projet de développement d'un modèle de prévision des recettes pétrolières financé par le Fonds thématique de Gestion de la richesse des ressources naturelles (MNRW) pour une durée de deux ans et piloté par le département des finances publiques du FMI, le Conseiller en gestion macrobudgétaire participe à des webinaires mensuels sur cette activité. Ces webinaires sont consacrés aux échanges sur les spécifications du modèle et au renforcement des capacités des cadres tchadiens désignés pour participer au projet.

II. Statistiques macroéconomiques

Entre mai et décembre 2020, le domaine des statistiques macroéconomiques a supporté les activités additionnelles suivantes :

Burundi

Appui sur l'analyse des données du secteur réel dans le cadre de la relance des missions du Département Afrique.

Cameroun

Appui dans la publication des données de la nouvelle année base des comptes nationaux (2016) afin d'actualiser les indicateurs macroéconomiques nécessaires au suivi et l'évaluation des programmes économiques.

Congo

Appui à l'INS du Congo à la mise à la disposition des utilisateurs de la série des comptes nationaux annuels allant jusqu'à 2019 pour faciliter l'analyse macroéconomique et la mise en place des indicateurs de suivi économique.

Sao Tomé-et-Principe

Appui continu pour finaliser la série des comptes de 2008-2019 afin de permettre à l'INE de STP de commencer à publier les comptes annuels de qualité améliorée et produits en utilisant les approches de la production et de la dépense.

I. Statistiques des finances publiques

Au cours du premier semestre de l'année fiscale 2020, le domaine des statistiques financières a supporté les activités additionnelles suivantes en lien avec la pandémie de la COVID-19 :

République Centrafricaine, République démocratique du Congo, Tchad, et Sao Tomé-et-Principe

En plus des missions réalisées dans le cadre de son programme de travail, Le Conseiller résident en statistiques des finances publiques a assuré un appui ponctuel sur le traitement, et la procédure d'enregistrement des interventions liées à la réponse contre la COVID-19 dans les administrations publiques de ces différents pays membres. Ces appuis ont eu lieu respectivement les 3 juillet, 8 juillet, 11 août et 30 septembre 2020.

II. Gestion de la dette publique

En plus de la réalisation des activités inscrites dans son programme de travail 2021, le domaine de la gestion de la dette a offert son expertise aux pays membres suivants durant le premier semestre :

République démocratique du Congo

Le Conseiller en gestion de la dette a formulé des observations pour améliorer le projet d'Arrêté portant le Rôle centralisateur de la Direction générale de la dette publique en matière d'endettement public. Des propositions ont été faites pour renforcer les dispositions relatives au processus d'octroi et de gestion de la garantie et de la rétrocession des fonds de l'État.

Tchad

En décembre 2020, le Conseiller en gestion de la dette a revu le projet du document de la stratégie de dette à moyen terme préparé les autorités pour guider les décisions de financement au cours de la période 2021-24. Le Conseiller a fait des suggestions pour améliorer le contenu du document et la qualité de l'analyse. La revue du document a permis de relever les étapes du processus d'élaboration de la stratégie de dette qui sont encore insuffisamment maîtrisées et qui pourront être l'objet d'une prochaine assistance technique.

Le Conseiller a également revu en décembre 2020 le projet de décret portant politique d'endettement et de gestion de la dette publique au Tchad. Des observations ont été faites pour s'assurer (i) de la cohérence avec des textes existants (ex. Règlement de la CEMAC portant sur la politique d'endettement), (ii) que les dispositions pourraient être facilement mises en œuvre et que la plupart sont en ligne avec les directives du FMI et de la Banque mondiale en matière de gestion de la dette publique.



ANNEXE 6

PERSONNEL D'AFRITAC CENTRE

I- DIRECTEUR/COORDONNATEUR : PHILIPPE EGOUME

II- CONSEILLERS RESIDENTS :

ADMINISTRATION DES REVENUS : RAKOTONDRAINIBE MIHAMINTSOA

GESTION DES FINANCES PUBLIQUES : EPHREM GHONDA MAKIADI, BLAISE YEHOUENOU

ANALYSE ET PREVISIONS MACROBUDGETAIRES : SEVERIN YVES KAMGNA

STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES : FRANCIS GAHIZI

STATISTIQUES MACROECONOMIQUES : SEBASTIEN MANZI

GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE¹ : OUMAR DISSOU

REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES : ALEXIS BOHER

III- ADMINISTRATION :

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE : MARIE-HELENE ISSEMBE

CHARGES DE PROJETS : ARMEL HOUTSA, BROLIN WILFRIED MBADINGA

ASSISTANTES ADMINISTRATIVES : CARINE MBOUMBA, LARISSA MABIKA BALENGA,
DJENA LAETITIA DJEMBO, GILDAS LOUNDOU MAYOUKOU

TECHNICIEN-COURSIER : WILFRIED MANGUENGA MANGUENGA

¹ Le domaine de la gestion de la dette publique pour l'année fiscale 2021 est présenté dans ce rapport à titre indicatif en raison du financement de ses activités par le mécanisme *Debt Management Facility (DMF)* du Fonds monétaire international.